

Madrid pourrait rétablir la Généralité en Catalogne avant le 11 septembre

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1,80 F; Autriche, 1,80 F; Belgique, 1,80 F; Canada, 1,80 F; Danemark, 1,80 F; Espagne, 1,80 F; Grèce, 1,80 F; Irlande, 1,80 F; Italie, 1,80 F; Japon, 1,80 F; Pays-Bas, 1,80 F; Portugal, 1,80 F; Royaume-Uni, 1,80 F; Suède, 1,80 F; Suisse, 1,80 F; États-Unis, 1,80 F.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6297-23 Paris

1608 Paris N° 63676

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Menaces pour Mme Gandhi

La période d'incertitude qui a suivi l'arrivée au pouvoir à New-Delhi, il y a cinq mois, pour la première fois depuis trente ans, d'une coalition à dominante conservatrice et nationaliste vient brusquement de s'achever. Le gouvernement semblait jusqu'alors faire preuve de mansuétude, en ne faisant incarner aucun des dirigeants de l'ancien régime, dont les abus de pouvoir, notamment sous l'état d'urgence, de juin 1975 à mars 1977, étaient pourtant manifestes. Sous la pression de la nouvelle majorité parlementaire, il avait cependant chargé la justice de passer au crible les activités de l'entourage de l'ancien premier ministre, Mme Gandhi. Les charges qui pèsent aujourd'hui sur l'équipe désavouée par le corps électoral représentent les accusations largement exposées dans une presse maintenant libre.

Dix personnalités, dont trois collaborateurs immédiats de l'ancien chef de gouvernement, ont été arrêtées lundi et accusées de malversation. Il semble que la police — qui, il y a quelques mois seulement, était encore à leurs ordres — ait accumulé suffisamment de preuves de leur culpabilité. Cette affaire, lourde de conséquences politiques, éclaire aussi le rôle de Mme Gandhi. Demain, le fils de l'ancien premier ministre, Sanjay, contre lequel les charges sont déjà lourdes, et deux anciens ministres auront sans doute à répondre, devant une justice désormais indépendante, d'abus commis au cours de leur rapide et désastreux passage au pouvoir.

Ce ne sont pas les fautes proprement politiques des anciens dirigeants — répression, stérilisation autoritaire, expulsion d'habitants de bidonvilles — qui vont être dans un premier temps jugées et peut-être sanctionnées. On leur reproche d'abord d'avoir profité de leurs fonctions officielles pour s'enrichir, alors qu'ils prêchaient la morale.

Mme Gandhi a fait, depuis plusieurs semaines, de grands efforts pour éviter une situation sans précédent dans l'histoire contemporaine du pays, en tentant désespérément de revenir sur le devant de la scène politique. L'ancien premier ministre est allé jusqu'à rencontrer son principal adversaire, M. J. P. Narayan, « conscience » hier de l'opposition et aujourd'hui du gouvernement, mais n'en a pas pour autant retrouvé son crédit, notamment auprès de sa formation, le Congrès. Les responsables du parti, dont elle avait favorisé la désignation, lui refusent maintenant l'accès à la direction. Prenant conscience des conséquences funestes qu'ont eues les dernières années de sa gestion, ils souhaitent éviter à tout prix un retour de Mme Gandhi « aux affaires ».

La fille de Nehru, pour se gagner des sympathies, a rendu récemment visite à une communauté d'intouchables — désertés dont le Congrès défend traditionnellement les droits — qui venait d'être victime de la répression de propriétaires terriens enarçonnés par le triomphe de la droite aux élections. Cette initiative a suscité une rapide réplique gouvernementale. M. Desai vient de déclarer qu'il fallait créer un climat dans lequel les parias puissent vivre sans crainte et jouir de l'égalité des droits. Il s'est montré résolu à œuvrer dans ce sens.

Désireux également de donner l'exemple, le nouveau président indien, M. S. Reddy, a décidé de renoncer, afin d'éviter « l'ostentation vulgaire et la pompe inutile », à 70 % de son indemnité et à sa résidence de fonction.

Ces gestes, plus que l'arrestation de dirigeants de l'ancien régime, ne suffisent pas à définir une politique. Dans tous les domaines, c'est pourtant ce dont aurait le plus besoin le nouveau régime indien.

(Lire nos informations page 3.)

Un entretien avec M. Edmond Maire

- La C.F.D.T. reste hostile à la force de dissuasion nucléaire
- On ne sortira pas de la crise en se limitant à des nationalisations et à des mesures sociales

La controverse sur l'actualisation du programme commun entre le parti communiste et le parti socialiste se poursuit avec de nouveaux commentaires de « l'Humanité » sur les dernières déclarations de M. Mitterrand. Dans l'interview que nous publions ci-dessous, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., juge sévèrement cette controverse, non pour son contenu mais pour ce qu'elle laisse de côté. « Il apparaît aux syndicalistes que nous sommes que la controverse actuelle fait l'impasse sur les problèmes essentiels », affirme-t-il.

M. Edmond Maire reproche aux dirigeants de la gauche « leur glissement » vers l'acceptation de la dissuasion nucléaire. Ce rappel de l'hostilité à la force de frappe ne peut manquer de déplaire au P.S., dont nombre de militants sont proches de la C.F.D.T.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. mentionne certaines propositions de sa contrainte sur lesquelles les partis du programme commun s'accordent, à son avis, la mutisme : sanctions très importantes sur les hauts revenus, réduction massive de la durée du travail, pouvoirs d'intervention des salariés et des citoyens. La C.F.D.T. n'entend pas se laisser aller à « un sentiment d'impuissance » pendant la

« Que pensez-vous des polémiques actuelles entre les communistes et les socialistes ? Ne craignez-vous pas qu'elles entraînent la dégradation de l'union de la gauche aux yeux des travailleurs et qu'elles remettent en cause une victoire électorale que beaucoup jugeaient probable ? »

« Je ne crois pas qu'un débat public entre partenaires porte atteinte automatiquement à la crédibilité de leur union. Dans une démocratie, l'expression politique est même une marque de confiance. Les divergences de convictions des uns et des autres peuvent même entraîner une certaine dynamique, s'il y a recherche de synthèse. Par contre, pour dire les choses franchement, il apparaît à nos syndicalistes que nous sommes que la controverse actuelle fait l'impasse sur des problèmes essentiels. Non pas que les trois thèmes de divergences actuelles entre les partis de gauche soient quantitatifs négligeables. Les trois thèmes, c'est-à-dire : la défense nationale, le volume des mesures sociales et le champ des nationalisations. Mais, y compris sur ces trois thèmes, le débat reste limité. Pour la défense nationale, par exemple, il porte sur la manière de comprendre « la maintenance

de l'arme nucléaire » et non pas sur le principe même de l'arme nucléaire. Mais sur le principe tous les partis, de gauche comme de droite, sont désormais d'accord ?

« Pas la C.F.D.T., qui n'a pas changé de position. Nous considérons que le glissement progressif de la gauche politique française, qui est passé du refus de la force de frappe à sa « maintenance », c'est-à-dire à sa modernisation relative par lui-même, est une certaine efficacité, comporte l'acceptation du risque d'un affrontement nucléaire. Nous ne nous résignons pas à une telle attitude par les super-puissances en cherchant à rester dans le peloton de queue de ceux qui participent à cette course.

« A quel point est-il de parler de « maintenance » ? C'est pour en renvoyer la réalisation à un lointain « plus tard » ? Quand les partis nous disent : l'analyse réalisée des rapports de forces

internationaux doit nous conduire à maintenir la bombe atomique, nous répondons : l'analyse réaliste de l'état actuel de sous-développement économique et social d'une grande partie du territoire, sur de nouveaux rapports égaux de coopération entre les peuples, meilleur moyen de désamorcer les conflits possibles. Nous ne pouvons accepter que les dirigeants de la gauche « rechignent » à la dissuasion nucléaire, c'est-à-dire soient prêts à appuyer les premières armes du bon droit de l'arme atomique (sans cette détermination, il n'y a pas de dissuasion). Quant à appuyer les seconds, encore faudrait-il qu'il y ait un bouton... »

« Nous considérons que ce type d'analyse est très intéressant et nous répondons au sentiment populaire et aux impératifs de notre époque. La grandeur d'un pays ne se mesure pas au nombre de ses bombes atomiques, mais à son apport au progrès de l'humanité.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 17.)

Les réactions en Corse après le rassemblement de Furiani

Les réactions et les prises de position restent vives en Corse après l'attentat commis dans la nuit du 12 au 13 août contre le relais de télévision de Serra-di-Pigno et à la suite des propos tenus, le dimanche 14 août, par M. Edmond Simeoni lors du rassemblement de Furiani.

La municipalité d'Ajaccio et le parti bonapartiste dénoncent dans un communiqué commun des « criminels irresponsables ». M. Alexandre Sanguinetti, membre du comité central du R.P.R., s'étonne du silence des partis, à l'exception du P.C.

De leur côté, plusieurs membres du Front de libération national corse, mouvement qui a revendiqué l'attentat de Serra-di-Pigno, ont réuni une conférence de presse en plein maquis, dans la région de Bastia, au cours de la nuit de lundi à mardi. Notre envoyé spécial Jacques de Barrin avait été invité par le F.L.N.C. à assister à cette réunion clandestine.

Une nuit chez les « dinamiteros »

De notre envoyé spécial

Bastia. — Il est des conférences de presse qui ressemblent à des jeux de piste. Ainsi de la « sortie » qu'organisée, le lundi soir 15 août, sur les hauteurs de Bastia, le Front de libération nationale (F.L.N.) à l'attention de doctes journalistes insulaires et continentaux.

Tout le tapage fait autour du rassemblement autonomiste de Furiani a franchement exaspéré les nationalistes. En outre, la population n'a, semble-t-il, pas compris le sens et la portée du récent dynamitage du relais de télévision de Pigno di Serra. Il s'agit sans plus tarder de tirer les choses au clair. Malgré les risques de l'entreprise.

Ce soir, aux commandes d'une « 250 » pétaradante, un « motard » du F.L.N. vient cueillir, en plein cœur de Bastia, les visiteurs de la nuit. Il ouvre la voie à un cortège de trois voitures. En un quart d'heure, l'étrange convoi gagne les hauteurs de la ville.

Dans un bois d'oliviers, chacun met pied à terre. Sans mot dire, comme pour épaisir inutilement le mystère, quelques « capoguardi » bandent les yeux de leurs hôtes avant de les pousser dans une fourgonnette. C'est le silence. « Taisez-vous », lance un accompagnateur pour couper court à tout commentaire. Un quart d'heure de route. On abandonne le véhicule. Marche en file indienne dans la maquis.

Une halte, bandeau enlevé. Au pied de la colline, Bastia endormie, les grillons chantent. Des chiens aboient et se répondent. Des étoiles filantes traversent le ciel. L'air est doux. Le vrai été méditerranéen. Dieu que la Corse est belle !

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 5.)

LE COMPLEXE DE DAMOCLÈS

par GASTON BOUTHOU (1)

La paix vit dans la fascination de la guerre, fascination ambivalente mêlée de nostalgie, car les nations qui se trouvent dans l'impossibilité de faire la guerre se sentent frustrées de ce suprême recours et déçues du privilège de faire l'histoire.

Autour des événements historiques se créent des légendes. On expliquait la mort de ce que l'on appelait Louis-Philippe « les enfants du siècle » par une sorte de sentiment d'infériorité résumé dans une phrase que Stendhal mit dans la bouche de l'un de ses héros : « A notre âge, nos pères avaient parcouru toute l'Europe à cheval, tandis que nous... » D'où la nostalgie des temps historiques et de revivre les sentiments extrêmes qui les accompagnent, la geste épique et la grande aventure.

La frustration d'une génération sans guerre prend une autre forme : elle est privée désormais de l'illusion que les tragiques bouleversements qui accompagnent les hostilités permettent de résoudre les conflits et d'instaurer de nouveaux équilibres plus stables. Durant certaines périodes de paix demeurent latentes les antagonismes, les griefs et les revendications. Certains traits de paix — ceux de Vienne ou de Versailles, par exemple — contiennent un véritable inventaire de tous les motifs de querelles qui les ont précédés. Ils proposent ou imposent des solutions pour chacun d'eux. Ils créent ainsi indirectement une nouvelle hiérarchie des États et des Nations.

Depuis la dernière décennie, la fascination de la guerre a pris des formes inédites. Le premier

(1) Fondateur de l'Institut français de politologie.

DES CLASSIQUES RÉÉDITÉS

Où puiser le goût de l'histoire ?

Les éditeurs d'histoire reculent en leurs fonds des trésors oubliés qui déposent souvent de loin, en qualité, les « nouveautés ». Deux maisons d'édition ont décidé de les exhumers : Jules Tallandier, avec deux collections où repaissent les classiques : « La bibliothèque napoléonienne » et « Figure de proue » ; la Librairie académique Perrin réédite G. Lenotre.

Un récent livre de Jean Tulard sur Napoléon a montré quelle exorbitante prolifération d'ouvrages avait suscité l'épopée du Corse, dans le monde entier. « La bibliothèque napoléonienne » se voue à ressusciter quelques classiques du genre et commence avec deux volumes qui ont en commun d'unir le sérieux de l'information au plaisir de l'exposition.

En retraçant la carrière des « Maréchaux de Napoléon », Louis Chardigny donne une monographie des vingt-six hommes ainsi distingués de 1804 à 1815, Grouchy inclus qui, promu deux mois avant Waterloo, dut attendre la monarchie de Juillet pour voir confirmer son titre ; mais c'est toute l'histoire de l'Empire dans ses structures sociales qui se trouve ainsi dessinée à travers les rapports du chef avec ses officiers d'état, du maître avec ses courtisans en uniforme, de ces hommes entre eux, à la ville, au combat et, enfin, avec leurs troupes.

« Les Soldats de Napoléon », de J. Lucas Lubron, nous promène, à travers l'Europe, en compagnie des gros bonnets et de la pléiade ; mais nous apprenons surtout beaucoup de choses sur

les officiers de second rang, les uns cruels, comme Hubert, d'autres pitoyables, comme Macard, qui se battait demi-nu, « aussi velu qu'un ours » et poussait des cris terrifiants, presque tous héroïques, tel le petit Sainte-Croix, beau comme une femme, qui traversa dix-sept fois le Danube à la nage, à Wagram, avant de se faire couper en deux par un boulet, sur les rives du Tage.

On se réjouit que dans la collection « Figures de proue » le cinquième centenaire de la mort de Charles le Téméraire ait fait surgir de l'ombre le beau et riche portrait du dernier duc de Bourgogne, peint naguère par Marcel Brion. Deux philosophes du pouvoir s'affrontent en même temps que deux cousins, aussi différents que possible l'un de l'autre et déjà rivaux lorsqu'ils n'étaient que le fils de Charles VII et le comte de Charolais. Charles avait le génie d'entreprendre, non de conserver ; « l'original », celui de prendre et de tenir : l'issue de la lutte, longtemps douteuse, était fatale.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(Lire la suite page 6.)

مكتبة الأمل

EUROPE

Grande-Bretagne

Après Londres Birmingham connaît à son tour des scènes d'émeutes

Les émeutes du samedi 13 août à Londres (« Le Monde » du 16 août) se sont renouvelées lundi à Birmingham, le grand centre industriel des Midlands. Lundi, le premier ministre, M. James Callaghan, a tenu une conférence ministérielle pour étudier les mesures destinées à endiguer la violence raciale. Au début de septembre, en effet, a lieu le traditionnel carnaval antillais de Notting-Hill, un faubourg de Londres à forte population de couleur, qui a été, il y a un an, le théâtre de scènes de violence au cours desquelles plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

De notre correspondant

Londres. — Après Londres, samedi, Birmingham a été, lundi 15 août, le théâtre de violentes scènes d'émeutes entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche.

Tout a commencé par une manifestation de plusieurs centaines de jeunes gens appartenant à deux petites formations gauchistes, le Socialist Workers' Party et le Socialist Unity Party, décidés à empêcher une réunion électorale du Front national dans une école de la circonscription de Ladywood.

Les forces de police, non armées, comme d'habitude, sont intervenues sous une pluie de projectiles divers : bouteilles, pierres, briques. La tension a encore monté à la tombée de la nuit, quand la foule grossissante des manifestants, guidée par un membre du Socialist Workers' Party en chemise rouge, un micro à la main, groupé sur un mini-bus, s'est dirigée au pas de course vers le poste de police local. Les bagarres se sont poursuivies pendant plusieurs heures entre les manifestants de droite et de gauche et la police. Une dizaine de personnes ont été arrêtées. Il y a une quinzaine de blessés parmi les forces de police, et de nombreux dégâts.

Depuis plusieurs jours, le quartier de Ladywood, à Birmingham, à forte population émigrée, connaît une certaine agitation, en prévision de l'élection partielle qui y a lieu le 18 août. Le scrutin s'annonce très serré. Le Labour avait obtenu une confortable majorité en 1974, mais il n'a pas su faire face aux graves problèmes de logements de la circonscription. C'est la population d'émigrés — pour la plupart des Asiatiques — qui fera le choix entre les dix candidats, dont trois sont des non-Blancs, et un appartenant au Front national. (Interim.)

Union soviétique

La visite du président Tito a une portée plus symbolique que politique

Le président Tito était attendu, ce mardi 15 août, à 14 heures, à Moscou. Le chef de l'Etat yougoslave devait être accueilli par M. Brejnev, spécialement rentré de Crimée pour cette occasion. Le maréchal Tito doit passer trois ou quatre jours dans la capitale soviétique. Il se rendra ensuite dans la région d'Irkoutsk, au bord du lac Baïkal, avant de poursuivre un voyage qui le conduira d'abord à Pyongyang puis à Pékin.

De notre correspondant

Moscou. — En interrompant momentanément ses vacances en Crimée, M. Leonid Brejnev a voulu sans doute marquer toute l'importance qu'il attache à la visite du président Tito. Il n'était pas question pour le chef de l'Etat yougoslave de faire, comme les nombreux allemands, bulgares, hongrois, polonais, roumains, mongols et tchécoslovaques, le déplacement au bord de la mer Noire. Et si cette idée a pu être évoquée au moment où il a été décidé de la visite, elle a été rapidement abandonnée. D'ailleurs, n'est-ce pas normal qu'un homme de soixante et onze ans aille en accueillir un autre de quatre-vingt-cinq ans ?

Cette « visite officielle d'amitié », comme la qualifie l'agence Tass, intervient neuf mois après celle que M. Brejnev a effectuée à Belgrade. On peut se demander si elle aurait eu lieu si Moscou ne se trouvait pas sur le chemin de l'Europe de Tito. D'ailleurs, dans la presse soviétique, n'a jamais mentionné les étapes ultérieures du voyage du chef de l'Etat yougoslave. Autre détail : dans la *Pravda* de ce mercredi matin qui publie une longue page de page une biographie du maréchal Tito, celui-ci est présenté comme le président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, puis comme président de la Ligue des communistes yougoslaves, alors que la coutume locale met toujours en avant le parti.

Le président du Soviet suprême a décliné au maréchal Tito, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, l'ordre de la révolution d'Octobre « pour sa contribution exceptionnelle à la lutte pour la victoire des forces du grand Octobre ». Cette décoration lui sera remise solennellement au Kremlin, ce qui confirme que le chef de l'Etat yougoslave ne compte pas revenir en Union

soviétique au moment des grandes festivités du sixtième anniversaire, en novembre prochain.

La *Pravda* de ce mardi 15 août écrit, à propos de cette visite : « Les Soviétiques saluent Josip Broz Tito, éminent dirigeant des communistes et de tous les travailleurs de Yougoslavie, militant exemplaire du mouvement communiste et ouvrier international, et se déclarent persuadés que cette visite en U.R.S.S. constituera une nouvelle contribution à la consolidation de l'amitié et de la coopération entre nos partis et pays. »

Mais les dirigeants du Kremlin ne se font guère d'illusion. Autant les relations entre les Etats avant tout les relations économiques se développent rapidement et favorablement, autant les relations entre les partis communistes n'ont pas profondément évolué ces derniers temps. Aussi bien lors de la préparation des conférences d'Helsinki et de Belgrade que de celle de la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est, les yougoslaves se sont montrés extrêmement fermes sur les principes de l'indépendance, la souveraineté, l'égalité, la non-ingérence et le respect des différences dans les voies du développement interne et les particularités des positions internationales des deux pays et des deux parties. Des principes officiels, le parti communiste soviétique ne rejette pas, mais auxquels il préfère substituer ceux de l'internationalisme prolétarien, et de l'intégration positive de la communauté socialiste. Il paraît peu probable que la visite du président Tito à Moscou et les entretiens qu'il aura avec M. Brejnev permettent de dépasser ces divergences, ou convaincre le parti yougoslave de s'associer à la protestation des vingt-huit P.C. contre la « bombe à neutrons ». (Interim.)

Italie

L'évasion de l'ancien SS Herbert Kappler suscite une vive indignation à Rome

De notre correspondant

Rome. — Le criminel de guerre allemand Herbert Kappler, qui fut condamné en 1948 à la prison à vie pour le massacre, en mars 1944, à Rome, de trois cent trente-cinq civils italiens, en majorité des juifs et des communistes, s'est évadé, lundi 15 août, de l'hôpital militaire du Cello, dans la capitale, avec la complicité de sa femme. La facilité avec laquelle l'ancien colonel SS a pu s'enfuir et gagner l'aéroport à aussitôt suscité de vives réactions d'indignation à Rome, où l'on s'interroge sur d'éventuelles complicités. Kappler avait ordonné le « massacre des fosses ardeatines » en représailles de la mort de trente militaires allemands.

L'évasion a eu lieu lundi, à 1 heure du matin, lorsque la femme de Kappler, Annaliese, une infirmière allemande qu'il avait épousée en prison en 1972, est venue lui rendre visite. Mme Annaliese Kappler bénéficiait, « pour des raisons humanitaires », d'un sursis de trois ans, et avait obtenu officiellement, d'un libre accès permanent à la chambre de son mari.

Elle a quitté la chambre de son mari une grosse valise à la main, peu après 1 heure du matin, laissant sur la porte un mot : « Ne pas déranger avant 10 heures. » Le planon à pu être Kappler s'éloigner, traînant la lourde valise. Il n'en a pas vérifié le contenu. Après avoir franchi sans encombre la porte de l'hôpital militaire, la femme de l'ancien colonel SS a chargé la valise dans le coffre d'une Fiat rouge louée le 8 août à l'aéroport de Rome. Dans la chambre d'Herbert Kappler, un mannequin avait été mis à la place du criminel de guerre.

Le commandement général de l'armée des carabinieri, dont dépendait la garde de Kappler, ne s'est rendu compte de l'évasion que le 11 août, à 11 heures. Le ministre de la défense a été informé, en revanche, que la nouvelle ait été connue plus tôt dans certains milieux : à 9 h. 10, le président de l'Assemblée nationale des députés italiens (A.N.P.I.) s'était présenté à la porte de l'hôpital militaire pour avoir confirmation de la fuite de Kappler, mais il se heurta à un barrage.

C'est au ministre de la dé-

fense, M. Vito Lattanzio, qu'est revenue la délicate mission d'annoncer cette déconcertante évasion. A un journaliste qui lui demandait si, à son avis, « une femme seule était de force à emporter son mari dans une valise », M. Lattanzio répondit : « Je ne connais pas personnellement Mme Kappler, mais on me l'a présentée comme une femme solide. Kappler, qui est très malade, ne pèse que 48 kilos. Malgré tout cela, parait-il, pour une femme. »

M. Vito Lattanzio devait préciser qu'il n'avait jamais donné l'ordre de relâcher la surveillance assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, autour de l'ancien colonel SS, par douze carabinieri qui se relayaient : « L'enquête devra établir si mes instructions ont été respectées ou non », a dit le ministre.

Atteint d'un cancer à l'intestin, Kappler ne pouvait pas lever de puis plusieurs mois. Son évasion paraissait physiquement impossible. Le président du conseil italien, M. Andreotti, a affirmé que tout serait mis en œuvre pour

LE MASSACRE DES FOSSES ARDEATINES

Rome. — Le « massacre des fosses ardeatines », pour lequel le colonel Herbert Kappler fut condamné, eut lieu le 24 mai 1944 : trois cent trente-cinq civils italiens furent tués en représailles après un attentat qui avait coûté la vie à trente officiers allemands dans le centre de Rome. Kappler avait fait exécuter quinze otages de plus que n'en avait réclamés Hitler.

L'ancien colonel SS, qui s'était constitué prisonnier le 6 mai 1945, avait été condamné à la prison à vie le 20 juillet 1948. Après vingt ans passés à la prison de Gaste (à 100 kilomètres au sud de Rome), il avait été transféré l'an dernier à l'hôpital militaire de Rome. Son avocat avait demandé sa libération. Le requête avait été favorablement accueillie, en novembre 1976, par le tribunal militaire de la capitale, comme la loi l'y autorisait, Kappler ayant purgé plus de vingt-trois ans de prison et étant gravement malade. L'annonce de la prochaine remise en liberté de Kappler avait cependant soulevé de très vives protestations à Rome. En appel, le tribunal était revenu sur son jugement. (Interim.)

recupérer Kappler. Il a estimé qu'aux sentiments humanitaires des Italiens le criminel « a répondu par la fuite ».

Devant l'hôpital militaire du Cello et à la synagogue, des israéliens et des anciens combattants indignés, sont venus protester lundi soir. M. Aldo Tortorella, membre de la direction du parti communiste italien, a qualifié l'évasion d'« offense aux victimes de Kappler » et il a réclamé « des sanctions immédiates contre ceux qui ont favorisé une si incroyable fuite ».

Le gouvernement de Rome entend réagir fermement et très rapidement : « Nous n'avons jamais accordé la clémence à Kappler », a rappelé M. Andreotti, qui a fait parvenir à Bonn une demande d'extradition dès lundi soir au cas où Kappler se serait réfugié dans son pays d'origine, comme l'affirme sa femme. Le chef du gouvernement aura en tout cas un sujet de discussions imprévu lors de sa rencontre avec le chancelier Schmidt, le 19 août, à Vérone. (Interim.)

Océan Indien

CORRESPONDANCE

La Banque des Comores et le pouvoir populaire

M. Hubert Martin, directeur général de la Banque de Madagascar et des Comores, nous écrit à propos d'une information rapportée par notre envoyé spécial aux Comores (le Monde du 8 août) :

Votre envoyé spécial écrit : « Des employés de la Banque des Comores ont dû ouvrir les coffres à des jeunes membres du pouvoir populaire repartis les poches pleines sans laisser le moindre reçu. » Je ne sais où M. Pomonti a puisé cette information, mais elle n'est rien. La Banque des Comores n'a subi de pression ni de prélèvements de fonds de quiconque et ses rapports avec toutes les autorités comoriennes ont toujours été et sont toujours parfaits.

« Il a toujours été entendu, a-t-il déclaré, qu'il existe un consensus national sur au moins deux points : refus d'avoir l'O.L.P. comme interlocuteur unique, et refus d'accepter la création d'un Etat palestinien. Je me demande si le parti travailliste a l'intention de ne plus respecter cette entente ne nous dit pas les grands partis du pays. Nos n'avons jamais nié nos divergences de vues avec les Etats-Unis, mais elles ne nous empêcheront pas d'aller de l'avant avec une politique correspondant aux intérêts de notre peuple d'Israël. Dans certaines questions d'intérêt national, notre politique ne diffère pas de celle des anciens gouvernements travaillistes. Seule la méthode et le style diffèrent. Pendant dix ans nous avons essayé d'obtenir le consentement des Etats-Unis pour l'application du plan Allon. Tous vos efforts ont été vains. Votre politique n'a pas été endossée par Washington. » (A.F.P.)

M. Begin, quant à lui, a vivement critiqué le parti travailliste.

PROCHE-ORIENT

Israël

M. Allon dénonce la décision du gouvernement de faire bénéficier les habitants de Cisjordanie et de Gaza des services publics israéliens

La décision du gouvernement de M. Begin de faire bénéficier la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza des services publics israéliens a suscité des réactions hostiles dans la plupart des pays arabes. Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, a adressé un message de protestation à M. Kurt Waldheim, afin de mettre fin aux « mesures arbitraires d'Israël » allant à l'encontre de la charte des Nations unies.

« A AMMAN, un porte-parole juifien a déclaré que cette mesure constituait « une nouvelle infraction aux législations internationales et montre que l'Etat hébreu cherche à faire échouer les efforts de paix dans la région ». M. Arafat, pour sa part, a estimé qu'il s'agissait d'une « nouvelle étape vers l'annexion ». L'agence d'information palestinienne Wafa ajoute, en outre, que cette initiative est « conforme à la thèse israélienne selon laquelle la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza sont des territoires israéliens libérés » et signifie « que tout effort de paix, et notamment toute discussion sur l'aménagement de la résolution 242 du Conseil de sécurité, est vain ».

« A MOSCOU, l'agence Tass a qualifié la décision de Jérusalem de « farces » et de « nouveau pas dans le piège de l'annexion des territoires arabes occupés ». « Israël ne se serait pas montré aussi sûr de lui pour appliquer sa politique d'expansion et d'annexion s'il n'avait bénéficié du soutien de Washington », poursuit l'agence soviétique, qui ajoute : « Les milieux impérialistes voudraient habiller le monde aux prévisions d'Israël sur les territoires arabes occupés afin de refuser au peuple palestinien la possibilité de créer son propre Etat, dont la fondation est une des conditions du règlement juste et pacifique au Proche-Orient. »

« A WASHINGTON, en revanche, le département d'Etat américain s'est montré très prudent. M. Begin, quant à lui, a vivement critiqué le parti travailliste.

lement à toute mesure de ce genre si elle devait être annoncée d'une politique d'annexion ».

« EN ISRAËL, même, M. Ygal Allon, ancien ministre travailliste des affaires étrangères, a violemment critiqué la décision du gouvernement. Parlant au cours du débat de politique étrangère demandé par l'opposition à la suite de la visite de M. Vance en Israël, il a déclaré : « C'est la manière dont la chose a été annoncée et l'heure choisie pour le faire que nous reprochons à M. Begin, qui a libéré les Etats-mesures » feront naître des soupçons sur les intentions d'Israël et provoqueront des réactions hostiles. La décision est d'autant plus intempestive que personne ne nous dit pas les grands partis du pays. Nos n'avons jamais nié nos divergences de vues avec les Etats-Unis, mais elles ne nous empêcheront pas d'aller de l'avant avec une politique correspondant aux intérêts de notre peuple d'Israël. Dans certaines questions d'intérêt national, notre politique ne diffère pas de celle des anciens gouvernements travaillistes. Seule la méthode et le style diffèrent. Pendant dix ans nous avons essayé d'obtenir le consentement des Etats-Unis pour l'application du plan Allon. Tous vos efforts ont été vains. Votre politique n'a pas été endossée par Washington. » (A.F.P.)

« La politique de M. Begin a libéré les Etats-Unis de tout engagement envers Israël »

Ouvrant le débat de politique étrangère, M. Ygal Allon avait dénoncé auparavant la politique de M. Begin, cette tradition a été Unis de tout engagement envers Israël ». « Il s'agit là, avait-il souligné, d'un changement fondamental et il est pour le pire. Si le gouvernement continue dans cette voie, notre position ne cessera de se détériorer et elle deviendra catastrophique lorsque, inévitablement, l'heure de discuter des vrais problèmes sonnera enfin. Aujourd'hui, par l'acte de M. Begin, cette tradition a été rompue. Auparavant, nos relations avec les Etats-Unis étaient fondées sur le dialogue, mais maintenant, chacune des deux parties agit à sa guise. C'est parce que nous voulons d'un Etat juif et démocratique que nous sommes en faveur d'une solution du problème palestinien qui sera raisonnable. »

M. Begin, quant à lui, a vivement critiqué le parti travailliste.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du
Monde

Au sommaire du numéro d'août

Polémique autour du P.C. italien

SAUVER UN ETAT EN DÉCOMPOSITION ?

(Ferdinando Scianna)

LA TENTATION DU PROTECTIONNISME

(J. Banel et J. Soglio)

LE MALAISE DE LA GAUCHE JAPONAISE

(Philippe Pons)

AU KURDISTAN IRAKIEN :

LA FICTION DE L'AUTONOMIE

(Chris Kutschera)

ISLAM ET POLITIQUE Domination ou libération ?

Le jeu changeant des puissances coloniales (H. Chérif). — En Afrique noire : distanciation et écumenisme (Pierre Alexandre). — Le nouvel élan des Frères musulmans (Abdel Aziz Ramadan). — Iran : De l'indépendance religieuse à l'opposition démocratique (Nikki Keddie). — Pacte islamique et impérialisme (Sami Messour). — Nouvelle approche de l'islam sunnite (Hassan Hanafi). — Pouvoir communiste et islam en U.R.S.S. (Hélène Carrère d'Encausse).

CINEMA POLITIQUE : Ecrans arabes

L'Albanie, un petit pays qui ne prétend pas se poser en modèle (Yves Letourneur et Eric Vigne).

La Thaïlande, ou la fragilité de la monarchie forte (reportage de Marcel Borring).

La stratégie du Front Polisario après un an et demi de combats au Sahara occidental (Raoul Wacziarg).

Tiers-monde : Escadron l'agriculture ou former des paysans ? (François de Ravignan).

L'activité des organisations internationales.

Supplément sur la Catalogne.

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Japon
Tokyo entend améliorer ses relations
avec les Etats d'Indochine

AMERIQUE

Etats-Unis

Le président pourrait être accusé
d'un de ses plus proches con-

A TRAVERS LE MONDE

Argentine fédérale

Suisse

Cambodge

Tonkin

Viet

مكتبة الامانة

(*) Sénateur de la Charente (non inscrit).

**L'issue du débat est trop importante
pour qu'il soit traité à la légère**
répond « l'Humanité » à M. Mitterrand

se subsistent ».

Henri Alleg conclut : « Si nous insistons si douloureusement sur la nécessité de dialogue franc et ouvert, ce n'est pas, comme l'a écrit François Mitterrand, parce que nous manquons de « respect pour nos » partenaires. » (*) Bien au contraire, par notre respect, il y a eu, dans ces dernières années, des travailleurs, à tous les Français.

« Et le respect qu'on leur doit qu'ils soient très précisément informés de ce que fera le parti communiste. Il exige aussi qu'on leur donne la garantie que les promesses faites seront respectées.

C'est le sens des discussions autour de l'actualisation du programme commun ».

se prendre pour le redresseur de torts de l'union de la gauche - torts qu'il est d'ailleurs le seul à pouvoir corriger - et les sondages seraient encore meilleurs et la volonté de gouverner ensemble davantage affirmée. Au sein du parti socialiste le ferment d'une double vertu d'une nouvelle dynamique pour entraîner avec nous cinquante mille adhérents nouveaux. Pour cela il faut que les tendances internes, fâcheuses démodées. Laisent place à une vitalité démocratique de courant plus souple, plus cohérente, plus ouverte, à la fois plus aspiratoire et plus jeune, de femmes de classe ce qui constitue le ferment de classe pour l'union et le programme commun ».

déclara le 18 août : « On aurait pu
 tort de considérer que la gauche
 a gagné les élections. Il y a
 encore beaucoup de choses à
 faire pour convaincre. Dans l'union
 de la gauche, socialistes et radi-
 caux de gauche tiennent le
 contrat qu'ils avaient prévu. Si
 la gauche communiste veut
 prendre pour le redresseur du
 tort de l'union de la gauche -
 torts qu'il est d'ailleurs le seul
 à imaginer - nul doute que les
 socialistes ne le fassent. Mais
 la volonté de gouverner
 ensemble davantage s'affirme. Au
 sein du parti socialiste le tempo
 est sans doute venu d'une nou-
 velle dynamique pour entraîner
 avec nous cinquante mille adhé-
 rents nouveaux. Pour cela il faut
 que les tendances internes, Héb-
 démorées, laissent place à des
 démoscrates. On ne peut pas
 être à la fois cohérent, sans vé-
 rité, à la fois aux aspirations
 des jeunes, des femmes, de tous
 ce qui constitue le front de classe
 pour l'union et le programme
 continu. »

dans le dix-septième arrondissement de Paris

avait vu baisser le nombre de ses suffrages par rapport aux deux scrutins précédents. En décidant de se présenter dans le dix-septième arrondissement de Paris, le président de l'Assemblée nationale choisit une circonscription dont Bernard Lafay avait fait un

Ministre à Montevideo en 1940
démisionne en 1942 pour rallier
la France libre et est aussitôt
réélu par Vichy. De Gaulle en
fait de lui le chef du Comité
de libération nationale aux
Antilles, puis son délégué
dans l'Union. Ambassadeur de France
depuis 1945. Il est nommé
successeur de De Gaulle à
Nelson en 1951. En 1955,
il remplace le général Sir comme

A côté de ces divisions stables qui enveloppent de vastes territoires et de grandes portions d'humanité, il est des lignes d'affrontement, celles où naissent et se déroulent les hostilités. Au cours des siècles passés, ces « *fronts d'agressivité mondiale* » ont été :

Cette situation est grosse de dangers, car elle risque de dégénérer en *guerre de subsistance*. Si l'on veut grouper les pays du tiers-monde les plus pauvres, menacés de famine, et les pays industrialisés, riches et prospères, on constate qu'ils se répartissent

Mais d'avoir prévu la guerre impossible due à cette insupportable perspective, qui est d'ailleurs le fondement de l'équilibre de la terre, ne fait pas que la grande peur d'une troisième guerre mondiale soit dépourvue de bien-fondé. Tout porte à croire que la paix aussi est impossible.

Car toutes les victimes et les dévastations des deux grandes guerres mondiales précédentes n'ont abouti nulle part à une véritable paix, c'est-à-dire un *paix* positif qui soit un état sta-

« Nous croyons donc qu'il est urgent que ces centres de recherche sur la paix et la guerre soient créés dans toutes les universités. Si nous étudions la guerre, avant d'étudier la paix, c'est que nous la considérons comme une maladie sociale, qui ne peut être combattue que dans la mesure où nous en avons une connaissance réelle ».

GASTON BOUTHOU

(1) Cette série de recherches a été publiée sous le titre *Le Défi de la guerre 1740-1874*. Ed. Presses universitaires de France, Paris, 1973.

(2) Ed. Rossi, Bruxelles, 1978.

[illegible]

[La proposition de Boeing pourrait compromettre les projets européens d'un nouvel avion civil moyen-courrier et notamment l'appareil que la France étudie avec la Grande-Bretagne. Cet appareil comporterait une version de cent vingt places et une version de cent soixante-dix places. C'est entre ces deux avions que s'entrelace l'appareil proposé par Boeing à la British Aerospace.]

Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

مكتبة ابن الأثير

Le Monde

L'ÉTÉ

DE LA CORSE... AUX P.T.T.

La tentation d'Oscar le berger

DANS la châtainerie, le feu des fougères, de bruyère et d'arborescences se fait plus rare. « Nous allons attendre les chèvres ici », dit Oscar le berger. On descend les quatre enfants qui avaient fait la montée depuis le village sur le dos de l'âne, déjà chargé de deux grands bidons de lait. On s'installe au mieux pour attendre, en cette fin d'après-midi, l'ombrage des châtaineries séculaires de la Castagniccia. Les enfants s'affairaient autour d'une ruine. Le plus jeune — deux ans — perd l'équilibre et tombe dans les

bois. Pleurs, soins et consolations. Mais voici qu'à l'orée du chemin, dans une trouée de verdure, apparaît le berger. Les chèvres approchent, précédées d'un chien. Méfiant, l'animal : il ne nous connaît pas. Les clochettes des chèvres tintinnabulent, mais les choses en restent là. Enfin le chien avance lentement d'une cinquantaine de mètres et se couche dans les fougères.

À l'orée du chemin, dans une trouée à faire se précipiter tous les admirateurs de David Hamilton sur leur appareil photo, les chèvres se décident. Une à une, à la queue l'en, elle emprunte le petit chemin qui va les mener à la bergerie. Le défilé dure longtemps car le troupeau compte trois cents têtes : pas question de déranger Oscar.

Les chèvres alpines, brunes au poil court et à l'échine noire, succèdent aux chèvres corse, au poil long et aux couleurs variées : elles vont la tête haute, le pas mesuré. Puis les intervalles de plus en plus longs espacent de petits groupes. Le gros du troupeau est passé.

LES GENDARMES DE BANON

ONZE heures trente : au Café des Voyageurs, sur la place de Banon, les estivants prennent leur première consommation de la journée. L'atmosphère est de la gendarmerie stoppe : « Est-ce qu'une Citroën GX de couleur marron est passée par là ? » A la demande péremptoire, réponses molles. Diés, le gendarme repart, non sans avoir souligné l'événement : « Elle a forcé un barrage. » Deux heures plus tard, le conducteur de la GX, qui avait commis le matin un hold-up à main armée à Apt, est tué en tentant de franchir un autre barrage.

« C'est logique », dit le cafetier de Banon. Quand on vous force dedans, on se défend. De toute façon, un voleur est un assassin en puissance. Du Lubéron à la montagne de Lure, tout le monde en parle, le plus tard du temps après passité, comme s'il était dans l'ordre qu'un voleur dévalise une banque, revienne au point et que des gendarmes le tuent aussitôt après. Quelques intellectuels en vacances dans la région déclarent toutefois de ne plus mettre les pieds dans « la ville des gendarmes ».

Au pays du miel, du fromage et des lavandes, au pays de Jean Giono le pacifiste, les gendarmes poursuivent les voleurs pendant que les paysans font la sieste et que les vacanciers boivent le pastis. « Il y a de plus en plus de violence », dit le cafetier, il nous faut un régime fort, on y viendra, c'est inévitable. »

En attendant, l'ordre règne à Banon.

FRANÇOIS QUENIN.

« Il en manque encore », dit Oscar. Nous attendons. Quelques groupements hésitent devant notre inhabitable rassemblement : cinq adultes et quatre enfants, — puis sautent le pas. « Il y en a trois que je n'ai pas encore vues », constate le berger. « Ce sont les retardataires habituels, une mère et ses deux filles », explique-t-il modestement. Ça ne rate pas : elles ferment la marche du troupeau.

« C'est complet maintenant », demande-t-on au berger. Il hésite : « Mon père vous le dirait. Il peut dire laquelle manque, quand il en manque une. Il se met au milieu du troupeau, dans la bergerie, et il regarde. »

« Il n'y a plus personne »

On remet les enfants sur l'âne. « Ça ! » C'est le « hua ! » pratiqué ici. « Ça ! Ça ! » Sous de grandes claquées sur la croupe, l'âne se met en marche. On prend un chemin un peu plus abrupt sur lequel le maquis se resserre davantage. Le pas sûr, le bouriçonnage grimpé l'étrille sent, au milieu des pierres roulantes. Les deux chiens du berger qui nous suivent depuis le village ferment la marche.

« C'est vrai, Oscar, ce qu'on dit ? Vous ne voulez plus être berger ? Pour entrer dans les P.T.T. ? » — Eh oui !... dit le petit berger.

Il explique que se lever à 6 heures tous les jours pour monter à la bergerie, et refaire ça le soir, par n'importe quel temps, été comme hiver, c'est pas très amusant. Ça n'est vraiment pas drôle. Et puis, en hiver, les chèvres ne donnent presque plus. Et les P.T.T., c'est une paye qui tombe quand il arrive, et cela signifie aussi des jours où l'on peut se reposer.

« Vous, nous dit-il avec son bel accent, vous voyez le village en face. Il y a de la mer, il y a des jeunes filles. Mais en hiver, Chiatra, ça ne fait pas cent habitants. Il n'y a plus personne. » (1) Le développement touristique de la côte orientale corse ne touche pas Chiatra-di-Verde, près de Cervione, village à peine distant de 10 kilomètres par la route, d'il y a 25 à 30 kilomètres à vol d'oiseau. Le « montagne » n'intéresse pas les touristes, et

(1) Économie corse, revue bimestrielle consacrée, dans son numéro de mai-juin 1977, à l'étude de la population de la Corse. La commune de Chiatra compte sur une superficie de 829 kilomètres carrés 250 habitants recensés. Si entre 1962 et 1968, on enregistrait 20 naissances et 12 décès (solde positif de + 8), entre 1968 et 1975 on enregistrait 13 naissances et 28 décès (solde négatif de - 15). Chiatra ne compte plus que trois élèves.

43, Avenue de Friedland Paris 8^e
tél. 359.22.10
5, Promenade des Anglais Nice
tél. 87.16.07

Pour vos cadeaux pensez

Brésil

Minéraux, Bijoux,
Disques importation,
Objets d'art et artisanat
Des cadeaux originaux
qui font envie.

La Boutique du Brésil

43, Avenue de Friedland Paris 8^e
tél. 359.22.10
5, Promenade des Anglais Nice
tél. 87.16.07

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP PANTIN
122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
845-97-67



ALFETTA GTV 2000

Tourisme insolite

Suivez le guide... à la C.I.A.

WASHINGTON vient d'ajouter une nouvelle attraction touristique à celles qu'elle possédait déjà. Les visiteurs — américains et étrangers, — qui se contentaient jusqu'ici d'admirer la façade du Congrès, de faire le tour de la Maison Blanche et du monument à Lincoln, de parcourir les salles du National Gallery, pourront désormais explorer aussi le quartier général de la C.I.A.

pour parler de la C.I.A., qui avait installé son quartier général en 1961 (coût : 48 millions de dollars) sur les hauteurs boisées de Langley, de l'autre côté du Potomac, à quelques kilomètres de Washington.

Le nouveau directeur de la Central Intelligence Agency, l'amiral Stanfield Turner, puisant son inspiration dans le moralisme du président Carter et décidé de jouer cartes sur table, a ouvert aux touristes, tous les samedis, l'antre des barbouzes, le repaire des agents secrets, des espions, des techniciens des bases belligères, des experts en coups lourds.

Sans doute les touristes ne sont autorisés qu'à voir une partie des installations de la C.I.A. Ils ne pénétrant pas dans le dédale des bureaux secrets, et ils ne croiseront pas d'agents au cours de leur visite. Les employés de la C.I.A. — de crainte sans doute d'être reconnus, plus tard, par les visiteurs, de par le vaste monde — ont l'ordre d'utiliser le samedi, d'autres galeries, d'autres ascenseurs, d'autres passages que les touristes.

Sur le petit chemin qui redescend vers le village, l'âne a toujours le pas aussi sûr. Deux chiens ferment la marche. Le troisième reste dans la montagne, pour veiller sur les chèvres. Il a à quelques années. Chiatra comptait trois troupeaux. Existait-il encore, ce troupeau — le dernier, — quand Oscar sera devenu continental, quasiment « piteux » ?

Ce qui n'empêche nombre de vieux grognards de la C.I.A. — anciens de Saigon, de Santiago ou de Stockholm — de grogner, et Allen Dulles, le père fondateur de l'Agence, de se retourner sans doute dans sa tombe. Les centres de communications, les salles où sont « interprétées » les photos prises à partir de satellites, celles où sont au déchiffrement des codes, les laboratoires les plus exotiques, resteront cachés. Mais le public sera invité à voir d'immenses salles — où l'on vient les salons où travaillent les « analystes », ceux qui recueillent les informations (TV, radio), certaines bibliothèques pas nécessairement roses, de courtoises poubelles le long des couloirs. La partie émergée de l'iceberg, en somme, mais pour beaucoup de haute gradée — qui le disent ouvertement et qui ne veulent pas être considérées comme des « fonctionnaires comme les autres » — c'est déjà beaucoup trop. Mais M. Carter avait promis à ses compatriotes une « administration ouverte » et il a tenu sa promesse en entrebâillant les portes de la puissante et mystérieuse C.I.A. aux visiteurs des deux sexes, de tous les âges, de toutes les races et de toutes les affiliations politiques (les communistes sont les bienvenus).

A quand la visite du S.D.E.C.E. le mercredi après-midi ?

LOUIS WIZNITZER.

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après une nouvelle convocation de la présidente, Maya a accepté le poste de secrétaire chez un riche industriel américain. Malinik, sa principale occupation, consiste à attendre les ordres de cet excentrique, qui semble ne l'avoir engagée que pour exciter la jalousie d'une nièce qui vit près de lui. Pendant ces longues heures de solitude, Maya rêve et pense surtout au moyen de retrouver Walchak.

SACHANT qu'elle allait bientôt avoir lieu le changement quotidien de serveurs, Maya se rendit sur la place où elle attendait sous une porte cochère.

Elle fit le guet longtemps, puis d'une heure. Mais elle ne sentait pas la fatigue, seulement un étonnement croissant.

« Donc, je ne suis précipitée ici et je l'attends comme une idiote ! »

Dès qu'elle se trouvait sous l'influence de Walchak, elle agissait autrement qu'elle ne le voulait, devenait comme ivre sans jamais pouvoir comprendre. Comment avait-il réussi à l'envoûter, elle, Maya Okholowska ?

Elle gardait les yeux fiévreusement fixés sur le bar, se penchant au coin de la porte. Walchak ne se montrait décidément pas. Quelqu'un d'autre apparut, une jeune fille qui portait une modeste veste bleu marine. Elle s'était arrêtée et, de toute évidence, elle aussi attendait quelqu'un.

Au début, Maya ne lui avait pas prêté attention, mais bientôt elle eut comme un pressentiment — était-ce possible ? Ça, elle n'y avait pas pensé ! Et si elle aussi attendait Walchak ?

Soudain Walchak sortit, s'approcha de l'inconnue, la prit par le bras, et tous deux s'éloignèrent à travers la place, en direction de la rue Krowiecka.

Il osait donc ? Ah ! C'était ainsi ! Une affreuse humiliation la secoua, comme une décharge électrique. Comment aurait-elle pu prévoir ? Il en avait une autre ! L'idée ne lui en était jamais venue. Il lui semblait inconcevable qu'il pût s'intéresser à une

autre femme. Elle les prit en filature à distance. A plusieurs reprises, Walchak se retourna comme s'il craignait d'être suivi.

Dans la foule de Nowy Swiat, elle réduisit la distance, et c'est alors qu'elle commença pour elle une torture dont elle n'avait auparavant pas la moindre idée.

Walchak, en veste claire et chapeau, avait l'air de quelqu'un du monde. Oui, son allure pouvait être celle d'un coulin de Maya ou de quelque hobo. En le regardant de dos elle devina, ou plutôt elle eut la certitude, qu'effectivement il se ressemblait. S'il parlait, risait ou simplement penchait la tête, c'étaient tous ses gestes à elle, des mouvements qui lui étaient apparus, liés et, en fait, destinés.

Et pourtant c'était cette autre femme qui l'accaparait, qui bénéficiait de sa présence, celle qui marchait à ses côtés, à son bras ! Maya apercevait de biais les yeux de l'autre quand elle tournait la tête : ils étaient grands et rieurs ; son profil exprimait la douceur. Mlle Okholowska considérait ces yeux avec étonnement et considération.

Était-il possible de regarder ainsi Walchak ? D'un regard si tendre, si limpide, avec tant d'assurance, de sincérité, d'amitié ? Pour sa part, Maya ne s'en sentait pas capable ; son œil, quand il se posait sur lui, était toujours voilé de honte, comme palpitant, plein de violence et d'une dangereuse passion contenue : il n'exprimait que le mépris.

Walchak et sa compagne tournèrent en direction du pont Pomiatowski. Maya dut laisser des distances, car l'endroit était plus désert. Elle remarqua alors qu'elle n'était pas la seule à se livrer à ces manœuvres derrière le couple.

Un jeune homme brun, l'air d'un artiste ou de quelque chose de ce genre, tête nue, les vêtements usés comme s'il rentrait directement de son travail, s'était également engagé derrière eux dans l'allée et avait également ralenti le pas. Lui aussi, semblait-il, avait remarqué Maya, car, à plusieurs reprises, il lui décocha des regards furtifs.

Les deux autres empruntèrent l'escalier qui menait sur la rue ; Maya doubla le pas, l'inconnue également. Mais Maya, dans un état second, glissa, tomba et dégringola plus d'une dizaine de marches.

L'inconnu la rattrapa. « Vous n'êtes pas blessée ? dit-il en l'aidant à se relever. — Merci, je n'ai rien. Ça va. — Il faut faire attention aux marches. — Il ne semblait pas pressé de s'éloigner. — On dirait que, l'un comme l'autre, nous faisons attention à autre chose, risqua finalement Maya, prenant l'initiative. — Il hésita pour répondre : — Je le crois aussi. — C'est elle qui vous intéresse ? — Et vous, c'est lui ? — Elle haussa la tête, et la regarda avec étonnement, mais... C'était peut-être une danseuse ? Qui sait ? Peut-être se produisait-elle au bar ? — Alors, il vous trompe avec ma fiancée ? — C'est votre fiancée ? — Je pense bien ! Seulement, voilà, un moment j'ai fréquenté ailleurs et nous nous sommes disputés. Mais je ne leur ferai pas de cadeau, bon Dieu, ça fait deux jours que je les piste. S'il ne la lâche pas tranquille, je m'expliquerai avec lui ! Faudrait pas qu'elle se permette d'aller au bal avec lui, non ? — Au bal ? — Bien sûr. Aujourd'hui, ils vont au bal de la « Sirène ». C'est sa tante qui me l'a dit. Il y a une fête au bénéfice de je ne sais quelle cause, et un tas de serveurs y va. Vous feriez bien de l'astiquer un peu pour lui faire passer l'envie de se promener avec les fiancées des autres, sinon c'est moi qui vais leur dire deux mots ! Qu'il ne fauche ma Julie, alors qu'il en a comme vous. Le monde aujourd'hui, mon Dieu ! Attendez un instant, je vais juste faire un saut pour voir où ils sont allés et je reviens. Je suis là tout de suite ! »

Maya s'adossa au parapet. « Maya ! Maya ! Maya ! » Elle se retourna. Sur la chaussée

s'était arrêtée une magnifique Buick décapotable, couleur crème, bourrée à craquer d'une joyeuse compagnie : Rose, Issa, Krzeszowski, la présidente et deux messieurs dont elle avait fait la connaissance dans des boîtes.

L'un d'eux était Christian Krzeszowski, l'autre, le propriétaire de l'auto, Sank, un blond dégingandé, l'air d'une poule mouillée et qui parlait du nez. « Que fais-tu ici ? — Viens avec nous tuer une heure à Constantino. Nous sommes déjà allés sur la route de Lublin ; maintenant, nous allons à Constantino. Monte ! Fais-leur de la place ! — Mais il n'y a plus de place pour moi. — Il y a tout ce qu'il faut pour vous, dit Krzeszowski en s'insinuant le plus bizarrement du monde entre les sièges. Pour lui, la présence de Maya avait fait remonter de cent pour cent la valeur de la voiture. — Je viens, dit Maya en s'approchant. — Si on allait boire quelque chose en arrivant à Constantino ? proposa Sank. — Allons danser, s'exclama Mlle Krzeszowska. — Encore danser ? Ça ne vaut pas le coup. Que proposez-vous d'autre ? — C'est vrai, ça : il n'y a rien d'autre à faire ! — La misère de leurs divertissements leur apparaissait dans une lumière éblouissante. — Allons au bal de la « Sirène » ! proposa Maya. — Oh donc ? Oh ça ? — Ça se passe à l'excellente idée ! — Nous y trouverons une foule de connaissances ! »

La musique leur parvint dès le vestibule. L'élégante compagnie fit son entrée dans la salle où, au milieu du brouhaha tout imprégné de musique, les couples tournoyaient sur un rythme de valses. A côté d'eux la foule se pressait, les conversations se croisaient. Des halions d'enfant voguaient au-dessus des femmes.

« Oh, oh ! Quelle foule de connaissances ! s'écria Mlle Krzeszowska en apercevant bon nombre d'employés des restaurants et cafés qu'elle fréquentait. — Evidemment, répartit Sank. C'est une fête de bienfaisance au bénéfice de je ne sais quels cours pour servir on ne sait quelle chose de ce genre. — Mais c'est un bal tout à fait normal », dit naïvement Mlle Krzeszowska. Elle trouvait étrange que des garçons de café pussent avoir si bon air.

Maya, les yeux écarquillés, suivait du regard ce spectacle inhabituel. Elle aperçut une connaissance. Dans un coin, au milieu des spectateurs, se tenait le fiancé de Julie, qui promenait sans cesse son regard autour de lui. Maya, de nouveau, se sentit transcendée par le dard de la jalousie.

Sank, las de son propre ennui, leur proposa d'aller s'asseoir dans la salle voisine. Les jeunes femmes le suivirent dans un froignon de robes. Ils s'installèrent à une table près du buffet, et se firent servir.

On les regardait. Manifestement, c'étaient des personnes qui étaient venues ici, comme ça, pour voir, peut-être même pour critiquer et se moquer. Quelques regards hostiles se portèrent sur eux, mais dans l'ensemble personne ne leur prêtait une attention excessive. On faisait comme s'ils n'étaient pas là.

« Où est Maya ? s'inquiétait la présidente, qui, comme d'habitude, surveillait attentivement son petit troupeau. — Elle est partie admirer les danseurs. — En effet, Maya se tenait sur le seuil et regardait. Sous l'effet du mouvement et de l'alcool la foule commençait vraiment à se divertir. La salle était traversée par un grand souffle de joie. La puissante dynamique de la gaieté et de la folie, l'entrain des gens qui n'ont pas souvent l'occasion de s'amuser, imprégnaient l'assemblée et la soulevaient. Pour plus d'une courtoisie, c'était la nuit de ses rêves. (A suivre.)

© Copyright Stock et Rila Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Béatrice Włodarczyk.

Le Monde

LES PÉRIODIQUES AGÉS
De l'asile à la maison

هنا مكاننا للأصل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

ACCUEILLIR

LES PERSONNES AGÉES

De l'asile à la maison de cure médicale

UN accord a été pris pour supprimer les hospices et les maisons de retraite, dont les conditions d'accueil prédisposent souvent à la déchéance des personnes âgées, existe actuellement. Nombreux sont encore les établissements qui, comme celui de Correntin-Cailton (Paris), datent de la fin du siècle dernier, et sont restés pratiquement inchangés depuis : des kilomètres de couloirs gris, éclairés par l'usage du temps ou simplement par un chariot mal conduit ; des salles communes pour quelques dizaines de pensionnaires où les lits sont séparés à 1 mètre d'intervalle par des tables de nuit cahotantes ; des odeurs de tabac froid, d'urine et de dispensaire, portées d'une angoisse diffuse. Souvent, en outre, la pénurie de personnel le dispute à la vétusté des locaux. A Correntin-Cailton, il y a, pour 1045 personnes, dont l'âge moyen est de quatre-vingt-trois ans, cinq médecins, cinq internes et cinquante-neuf infirmières, soit une pour dix-neuf pensionnaires.

En application de la politique d'humanisation, ont été créées des « maisons de cure médicale » où sont admises des personnes âgées dont l'état d'invalidité ne nécessite pas une hospitalisation mais suppose un certain encadrement médical.

Un agent pour un malade

A Paris, l'Assistance publique tente de créer des maisons de cure médicale afin que les visites des familles et les liaisons avec les hôpitaux en soient facilitées. La qualité de l'encadrement suppose un personnel nombreux, puisque dans des établissements comme celui de La Rochefoucauld (Paris, 14^e), on s'oriente vers

des normes d'un agent pour un malade. Disposant de plus de temps, les aides-soignantes et les infirmières manifestent à l'égard des pensionnaires de grandes capacités de dévouement et d'attention. A l'inverse, les conditions de travail très mauvaises qui existent dans de nombreux hospices expliquent largement certaines attitudes infantilisantes ou peu attentives vis-à-vis des personnes dont on a décidé, une fois pour toutes, qu'elles n'avaient pas toute leur tête.

Les nouvelles structures médicales répondent à des besoins certains, ne serait-ce qu'en raison des lacunes des services spécialisés en gériatrie dans les hôpitaux. La filie d'un malade âgé transféré l'année dernière à l'hôpital A.-Chénier, spécialisée dans la rééducation fonctionnelle, affirme que « si l'on a, effectivement, dans ces lieux, de la rééducation fonctionnelle, celle-ci est rendue dérisoire par le manque de personnel : plus de deux semaines d'attente avant la première entrevue avec le kinésithérapeute (en raison des fêtes de Noël) et sur deux mois d'hospitalisation, pas plus de huit séances de rééducation ».

Mais il est très difficile d'évaluer avec exactitude les besoins médicaux du quatrième âge, comme l'a souligné M. Pierre Massé, inspecteur général des finances, dans un rapport qu'il vient d'élaborer sur ce sujet à la demande du ministère de la santé et de la Sécurité sociale.

Or, quelle que soit l'utilité de ces établissements, il ne s'agit pas d'« accueillir l'ensemble de la population du quatrième âge dans des établissements médicaux ». Les contraintes financières doivent être prises en compte et le financement de l'équipement pèse lourd sur le budget des collectivités locales. Les subventions du ministère de la santé ne dépassent pas 30 % du prix de la construction et sont absorbées en partie par le versement de la T.V.A. à l'Etat sur le montant des travaux. Le fonctionnement de ces unités est, lui aussi, coûteux : leur prix de journée est de l'ordre de 170 francs, soit près de trois fois plus que celui des hospices traditionnels.

Membrés et bibelots

Comme l'affirme M. Robert Clément, président de l'Union départementale d'aide aux personnes âgées de l'Aude, « il faut certes donner à nos malades nécessaires, accidentels ou prolongés, mais, le plus souvent, les pensionnaires de long séjour demandent surtout un environnement pratique et affectif : c'est un maternage souvent qu'il faut leur offrir, non un traitement de choc ». Dans ce cas-là, les exigences de propreté, de standardisation du matériel, de rigueur du règlement, apparaissent comme autant de contraintes injustifiées. Il s'agit de créer des institutions sociales comme l'a prévu la loi sociale de 1975 : les personnes âgées pourraient, sous certaines conditions, conserver meubles et bibelots comme dans certaines maisons de retraite actuelles et s'entraider, les plus valides rendant des services aux plus handicapés.

A l'évidence, des raisons d'ordre humain et économique militent en faveur d'une plus grande diversité des structures d'accueil : éviter toute rigidité dans les modes d'admission dans les divers établissements permet d'empêcher des transferts trop fréquents au moment où l'état de la personne âgée se dégrade ; les plus forts taux de mortalité se produisent, en effet, dans les six premiers mois qui suivent l'entrée des vieillards dans un établissement de soins.

A cet égard, le décret instituant des sections de cure médicale dans des établissements de simple hébergement apparaît comme une initiative très utile : ces sections permettront, en effet, de médicaliser légèrement les foyers-

d'enrayer la progression du nombre des personnes âgées admises dans les hospices et maisons de retraite, privés ou publics. Résident, néanmoins, dans ces établissements encore près de 3 % de la population âgée de plus de soixante ans, souvent dans des installations très vétustes où le surpeuplement est dramatique.

Si le principe de la suppression, dans un délai de dix ans, des hospices publics a été posé par la loi de 1975, et si 20 000 lits de salles communes ont déjà

été supprimés depuis 1974, de nombreuses difficultés demeurent pour définir les établissements les plus convenables pour recevoir des vieillards malades ou isolés. La séparation stricte du domaine sanitaire et du domaine social, à partir de la notion d'invalidité, qui a été à la base de la réglementation et de la politique d'équipement, semble être quelque peu remise en question : l'intérêt du maintien de certains invalides dans des établissements sociaux a, en effet, été également souligné lors du récent conseil des ministres.

Un portrait statistique des hospices et de leurs pensionnaires

PRÈS de 4 % des personnes âgées de soixante-cinq ans et plus, soit 11,6 % de celles de quatre-vingts ans et plus, vivent en maison de retraite ou en hospice. Qui sont-elles ? Comment sont-elles hébergées, soignées ? Que font-elles ? De quels handicaps souffrent-elles ? A ces questions s'est efforcé de répondre le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (1) à partir d'une enquête portant sur un échantillon représentatif de quatre mille personnes âgées résidant en institution. L'intérêt de ce travail doit être souligné, en raison de l'insuffisance d'informations dont on dispose dans ce domaine.

Il existe dans ces établissements une prédominance de personnes du quatrième âge, puisque 72,3 % des pensionnaires ont plus de soixante-cinq ans. Les femmes, qui représentent 57,6 % de l'effectif total, sont nettement plus nombreuses que les hommes.

L'isolement est une des caractéristiques majeures de la population de ces institutions : 59,4 % des pensionnaires sont veufs et 28,8 % sont célibataires. De plus, près d'un pensionnaire sur deux n'a pas eu ou n'a plus d'enfant vivant, et les descendants, quand ils existent, habitent dans une autre agglomération que leur parent deux fois sur trois. Les femmes célibataires ou veuves sont moins souvent hébergées en institution que les hommes célibataires ou veufs du même âge ; seule leur longévité plus grande explique qu'elles soient « majoritaires » dans ces établissements.

Manger, s'habiller, se laver

Les hommes sont le plus souvent d'anciens salariés agricoles (21,3 %), O.S., manoeuvres (22 %) ou exploitants agricoles (10,8 %) ; les femmes n'ont jamais exercé d'activité professionnelle (32,6 %) ou sont d'anciens personnels de service (13,2 %) ou exploitantes agricoles (8 %). L'origine sociale des pensionnaires apparaît donc comme très modeste et assez fortement rurale. Corrélativement, 29 % au moins des pensionnaires bénéficient du Fonds national de solidarité, et l'aide sociale participe partiellement ou totalement au règlement des frais de séjour de 52,9 % des pensionnaires.

Les établissements publics accueillent près de 70 % des pensionnaires (près de deux fois sur trois dans une section d'hospice) et les établissements privés environ 30 % (dix-sept fois sur vingt dans un établissement à but non lucratif) ; 40 % des pensionnaires vivent en chambre individuelle ou par couple ; 45 % d'entre eux en chambre de deux, trois ou quatre lits ; 16 % vivent encore dans des dortoirs dont le quart seulement sont organisés en boxes.

La durée moyenne de présence est presque de cinq ans (quatre ans et dix mois) ; près de 30 % des pensionnaires sont entrés depuis moins d'un an, mais 5 % depuis plus de quatorze ans. Cette présence est, très souvent continue : 81,5 % des pensionnaires n'ont pas quitté l'institution pour une absence de plus de quatre jours entre le 1^{er} janvier 1976 et le 1^{er} janvier 1977, et plus de la moitié de ces absences sont liées à des hospitalisations. Trois raisons expliquent notamment l'entrée des personnes âgées : si la détérioration de l'état de santé est la cause de près de 60 % des admissions, le fait de se retrouver seul après un décès ou un départ intervient dans 11 % des cas ; les difficultés de cohabitation sont à l'origine de 10 % des entrées. Trois activités sont essentielles pour garantir l'autonomie personnelle dans la vie quotidienne : manger, s'habiller, se laver. Seulement 60 % des pensionnaires

sont capables de le faire seuls et sans difficulté. Plus d'un tiers ont besoin d'aide pour la toilette et l'habillage. L'autonomie est plus grande en moyenne pour s'alimenter que pour se vêtir et faire sa toilette. Le lever du lit complète les critères d'autonomie choisis, et si 71,3 % des pensionnaires se lèvent seuls, 2,5 % ne le font jamais de leur lit et 10,6 % ne peuvent le faire qu'avec l'aide permanente ou une prise en charge totale.

L'univers spatial des pensionnaires est souvent fort réduit. En effet, 4,6 % passent toute ou souvent plus de la moitié de la journée dans leur chambre ou leur dortoir ; 37,4 % dans un fauteuil ; 10,3 % dans leur lit. Bien que, en grande majorité, les pensionnaires se lèvent sans difficulté, 43,2 % seulement sortent seuls et sans problèmes de l'établissement. Les capacités physiques des pensionnaires ne sont pas seules en cause, puisque 11,3 % de ceux qui sortent de l'établissement le font avec une aide permanente ou une prise en charge totale.

Au total, l'étude du CREDOC estime à près de 70 % le nombre de pensionnaires autonomes ou presque totalement autonomes : près de 29 % seraient totalement dépendants et 6,3 % presque totalement dépendants. On peut distinguer quatre types principaux de handicaps dont souffrent les pensionnaires de ces établissements : 63 % d'entre eux souffrent d'un ou plusieurs handicaps physiques ; 3,3 % d'un handicap sensoriel ; 8,3 % d'un handicap moteur ; 21,9 % ont des difficultés graves ou très graves pour marcher. Pour pallier ces déficiences, 40 % des pensionnaires s'aident d'appareils ou de prothèses. En outre, 65,3 % des pensionnaires ont de graves difficultés pour porter des objets lourds, 52,6 % pour monter ou descendre des escaliers, 19,3 % pour porter un verre d'eau et 15,4 % pour ouvrir une porte ou un robinet.

Sur le plan sensoriel, 14,5 % des pensionnaires souffrent de troubles graves de la vision et 13,1 % de l'audition ; — Les troubles de la mémoire dont souffrent gravement 20,6 % des pensionnaires sont fortement liés à ceux de l'élocution et du comportement, et sont en général les premiers dont l'atteinte se fait sentir ; 19,8 % des pensionnaires souffrent d'incontinence à des degrés divers ; — Les troubles fréquents de la mastication (23,3 % des pensionnaires souffrent gravement) entraînent qu'un pensionnaire sur cinq demande une alimentation particulière, au moins dans la présentation.

Les institutions ont, de plus en plus souvent, un équipement et du personnel médical permettant de prodiguer sur place au moins les soins indispensables ; 13 % au moins des pensionnaires ont néanmoins été hospitalisés depuis le début de l'année pour une durée moyenne de trente-deux jours.

N. B.

(1) CREDOC, 142, rue du Chevaleret, 75004 Paris Cedex 13. Tél. : 594-14-20.

LA MUTUELLE D'ASSURANCES DU CORPS SANITAIRE FRANÇAIS
LA MUTUELLE D'ASSURANCE VIE DES PROFESSIONS SANTAIRES
20, rue Brunel, PARIS-17^e
Informez leurs sociétaires qu'elles ont été victimes du VOL d'un sac de courrier le JEUDI 11 AOUT 1977 (distribution du matin).
Toute personne dont un courrier est susceptible d'être concerné par ce vol est invitée à contacter ces sociétés dans les meilleurs délais.
(En particulier, tous déclarant de sinistres qui n'auraient pas reçu d'accusé de réception pour le 20 août est prié de retourner sa déclaration.)

Une « vitrine » de l'Assistance publique

UN beau jardin à la française dont les pelouses, les massifs et les bosquets soigneusement entretenus encadrent une gentilhommière du dix-huitième siècle qui fut aussi, un temps, un des « hospices de la capitale, aujourd'hui entièrement restaurée et équipée de la façon la plus moderne : ainsi se présente en plein Paris, au cœur du quatorzième arrondissement, la maison de cure médicale La Rochefoucauld. Ni hôpital ni maison de retraite, mais un peu des deux tout de même et en même temps autre chose, c'est un établissement moderne dont on a pu dire qu'il était la « vitrine » de l'Assistance publique.

La Rochefoucauld accueille des personnes âgées qui, toutes, souffrent de quelque grave maladie chronique et dont l'état exige une surveillance médicale étroite et constante. A la différence de la maison de retraite qui évacue vers l'hôpital non seulement les grands malades ou victimes d'accidents, mais aussi les pensionnaires frappés d'affections bénignes et temporaires, on garde et soigne, ici, autant qu'il est possible, les malades même grabataires, incontinents ou confus. Alors un « mourir ? Non : d'abord parce que la situation, en pleine ville, fait que la vie y pénètre sous mille formes, que les visites des familles en sont grandement facilitées, que la liaison est aisée avec l'hôpital Cochin tout proche, auquel La

Rochefoucauld, qui y est rattachée, envoie uniquement les cas chirurgicaux, rompant l'isolement et évitant le bricolage médical qui caractérise trop de maisons d'invalides.

Ainsi, et c'est l'essentiel pour bon nombre de ces cent quinze personnes âgées hébergées ici, les pensionnaires peuvent avoir le sentiment, fort illusoire, qu'ils ne sont là que provisoirement, pour être soignés et surveillés, et que, si leur état s'améliore, il leur sera possible, un jour peut-être, de rentrer chez eux ou dans leur famille pour y vivre et, l'heure venue, y mourir.

Il faut ajouter cependant que d'autres, au contraire, ont volontiers coupé les ponts derrière eux, soit pour obtenir que l'aide sociale comble la différence entre un prix de journée malgré tout élevé et leurs ressources propres, soit tout simplement parce qu'ils se sentent désormais en sécurité, protégés et pris en main à la moindre alerte ou lorsque leur état vient à se dégrader.

Cela suppose un encadrement médical et infirmier important, un matériel de réanimation, un service de kinésithérapie, etc. Les chambres à un, deux ou trois lits, sont fraîches et gaies, les repas adaptés — avec la possibilité de choisir chaque jour entre trois menus —, les télévisions nombreuses, les visites de l'animateur attendues, le personnel détendu et la directrice légitimement fière de son établissement.

170 F par jour...

Alors tout est pour le mieux, aucune critique ? En voici deux et, bien sûr, il y en aurait d'autres. D'abord, l'attente : il faut s'inscrire parfois plusieurs années à l'avance pour être admis à La Rochefoucauld, tant sont notoirement insuffisants les établissements de ce type (il n'en existe que trois à Paris, mais plusieurs autres sont en projet). Ensuite le statut : puisqu'il ne s'agit pas d'un hôpital, la Sécurité sociale ne rembourse rien, pas même les frais médicaux et pharmaceutiques qui sont compris dans le forfait du « prix de journée » (1). Ce prix, qui atteint actuellement 170 francs par jour, est donc laissé entière-

ment à la charge des pensionnaires d'abord (et toutes leurs ressources, pensions, et retraites y passent) ; puis, au-delà, de leur famille, par le biais de l'obligation alimentaire (qui s'étend non seulement aux enfants, parfois eux-mêmes déjà retraités, pour ce qui reste et à la condition d'être entièrement démunis, de l'aide sociale, vocable pudique qu'il dissimule, avec tout ce qu'elle entraîne de gêne, voire, pour certains, de honte, la charité publique).

(1) Un décret dont la parution est très prochaine a précisément pour objet de remédier à cette situation.

romeo
LAINE EXCLUSIVE
M VAILANT COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
045-97-67

par Witold Gombrowicz

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

Y a-t-il encore des explorateurs?

LES FEMMES DE LAMU

Les océans couvrent 71% de la surface de la Terre, la recherche sous la mer est une part essentielle de la géophysique. Dans un premier article (le Monde du 10 août), nous avons fait le portrait de Xavier Le Pichon, géophysicien-océanographe. Nous présentons aujourd'hui une ethnologue.

Lamu : une petite île plate sur la côte du Kenya, tout près de la frontière de la Somalie ; un petit monde mi-arabe, mi-africain où un islam sunnite rigoureux balaie le monde des femmes. Autant, les femmes d'un certain rang social ne sortent que complétement cachées sous une tente portée par des esclaves. Après la guerre de 1914-1918, l'abolition de l'esclavage transforma la tente en une espèce de cloche que la femme portait elle-même. Bien que la taille de cette guêtière ambulante ait alors diminué, la circulation des femmes dans les rues étroites de la petite ville de Lamu gênait encore les autres passants. L'usage de la tente-cloche-guêtière a donc été interdit après la deuxième guerre mondiale. Et, depuis lors, certaines femmes, âgées maintenant, ne sont plus jamais sorties de chez elles, jugeant tout à fait insuffisant la voile noire qui, pourtant, les dissimulerait de la tête au pied.

La scolarisation a fait, depuis quelques années, de grands progrès à Lamu, même pour les petites filles. Mais la société des femmes constitue

encore un monde clos. Elle vit hors du contact des hommes, excepté ceux de sa famille. Et c'est un monde petit puisque l'île ne compte guère que 8 000 ou 9 000 habitants dont 7 000 sont concentrés dans la ville de Lamu.

Yves et Françoise Coppens sont allés pour la première fois à Lamu en 1968. Après quatre mois de fouilles paléontologiques sur le site sec et poussiéreux de l'Omo (dans le sud de l'Éthiopie), ils voulurent passer quelques jours au bord de l'océan indien. Logés à l'unique hôtel de l'île, tenu par un Allemand et situé sur une plage isolée, ils n'eurent aucun contact avec les habitants. Pourtant Françoise Le Guennec-Coppens commença à penser que la société des femmes de Lamu serait un bon sujet d'études. Depuis neuf ans, elle travaille avec son mari sur des sites de fouilles paléontologiques. Elle est ainsi allée au Tchad (c'est elle qui a repéré, dans un tas de débris, une face complète d'homme, gisement baptisé par son mari *Tchadanthropus uxoris*), en Éthiopie et au Kenya. Tous ces voyages lui ont donné l'occasion de côtoyer des sociétés très diverses, mais elle n'a pu qu'en soupçonner l'intérêt. Tout l'enfer du travail d'abord, la langue ensuite, l'ignorance des bases de l'ethnologie enfin. A trente ans, elle entreprend alors une maîtrise d'ethnologie. Et en 1973, elle revient à Lamu, toujours après une campagne de fouilles à l'Omo et toujours avec son mari.

Le clan du Prophète

En quatre ans, elle s'est informée sur Lamu. Il s'agit d'une société non seulement musulmane mais aussi très hiérarchisée. Tout en haut, les aristocrates « arabes » dont les ancêtres sont venus d'Arabie au septième ou au huitième siècle. Un peu moins haut, les « arabes » descendant de ceux qui sont venus au dix-neuvième siècle, pour aider à chasser les Portugais qui occupaient l'île et la côte est de l'Afrique depuis quatre siècles. Tout en bas, les enfants et petits-enfants des esclaves noirs. Mais, en dépit de cette hiérarchie sociale, toute la population est très mélangée.

Pour arriver à connaître le monde des femmes, Françoise Le Guennec-Coppens doit être présentée d'abord à une femme de haut rang social. Si les premiers contacts sont pris avec des hommes, le monde des femmes, en effet, lui sera interdit. Si, pour commencer, elle entre en relation avec une femme de bas statut social, elle ne pourra connaître que les femmes de rang égal ou inférieur à celui de la première. Au contraire, si son interlocutrice est de statut social élevé, toutes les classes de la société, des plus hautes aux plus basses, lui seront accessibles.

Un historien anglais qui vit à Lamu depuis onze ans comprend très fort bien le problème. Il lui fait connaître Khadija, une jeune institutrice descendant du clan du Prophète et mariée à Mohamed, le directeur de l'école L'un et l'autre parlent anglais, ce qui est précieux dans une ville où la plupart des habitants ne parlent que le swahili (une langue du groupe bantou). Un swahili même, il est vrai, d'arabe, de portugais, de plus en plus d'anglais et, à l'occasion, de français. Ainsi « table » se dit « mesa », « cravate » « lai » et « chemise » « chemisi ».

En 1974, Françoise Le Guennec-Cop-

pens arrive seule à Lamu pour préparer une thèse de troisième cycle et elle s'installe pour trois mois chez Mohamed et Khadija. La maisonnette est nonbrueuse, Mohamed, qui n'a que trente-quatre ans, a eu quatre enfants d'un premier mariage. Deux de ceux-ci sont nés de la traite et d'un garçon de neuf ans vivent chez leur père (les deux autres ont été données — ce qui est fréquent — à un oncle). Mohamed et Khadija (qui a vingt-cinq ans) ont une fille de six ans. En plus, deux frères (dix-sept et dix-huit ans), une sœur (treize ans) et une cousine (sept ans) de Khadija vivent là.

La journée débute tôt, à 5 heures, puisque l'école commence à 7 h. 30. Tout le monde prend le petit déjeuner, souvent le reste du dîner de la veille : du riz cuit au lait de coco (la base de la nourriture), une soupe à la tomate et aux oignons avec de tout petits morceaux de viande ou de poisson. Le tout arrosé avec du thé au lait et très sucré. Mohamed, Khadija et les enfants partent pour l'école. Françoise Le Guennec-Coppens met au propre ses notes de la veille ou sort observer la vie de Lamu. Vers 13 heures, tout le monde est là pour le déjeuner, assez semblable au petit déjeuner, avec parfois, en plus, des bananes vertes cuites, des pommes de terre, des bœufs ou un gâteau très sucré et très bon. Sieste : entre 14 heures et 15 heures, Lamu est une ville morte. A partir de 16 heures, les femmes font des visites ou reçoivent des visites d'autres femmes. Les hommes retournent à leur travail et se retrouvent entre eux dehors. Les enfants restent à la maison ou vont faire des courses pour leur mère. A 19 h. 30, dîner analogue au déjeuner, en plus léger. Nouvelles visites, conversations. A Lamu, on se couche tard.

La grande affaire du mariage

Khadija, tout à la fois curieuse de voir une Française, fière de recevoir chez elle cette Européenne et de lui faire connaître Lamu, flatte de l'intérêt d'une étrangère pour son île et sa culture. Se révèle une amie très fidèle et très efficace. Elle introduit Françoise Le Guennec-Coppens dans le petit monde de ses relations et sert volontiers d'interprète. Les femmes sont bien accueillies à l'étranger, lui reprochant tout au plus de porter des robes trop « convenables ». Elles-mêmes, en effet, sont vêtues de noir lorsqu'elles sortent, mais, chez elles ou chez leurs amies, elles portent des robes très colorées, « Fais comme nous, porte la voile ». Mais elles n'invitent pas Françoise Le Guennec-Coppens ni à leurs pique-niques sur une plage ni aux fêtes ou cérémonies familiales.

Petit à petit, des relations se nouent et, lorsque Françoise Le Guennec-Coppens revient en 1975 passer trois mois et demi chez Mohamed et Khadija, elle voit que la société féminine a changé. En outre, elle a suivi à Paris des cours de swahili et les communications directes sont déjà plus faciles. Elle est de toutes les fêtes et, grande marque d'amitié, deux femmes lui offrent une voile : l'une a acheté le tissu et l'autre l'a cousu.

Les choses changent au début de cette année. Mohamed a eu une promotion : il dirige une école plus importante à Malindi, une ville côtière

située entre Lamu et Mombassa, et toute sa famille l'a suivi. Lorsque Françoise Le Guennec-Coppens revient passer près de quatre mois à Lamu en 1977, elle loue une chambre et une véranda. Immédiatement toutes les femmes viennent la voir et l'invitent à leur faire des visites. A Lamu, une femme ne peut rester seule, elle doit faire partie d'un réseau d'amitié. On l'invite à toutes les fêtes, en particulier à un très grand mariage où, honneur insigne, elle est chargée, avec la marraine et la maîtresse de maison, de tenir compagnie à la mariée qui attend son mari.

Le mariage est la grande affaire des femmes de Lamu, qui parlent sans cesse entre elles de leurs problèmes les plus intimes avec la plus parfaite innocence. Volées et souvent retenues de l'école dès leur puberté, les filles sont mariées à quatorze ou quinze ans. Si elles ne le sont pas à dix-neuf ou vingt ans, cela devient gênant pour la famille. Souvent elles épousent leur cousin germain. Mais de toute façon, précise Françoise Le Guennec-Coppens, le mariage est arrangé par les parents bien que les grandes fêtes religieuses soient des occasions de plus en plus salées de rencontres futures.

Généralement, l'homme ne se marie qu'à vingt-cinq ans car il doit avoir fait des économies pour constituer la dot qu'il donnera à son épouse : de 150 à 5 000 shillings (105 à 3 500 francs) selon son rang social et financier. Les dots les plus fortes sont données pour une jeune fille dont

c'est le premier mariage : on divorce facilement à Lamu. Les dépenses du mariage sont énormes. Françoise Le Guennec-Coppens plaint le prétendant : le salaire mensuel d'un instituteur est de 700 shillings (490 francs), et celui d'un des rares domestiques de 200 shillings (140 francs) ; or un jeune homme doit souvent faire vivre sa mère, ses frères et sœurs et des cousins, et, en plus de la dot, il doit payer une bonne partie des festivités se prolongeant pendant plusieurs jours (et même une semaine lors de ce grand mariage évoqué plus haut). Il arrive encore, mais rarement, qu'un homme riche, mais pauvre, épouse une gamine de douze ou treize ans.

Les familles de dix ou douze enfants ne sont pas rares — la moyenne est presque de sept enfants. Mais une vigoureuse campagne de contrôle des naissances a été entreprise cette année. Et, curieusement, ce sont les gens les plus pauvres qui ont été les plus réceptifs. Les aristocrates continuent à vouloir le plus d'enfants possible pour perpétuer leur famille.

Les femmes adorent aller voir des films d'amour indiens qui montrent toujours — Dieu sait pourquoi — un défilé de chemin de fer juste avant l'entracte, mais elles ne se rendent jamais seules dans l'un ou l'autre cinéma de Lamu. Elles ne vont jamais dans les innombrables mosquées de la ville. Mais, de l'extérieur, elles participent aux plus grandes fêtes religieuses. Lors de la dernière fête de l'anniversaire de la naissance du Prophète, le Mawlid, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la parvis de la grande mosquée, les femmes en noir au centre, entourées des hommes en blanc. Et, ce jour-là, Françoise Le Guennec-Coppens a fait rire tout Lamu. En quittant le parvis de la mosquée, elle a bien repris l'un de ses sabots noirs, mais à l'autre pied elle a mis la grande chaussure blanche d'une de ses voisines.

YVONNE REBEYROL.

22 août
réouverture...

TRÉCA
et toutes les
grandes marques
au centre d'exposition
CAPELOU
37, av. de la République, Paris (11^e).

Préparation à l'entrée en
Médecine
PHARMACIE-DENTAIRE
● Préparation scientifique (5 à 30 sept.)
● Enseignement annuel par G.N.
● Années préparatoires

6 CENTRES
PAYS-BAS • SUISSE
722.94.94 ou 745.09.19

Le Monde

Service des Abonnements
3, rue de Valenciennes
75247 PARIS CEDEX 9
C.C.P. 4267-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 francs 9 mois 12 francs
1 an 24 francs

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
198 F 195 F 233 F 370 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
P.A.E. VITE NORMALE
198 F 370 F 531 F 730 F

ÉTRANGERS
(par mandat)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS • SUISSE
135 F 250 F 365 F 495 F

II. — TUNISIE
125 F 225 F 475 F 630 F

Par voie aérienne
Expédition aux demandeurs.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois fois) doivent
joindre bien jointure de chèques à
leur demande.

Changements d'adresse
difficiles ou impossibles (seuls
semaines ou plus) : non abonnés
sont invités à formuler leur
demande au moins un mois
avant leur départ.

Colonne de dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
cassant l'accentuation.

AUJOURD'HUI

Transports

Quatre organismes d'auto-stop se sont groupés en fédération

Les organismes d'auto-stop qui mettent en relation automobilistes et « stoppeurs » ont décidé de s'organiser. Quatre d'entre eux (Provoya, Allauto, Univoya et Stop-Voyage) ont fondé, le 5 juin, la Fédération nationale des associations d'auto-stop (FNASO). Désormais, tout adhérent de chacune de ces associations bénéficie des services des trois autres pour une cotisation unique.

Régis par la loi de 1901, les organismes d'auto-stop sont des associations à but non lucratif. Ils sont logés pour la plupart dans de petits bureaux où deux, parfois trois jeunes gens répondent au téléphone. Pour les automobilistes, la démarche est simple. Ils indiquent par téléphone leur destination, l'heure du départ et le nombre de places disponibles. En échange, on leur demande un numéro de téléphone et parfois celui de la carte d'identité ou du permis de conduire. Ils ne paient rien, mais ils ne doivent pas non plus demander à leur passager plus du quart du total des frais de route, même si la voiture n'est pas remplie.

Il faut savoir en outre que le stoppeur qui cause un accident au volant n'est pas couvert par l'assurance minimale obligatoire que doit contracter tout automobiliste, pas plus que n'est couvert le conducteur devenu passager. De même, s'il est prouvé que le passager a été transporté pour une somme excédant le simple partage des frais, ou qu'il a accepté le risque de provoquer l'accident (ivresse du conducteur,

surcharge, faute de conduite...). Pour le cas où l'assurance ne joue plus, Stop-Voyage à Bordeaux a constitué un « fonds de garantie », et Viastop, à Troyes, inclut dans son tarif d'abonnement une assurance individuelle. Les associations ne peuvent pas garantir la moralité de leurs adhérents, mais elles relèvent leur identité. C'est une sécurité. Si l'automobiliste n'est pas au rendez-vous, le stoppeur peut se faire rembourser, mais si l'annulation vient de lui, elle doit se faire vingt-quatre heures à l'avance.

Il existe cinq associations d'auto-stop :
● PROVVOYA : 14, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : (1) 246-00-66 et 3, rue Mévenille, 13005 Marseille. Tél. : (91) 48-01-70. Abonnement pour un nombre illimité de voyages : 45 F. Pour un seul voyage : 5 F de carte de membre et 15 F de frais administratifs.

● ALLAUTO : 13, rue Faidherbe, 59000 Lille. Tél. : (20) 52-96-69. Durant les mois d'été, Allauto est transféré à la librairie « le Plus du Nord » : 11-13, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Tél. : (20) 93-75-71, poste 319, de 14 h à 19 h. Abonnement : 30 F. Un seul voyage : 5 F de carte de membre et 7 F de frais administratifs.

● STOP-VOYAGE : 15, rue Saint-François, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 92-76-12. Abonnement : 30 F. Un voyage : 10 F de carte de membre et 8 F de frais administratifs.

● UNIVOYA : 14, rue Tétel, 34000 Montpellier. Tél. : (87) 72-22-27, du lundi au samedi, de 14 h à 20 h. Abonnement : 30 F. Un voyage : 5 F de carte de membre et 10 F de frais administratifs.

Participation aux frais : un quart du total des frais.

● VIASTOP : 144, av. Pierre-Brossolette, 10000 Troyes. Tél. : (35) 72-17-01 et 53, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris. Tél. : (1) 246-55-79 et 246-53-54. Abonnement : 50 F pour le « stop-peur » et 20 F pour l'automobiliste.

Un certain nombre d'organismes, dont ce n'est pas l'activité principale, mettent aussi en relation automobilistes et « stoppeurs » :
● R.T.L., émission « Les routiers sont sympas » : Tél. : (1) 720-22-11, de 21 h à 23 h.

● Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) : 101, quai Branly, 75740 Paris. Cédex 15. Tél. : (1) 566-40-20.

● Centre d'information jeunesse de Grenoble : 8, rue Pierre-Duclos, 38000 Grenoble. Tél. : (76) 87-79-04, de 17 h à 19 h.

Avion-stop

En 1976, Provoya a mis sur pied un système d'avion-stop — analogue à celui en vigueur pour les voyages en automobile — auquel ont déjà eu recours huit cents passagers et cent cinquante pilotes. Cotisation annuelle pour le passager : 5 F plus 25 F de frais administratifs par voyage. Se faire inscrire au moins dix jours à l'avance. Prix du voyage : 0,35 F le kilomètre pour un avion de trois places. Compter par exemple 450 F pour un voyage à Nice aller et retour. Le transport avec participation aux frais étant assimilé à un transport gratuit, les passagers sont, comme pour l'auto-stop, couverts automatiquement par l'assurance obligatoire du pilote.

MÉTÉOROLOGIE

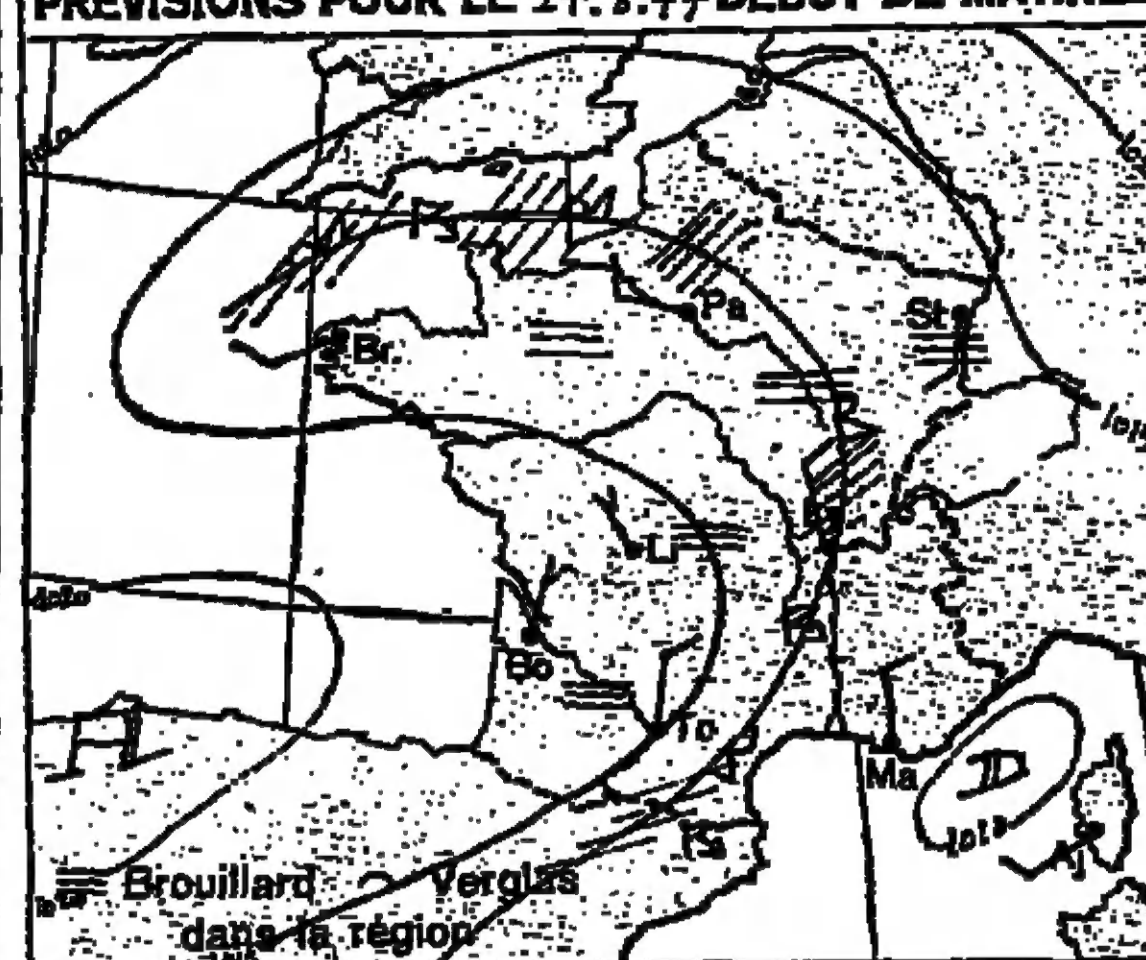
SITUATION LE 16-08-77 à 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 août à 9 heures et le mercredi 17 août à 24 heures :
Des masses d'air chaud, humide et instable, vont évoluer lentement en France dans une zone de vents faibles.

Mercredi 17 août, après des orages nocturnes, le temps sera souvent très nuageux, avec parfois, en fin de journée, des éclaircies alternatives avec des nuages d'instabilité, qui donneront de nouveaux des

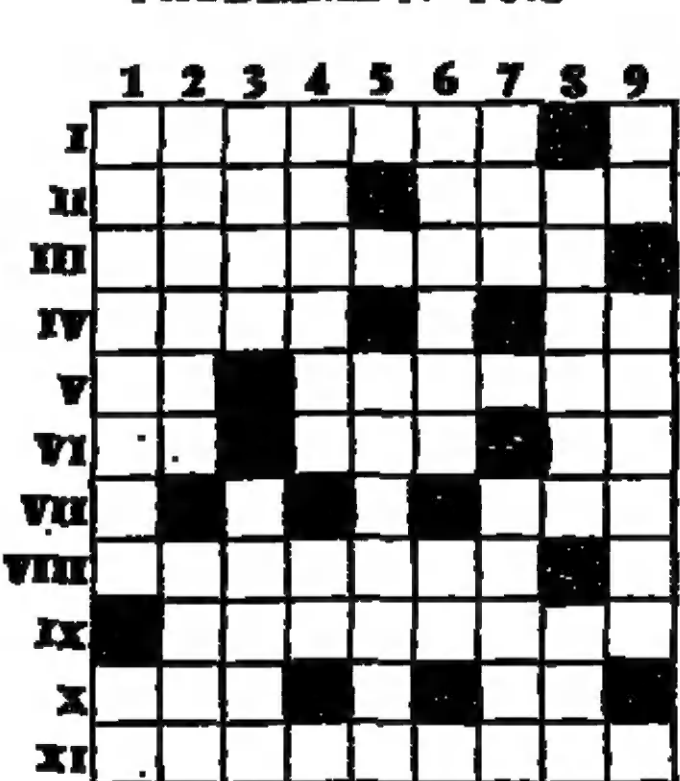
PRÉVISIONS POUR LE 17. 9.77 DÉBUT DE MATINÉE



Nancy, 25 et 10 ; Nantes, 28 et 18 ; Nice, 25 et 32 ; Paris-Le Bourget, 25 et 14 ; Pau, 29 et 19 ; Perpignan, 28 et 21 ; Rennes, 27 et 17 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Toulouse, 30 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26. Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 20 degrés ; Amsterdam, 22 et 15 ; Athènes, 31 et 24 ; Berlin, 23 et 10 ; Bonn, 23 et 14 ; Bruxelles, 23 et 15 ; Casablanca, 26 et 31 ; Copenhague, 21 et 11 ; Genève, 25 et 14 ; Lisbonne, 28 et 16 ; Londres, 23 et 15 ; Madrid, 38 et 15 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 25 et 21 ; Palma-de-Majorque, 35 et 18 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 19 et 7 ; Téhéran, 38 et 27.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1842



HORIZONTALEMENT

1. Politesse héroïque envers des invités récents. II. Coule à flots à Chartres. Serrait sans doute heureux de pouvoir salonger un peu. — III. Il a une certaine allure. — IV. Une pièce dont on fait souvent l'éloge en la décrivant à belles dents ; Terme musical. — V. Sigle d'une administration. — VI. Un de ses participants. — VII. Bruit d'un auxiliaire. — VIII. Offre maintes fois l'occasion de se fendre. — IX. Épouse les formes. — X. Plage ; Symbole. — XI. Ne se contentera pas de passer l'éponge.

VERTICALEMENT

1. Dégarnit le front ; Abréviation. — 2. Continent ; Fait de fréquentes apparitions dans le domaine des airs. — 3. Train rapide ; Résultats de la division d'une addition. — 4. Ses fils

partirent un peu avant lui : Fruit repêché. — 5. Donat, ecclésiastique. — 6. Sa réaction apparente : Possessif. — 7. Orientaliste allemand ; Point d'observation pour personnes indolentes. — 8. Du domaine des rêves. Sa ligne est à éviter. — 9. Rumeur publique ; Familiers aux chimistes, aux sportifs et aux littérateurs.

Solution du problème n° 1841

Horizontalement

I. Négrier. — II. Égoïste. — III. OL ; Eau. — IV. Livide ; On. — V. Osée ; Se. — VI. Ce ; Rales. — VII. Ventrus. — VIII. Brossasse. — IX. RL. — X. Tuer. — Réve. — XI. Berceuses.

Verticalement

1. Néologie ; TB. — 2. Eglise ; Crue. — 3. Go ; Vél ; Voler. — 4. Rivière ; Rc. — 5. Is ; Anse. — 6. Et ; Évita ; Ru. — 7. Hée ; Erines. — 8. Cousus ; Ve. — 9. Prune (se déplacer pour des prunes) ; Semés.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5147

Éducation

● Inscriptions pour l'année scolaire 1977-1978. Les inscriptions pour la rentrée prochaine sont encore acceptées dans certaines écoles professionnelles (notariat, musique, électronique...). Elles sont recensées dans le bulletin d'information n° 284 de l'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions). Le liste des C.I.O. (centres d'informations et d'orientation) où cette brochure peut être consultée au mois d'août, est disponible dans les délégations régionales de l'ONISEP. Pour Paris : service académique d'information et d'orientation, 20, rue Curial, 75009 Paris. Tél. 200-87-46, poste 81-94.

● Recrutement de professeurs pour l'enseignement technique. Le recteur de l'Académie de Versailles dispose, pour la rentrée prochaine, de cent cinquante postes d'enseignants auxiliaires dans diverses disciplines techniques. La qualification requise varie, suivant les disciplines et les catégories d'établissements, du C.A.P. avec cinq ans de pratique professionnelle au diplôme d'ingénieur. Les candidatures sont reçues jusqu'au 10 septembre au rectorat de Versailles, division du personnel enseignant, 45, avenue des États-Unis, 78011 Versailles. Cédex.

Concours

● Concours P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert à la préfecture de la Seine-Maritime en vue du recrutement de trois médecins de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser, avant le 21 septembre, à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (premier bureau), préfecture, cours Clemenceau, 76000 Rouen.

Esclavage aux Nations unies ?

Une confrontation entre... et bateaux de...

مكتبة الامم المتحدة

Esclavage aux Nations unies ?

70 DOLLARS PAR MOIS

De notre correspondant

Genève. — La sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, qui vient de se réunir au Palais des Nations à Genève afin d'examiner principalement la situation des minorités, a été saisie d'une plainte déposée par la société anti-esclavagiste qui dirige le colonel Patrick Montgomery contre des fonctionnaires de l'O.N.U. à New-York. Certains d'entre eux, ressortissants des pays du tiers-monde, auraient profité de leur statut diplomatique pour faire venir de leur pays d'origine des domestiques, et les auraient littéralement réduits en esclavage.

Ce personnel de maison n'avait aucune possibilité de trouver du travail en dehors de celui que fournissait leur employeur, et ne possédait pas, naturellement, de quoi s'acheter un billet de retour. Il dépendait donc de l'employeur, qui fixait, selon son bon vouloir, le salaire, les conditions de travail, sans qu'aucun contrôle pût être exercé.

Un groupe de travail de cette sous-commission, spécialement chargé de la répression de l'esclavage, a, par la voix du colonel Montgomery, exposé entre autres, cas celui d'une jeune fille recrutée par un fonctionnaire international au cours d'un séjour dans son pays d'origine, à qui il fut promis un salaire de 80 dollars par mois (minimum prévu par la législation américaine pour les gens de maison) aux termes d'un contrat exigé par le bureau d'immigration, qui fut, en réalité, rédigé en anglais, langue que l'intéressée ne comprenait pas.

Arrivée à New-York le 18 novembre 1963, la jeune fille a pris son service dès le lendemain. Elle a travaillé depuis sans un seul jour de repos, entre quatorze et dix-huit heures par jour jusqu'à fin janvier 1976. Le nettoyage, la lessive, la cuisine et aussi les servitudes de la maison lui incombaient à elle seule, la réduisant, selon la plainte de la société anti-esclavagiste, à une condition de servitude involontaire, sous la menace d'emprisonnement et de privation d'emploi à l'avenir si elle tentait de s'échapper.

Elle n'avait droit, pour toute nourriture, qu'à des œufs et à des pommes de terre, à un peu de lait, et à un morceau de poulet par semaine. Atteinte d'un ulcère, probablement dû à l'excès de travail et à la malnutrition, elle ne fut autorisée à consulter qu'une seule fois un médecin. Ce dernier a été choisi par son employeur. Elle fut ensuite mise à une diète sévère. Elle eut droit pour seule médication à un calmant, qu'elle a d'ailleurs mal supporté. A aucun moment elle n'a pu toucher de salaire. Cependant, une somme de 70 dollars par mois (à peine 350 francs), après des frais de nourriture et de soins, fut versée sur un compte d'épargne dans une banque. Une partie des sommes ainsi déposées a été transférée par l'employeur à sa sœur, restée dans son pays.

Le colonel Montgomery a souligné la gravité de cette violation des droits de l'homme commise par des fonctionnaires des Nations unies chargés de donner un exemple au monde. Mais ses arguments se sont heurtés à une réticence toute bureaucratique de la part des experts de l'O.N.U., qui ne se sont pas estimés suffisamment compétents pour prendre une décision sur le problème des abus commis par des fonctionnaires internationaux.

ISABELLE VICHNIAC.

SERVEZ-VOUS...

Dans la plupart des cafés, le service des jus de fruits est un révélateur. Dans les modestes débits de boissons, on répond à une demande d'orange ou de citron pressé en apportant dans le verre la boisson toute prête. Plusieurs hypothèses alors : ou bien il s'agit vraiment d'un fruit pressé, ou bien d'un ersatz, ou bien d'un subtil mélange.

Dans quelques endroits, plus rares, un serveur s'empresse à certifier devant le client le jus des fruits. Point d'équivoque dans ce cas et, un cérémonial plus ostentatoire.

Un café parisien du boulevard des Capucines vient de dépasser cette alternative surannée. Le garçon apporte verre, carafe d'eau, fruits coupés et pressés, et vous plante là, hostile d'attendre qu'il revienne, il ne reviendra pas. Au client de s'agiter et presser, ôter les pépins. Pour 5 francs, plus 15 % de service, on peut faire un effort.

Est-ce un début ? Les grands cafés parisiens n'ont d'autant plus à se vanter qu'ils y font, moyennant quelques sous, laver son verre ou balayer un coin de terrasse avant de partir ? On imagine aussi la vie exaltante du consommateur allant de boucherie, où il lui faudrait manier le tranchoir, au pâtisseries de luxe, où il mériterait la main à la pâte... — M. K.

Les tribulations d'un aveugle syndicaliste

« Cave canem ! »

« L'insertion sociale des handicapés » : on fait campagne avec cette idée-là. On peut tous les politiques surtout, les gens des ministères intéressés...

M. Jean-Pierre Joly est aveugle. Il est, aussi, masseur-kinésithérapeute au Centre de rééducation de Flaviigny-sur-Moselle (Moselle). Pour faciliter ses déplacements, son « insertion », il a obtenu, auprès de la Fédération française des chiens-guides d'aveugles, une chienne, Véra. Mais la directrice de l'établissement de Flaviigny, Mme Daler, interdit à M. Joly d'être accompagné par son guide sur son lieu de travail. « Un handicapé ne demande pas la charité ou la pitié, mais une réelle place dans la société avec les moyens qui sont à sa disposition », proteste M. Joly. Mais Mme Daler ne veut en tenir aucun compte. Elle s'oppose à l'entrée de Véra dans le centre, volé tout. Elle n'est pas la seule, le professeur Pierquin, directeur de la caisse d'assurance-maladie dont dépend Flaviigny, « couvre » son refus.

« Ma décision est fondée », écrit à M. Joly ce professeur, sur le fait que beaucoup d'enfants du centre sont très gravement handicapés et dans l'impossibilité d'avoir, via-à-vis d'une chienne, une attitude positive et raisonnable. « Cave canem ! M. Joly ne comprend pas : « Si Véra était méchante, je ne pourrais pas la garder. Les chiens-guides sont intelligents, bien dressés et très doux avec les enfants. Je vous bien le prouver moi-même... Sans Véra, il me faudrait quitter mon emploi. Inutile, ils ne veulent pas se laisser convaincre. La fédération des chiens-guides a fourni une attestation : « Nos chiens peuvent être amenés en tous lieux ». Elle a donné l'adresse de plusieurs établissements où on les acceptait sans difficultés. Deux députés sont intervenus. Non c'est non.

« Ils m'ont conseillé de laisser Véra à la maison, mais je ne dois pas m'en séparer trop longtemps, sans quoi elle ne saura plus me guider. Véra m'est devenue indispensable. » Parmi les raisons invoquées par le professeur Pierquin pour cette décision : « Etant donné, ajoute-t-il, l'esprit de revendication qui règne actuellement, un incident quelconque risquerait de prendre une ampleur et d'avoir des proportions exagérées. C'est que M. Joly, décédé bien « intégré », est un militant syndicaliste en désaccord avec la direction sur les horaires de travail et les salaires. L'insertion sociale des handicapés a tout de même des limites !

Chez les barbares, on arrachait les yeux de celui qui travaillait le pouvoir du chef. Epoque bien lointaine et incompréhensible. M. Joly se heurte à l'arbitraire, on le prive seulement de son chien. Il a tout de même écrit au président de la République.

CHRISTIAN COLOMBANI.

A LA MAIRIE DE PARIS

L'étude des dossiers d'aide à l'enfance est retardée

Le groupe communiste du Conseil de Paris affirme, dans un communiqué, que trois mille dossiers concernant l'allocation d'aide à l'enfance sont en souffrance depuis l'arrivée de M. Chirac à la mairie de Paris. La commission chargée de les étudier au sein de l'ancien Conseil n'aurait pas été remplacée. Cette allocation, qui figure depuis 1948 au budget de la Ville, peut-être accordée, sur leur demande et

sous certaines conditions, aux familles devenus modestes ayant un ou plusieurs enfants à charge. Elle représente 300 à 400 F par famille. Au mois de décembre, la commission d'aide à l'enfance du Conseil de Paris fixe les règles de répartition. Le BAS (Bureau d'aide sociale) qui, depuis le 15 mai, les demandes des familles, instruit les dossiers, puis les envoie à la mairie au cours du mois de juin. La commission ad hoc examine chaque cas à partir du mois de juillet jusqu'à l'automne. Ses propositions sont soumises aux délégations d'arrondissement du BAS, qui prennent la décision finale. Les dossiers des familles ne sont pas de trois mille, on déclare que ce retard n'aura pas ainsi dire pas d'influence sur la date des versements, les dossiers transmis au Conseil de Paris avant d'être préalablement instruits par les services sociaux.

SPORTS

VOILE

Une confrontation entre prototypes et bateaux de série

Al Salon nautique de Londres, en janvier 1977, nous avions rencontré Ron Holland, l'un des plus grands architectes navals actuels. Ce jeune Néo-Zélandais, installé en Irlande, nous avait confié qu'il croyait beaucoup à l'avenir des « half tonners », voiliers habitables de quelque 9 m de long. « En effet », avait-il précisé, « j'ai dessiné des « one tonners » (11 m environ), en revanche, compte tenu de leur coût, comme propriétaire et comme utilisateur, je leur préfère les « three quarters » (à peu près 10 tons). Cependant je pense en définitive que les « half tonners » connaîtront la croissance la plus rapide. »

C'est cette catégorie de voiliers que le journal *Aurore* a choisie pour organiser sa course en solitaire, dont la huitième édition, longue de plus de 1 000 milles, a été disputée sur quatre étapes par trente concurrents. Partant de Bretagne et y revenant après avoir touché l'Irlande et l'Espagne, l'épreuve se court en temps réel, entre bateaux de mêmes possibilités, jaugés tous à 21,7 pieds. Le classement repose donc sur le seul temps d'arrivée ce qui permet de suivre aisément le déroulement de la compétition gagnée par Gilles Gabinet, un Breton du Morbihan âgé de trente ans, professeur de technologie, Ron Holland, classé deuxième et conçu par Bruce Farr, autre jeune architecte néo-zélandais demeuré, quant à lui, à Auckland.

Cette course annuelle offre l'intérêt de rapprocher des prototypes et des bateaux de série tels que le *Pirif* dont sept exemplaires étaient engagés dans l'épreuve. Ce voilier confortable dessiné par André Maurie est construit depuis peu par le grand chantier vendéen Bénéteau. Il effectuait à cette occasion sa première sortie en compétition. La démonstration est probante puisque, venant derrière deux prototypes, ce bateau de croisière occupe le troisième place avec Rouven Delouvier, à Michel Malinovsky.

YVES ANDRÉ.

NATATION — L'Allemand de l'Est Karl Hofmann (plongeur ou tremplin) et la Britannique Jacqueline Cox (nage synchronisée en solo) ont gagné les deux premières épreuves des championnats d'Europe qui ont débuté le 15 août à Jönköping (Suède).

COGLOUGH ET BROWN CONFIRMENT LEUR SUPÉRIORITÉ EN 5.0.5.

(De notre correspondant.) La Rochelle. — En remportant pour la deuxième année consécutive le championnat du monde des 5.0.5, les Anglais Coglough et Brown ont démontré que leur supériorité repose au moins sur un solide principe : savoir rester maître de soi autant que du bateau.

Le seul regret a été de ne pas voir au large de La Rochelle ce qu'ils étaient capables de faire avec une forte brise, toutes les manches dans la semaine du 8 au 13 août ayant été disputées avec des vents de force 2 à 4.

Peter Coglough, vingt-huit ans, est ingénieur dans une entreprise de Manchester. Il réussit à s'entraîner très souvent et c'est un gagnant. La seule performance honorable des représentants français est celle de Marc Bouix, vingt-six ans, associé à Michel Joly, dix-neuf ans, du C.N. La Baule, qui ont pris la cinquième place.

Le contraste est grand avec les Américains qui ont beaucoup progressé depuis qu'ils s'intéressent au 5.0.5. On retrouve deux équipages des Etats-Unis à la deuxième et à la troisième place : Bixby-Tuttle et Taylor-Honey. L'essor du 5.0.5 aux Etats-Unis se traduit par une construction qui atteint deux cents bateaux par an contre cent cinquante en France. Actuellement, vingt-trois ans après avoir été dominé par l'Anglais John Westall qui assistait au championnat, le 5.0.5 reste le dérivatif sportif idéal, mais il supporte évidemment le handicap de ne pas être une série olympique. Son prix en France, au minimum 15 000 francs, ne facilite pas non plus sa diffusion.

MICHEL GUILLET.

ÉPIQUE — Le grand handicap de la Manche, disputé le 15 août à Deauville et retenu pour le quarté, a été gagné par Pango, suivi de Monde Soyex, de Batavai et de Saint David.

La nouvelle direction du Palais de la Méditerranée propose la mise en gérance libre du casino

De notre correspondant régional

Nice. — L'affaire du Palais de la Méditerranée, à Nice, est entrée, le samedi 12 août, dans une nouvelle phase, avec les positions prises par le conseil d'administration du casino en faveur d'une cession de certains éléments actifs et de la mise en gérance libre du fonds de commerce, pour faire face à une impasse de trésorerie évaluée à 15 millions de francs. Ces projets seront soumis pour approbation à une assemblée générale des actionnaires qui doit avoir lieu le 3 septembre. Le groupe, animé par M. Jean-Dominique Fraton, président-directeur général du casino Ruhl, pourrait ainsi se rendre définitivement maître de la situation en devenant le principal actionnaire dans la société propriétaire des murs du Palais de la Méditerranée et en assumant, directement ou indirectement, la responsabilité effective de la gestion de l'établissement. L'ancien président-directeur général et principal actionnaire de la Société d'exploitation du casino, Mme Renée Le Roux, s'apprête cependant à engager de nouvelles actions en justice afin, notamment, d'obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire — qui lui a été refusé en référé — et la nullité de l'assemblée générale du 30 juin, au cours de laquelle elle a perdu la majorité au sein du conseil d'administration (« le Monde » du 2 juillet). De leur côté, les employés de jeux ont reçu l'assurance que la plus grande partie des sommes restant dues sur leurs salaires de juin leur serait réglée mardi 16 août.

Le bilan financier établi au 30 juin 1977 par l'expert-comptable de la société fait apparaître un déficit de 8 808 521,88 francs. La situation de trésorerie de l'entreprise (c'est-à-dire la différence entre, d'une part, les valeurs réalisables à court terme ou disponibles et, d'autre part, les recettes à court terme, les comptes financiers et les provisions pour pertes et charges) se traduit, elle, par une impasse de 15 millions de francs. Cette « photographie » des finances du Palais de la Méditerranée n'est pas prise cependant au moment le plus favorable pour le casino puisque la saison d'été qui lui permet généralement de réaliser ses plus fortes recettes n'est qu'à peine entamée. Il convient de noter, de plus, que les créances sur clients représentant plus de 7 millions de francs ont été provisionnées pour leur presque totalité.

Perspectives incertaines

Le nouveau conseil, dans lequel le groupe Le Roux ne détient plus qu'un seul siège, a imputé ce mauvais résultat à la politique « aventureuse » menée par l'ancienne administration. Il a été notamment reproché à celle-ci d'avoir investi des sommes considérables en contrats d'agences et frais d'invitations de joueurs étrangers (1). Après avoir écarté les solutions consistant à augmenter le capital social ou à recourir à un emprunt, M. Jecour, l'actuel P.-D.G. du Palais de la Méditerranée, a recommandé la vente de certains éléments de la société. En premier lieu, celle des trente mille actions sur soixante-dix mille qu'elle détient dans la Société du palais vénitien, propriétaire des murs (2). M. Buchet (6 500 actions), le groupe Guérin (6 500 actions) et divers petits porteurs.

deux terrains appartenant à la Société du Palais de la Méditerranée.

Ces opérations ne rapporteraient toutefois qu'une dizaine de millions de francs et ne permettraient pas de réduire complètement l'impasse financière actuelle. La nouvelle direction s'est donc prononcée pour une mise en gérance libre du fonds de commerce qui a fait l'objet, comme les deux précédents projets, d'une résolution qu'aura à adopter l'assemblée des actionnaires du 3 septembre. Cette résolution donnera en particulier mandat au président et au vice-président, M. Yves Guerin, pour rechercher un gérant locataire et définir les conditions de la gérance. La société d'exploitation du Palais n'aurait plus alors d'autre pouvoir que celui d'encaisser le montant du loyer fixé par le gérant.

M. Fraton se portera-t-il candidat à l'acquisition des titres de la Société du palais vénitien et à la gérance de l'affaire ? La logique de l'action qu'il a menée jusqu'ici le voudrait. Mais les Nipoules ignorent toujours ce qu'il deviendra dans cette perspective du Palais de la Méditerranée, ainsi placé sous la coupe de son plus direct concurrent d'hier.

GUY PORTE.

FAITS ET JUGEMENTS

La fusillade de Reims : Permission de sortir « Cavale » et réévidé.

Trois des cinq personnes inculpées après l'agression contre un piquet de grève des Verrières mécaniques champenoises le 5 juin dernier, ont été remis en liberté sur ordonnance de M. Michel Jeannot, juge d'instruction à Reims, rendue le 12 août. Il s'agit de M. Jean-Claude Foullet, Alain Lemaire et Yves Fritsch, qui étaient inculpés de meurtre et de tentatives de meurtre. Ils avaient participé, en outre, à la « Cavale » de Claude et Bernard Mangematin, à l'attaque des ouvriers grévistes.

Reposés par les membres du piquet de grève M. Lecomte et Mangematin étaient revenus seuls sur les lieux armés d'une carabine 22 long rifle et avaient ouvert le feu sur les grévistes. Les expertises balistiques ont permis d'établir qu'une seule arme avait été utilisée lors de la fusillade.

Un médecin lyonnais condamné pour faute professionnelle.

Un médecin lyonnais, M. Roger Mallet, âgé de cinquante ans, demeurant à Lyon, a été condamné le 29 juin 1977 à verser 40 000 F de dommages et intérêts à une malade dans le ventre de laquelle il avait oublié une compresse lors d'une opération à la clinique Trautman à Lyon.

Opérée une première fois le 10 mars 1975, d'une appendicite et d'un fibrome, Mme Alice Bonvion, âgée de cinquante-deux ans, femme de ménage habitant à Jonage (Rhône), qui souffrait toujours, avait dû subir, le 26 mai 1975, une nouvelle intervention, au cours de laquelle on découvrit une grande compresse et un fragment d'aiguille oubliés par le chirurgien. Ces corps étrangers ayant provoqué une infection, il fallut opérer la patiente une troisième fois, le 29 août de cette année, pour plusieurs mois, un anus artificiel.

« Il convient de ne pas s'arrêter aux seuls aspects spectaculaires », répond M. Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice, à une question écrite de M. Jean Kiffer, député de la Moselle (P.R.), qui estime qu'à tous les états graves récemment commis sont mêlés « soit un prisonnier permissionnaire, soit un condamné à perpétuité ayant bénéficié d'une remise de peine, soit un ex-condamné à mort ayant bénéficié à la fois de la grâce présidentielle et d'une remise de peine ».

Réfutant l'accusation de « laxisme » lancée par M. Kiffer, le ministre de la Justice précise, dans sa réponse publiée au *Journal officiel* du 13 août (Débats parlementaires, Assemblée nationale) que, « au regard des 337 675 actes délictueux envers les personnes ou les biens recensés en 1976 par les services de police ou de gendarmerie, les infractions imputables à des délinquants en permission ou à des libérés conditionnels représentent une très faible proportion. En effet, le total de ces infractions ne doit pas dépasser 300 selon les premiers résultats des études en cours à ce sujet ».

D'autre part, ajoute le ministre de la Justice, de tous les délinquants des libérés conditionnels est inférieur de moitié à celui des condamnés ayant purgé l'intégralité de leur peine ».

Dans une autre réponse, parue le même jour, à M. Jean Bonhomme (apparenté R.P.R. Tarn-et-Garonne), M. Peyrefitte indique que, « en 1975, pour 17 567 permissions accordées, 715 délinquants, soit 4,29 %, n'ont pas réagité dans les délais prescrits par la loi. En 1976, 479 incidents de cette sorte se sont produits pour 15 591 permissions, soit un taux de 3,07 % ».

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« DONA FLOR ET SES DEUX MARIS »
de Bruno Barreto

Son énorme succès au Brésil, le plus grand de l'histoire du cinéma brésilien, la caution d'un roman de

« JEAN GABIN ». — Editions Henri Veyrier, collection « Flash-back », 264 pages, 400 illustrations. Broché : 56 F ; relié : 78 F.

Premier ouvrage d'une nouvelle collection, « Flash-back », ce Jean Gabin est une « somme » qui répond aussi bien à la curiosité de l'amateur qu'aux exigences du ciné-phil. Ce que fut Gabin, « sobre comme le vin rouge, simple comme une tache de sang », écrit Prévert, le place qu'il occupa dans le cinéma français, l'importance (et les métamorphoses) de son mythe, l'ampleur de sa carrière : c'est ce que ce livre nous fait comprendre et nous donne à voir grâce aux quatre cents photographies (dont certaines rarissimes) qui l'illustrent.

Dans un « salut à Gabin », Jean-Claude Milien nous parle de l'homme et du comédien, des origines éminemment populaires et françaises de son talent, de son humilité et de sa probité d'artisan, de ses révoltes d'« anarchiste rigoriste ». Analyse lucide d'un caractère, que l'on disait « mauvais » parce qu'inflexible, et d'un prestigieux itinéraire professionnel. Après quoi Jacques Siclier rend compte des quatre-vingt-cinq films qui composent cet itinéraire, depuis Chacun sa chance, en 1932, jusqu'à l'Année sainte, en 1976. Travail exhaustif (généraliste, distribution, résumé du scénario, point de vue et notes critiques) qui offre au lecteur l'ensemble de la découverte (qui connaît l'Étoile de Valencia ?) ou la joie — plus fréquente — de retrouver le souvenir d'un film qu'il a aimé.

Des extraits de dialogues et divers appendices complètent ce bel ensemble dont il convient de répéter que l'iconographie est d'une qualité exceptionnelle. — J. B.

Jorge Amado au générique, la jeunesse du meilleur en scène Bruno Barreto (vingt-deux ans), fils d'un des fondateurs du cinéma novo, Luiz Carlos Barreto, tout contribue à faire de Dona Flor et ses deux maris une curiosité. Indépendamment de son sujet olé olé, de la musique de Chico Buarque, de la beauté de l'interprète principale Sonia Braga,

L'histoire avait plu, en d'autres temps, à Glauber Rocha, qui avait suggéré à Luiz Carlos Barreto de l'acheter. Deux scénaristes l'adaptèrent successivement pour l'écran, balançant le récit en deux parties presque symétriques. Vers 1943, au cours du carnaval de Bahia, Dona Flor perd son premier mari, joueur invétéré, époux infidèle, grand amoureux adoré de son épouse : première partie racontée en flash-back sur laquelle enchaîne, au présent, le second mariage de Dona Flor avec un pharmacien quadragénaire, paragon de toutes les vertus, amoureux tranquille, époux stable.

Dona Flor évoque le souvenir du bon vieux temps, suscite la mémoire du cher disparu, qui reprend sa place, second larron invisible, auprès d'elle et du respectable pharmacien. Ménage à trois qui n'offusquera personne, sauf la censure française, qui a jugé à propos d'interdire le film aux moins de dix-huit ans.

Salvador de Bahia a prêté son décor naturel, ses rues pittoresques et un peu lépreuses, sa misère et son exubérance, à cette peinture complaisante d'une bourgeoisie de tous les pays catholiques bien installée dans ses meubles, sa morale, son égoïsme. Le film hésite, à partir de la seconde moitié, entre le tableau de mœurs et un fantasme un peu appuyé qui fausse quelque peu les perspectives. On est resté bien sage, on n'a dérangé personne. Seul un grain de toile douce aurait pu donner vie à cette pochade trop bien accouée et sans surprise.

LOUIS MARCORRELLES.

Théâtre

« Les Aventures de Hans »
de Paul Sonnendrücker

Sur les collines du Kochersberg, à Illtishheim, Paul Sonnendrücker, directeur d'un stage national d'art dramatique, vient de monter pour sept représentations les Aventures de Hans, aboutissement du travail de toute une année, travail des comédiens, pour la plupart amateurs, travail de Robert Dossman, chargé d'organiser des expositions, des rencontres sur le thème de la pièce dans les écoles et les lycées. Beaucoup de jeunes Alsaciens aident à l'organisation matérielle d'autres viennent revêtir le soit l'habit de comédien. Un cultivateur prête sa charrette ; des couturières descendent de leur village pour aider à la confection des costumes. Des lors le public vient en voisin, en ami. Le sujet choisi explique aussi son engouement : Paul Sonnendrücker met en scène la guerre de Trente Ans, épisode sanglant de l'histoire alsacienne.

Dans cette région du Kochersberg les armées françaises et suédoises, unies dans la même barbarie, balayaient le pays par vagues successives. L'occupation laisse de terribles souvenirs. Trois siècles plus tard, la peur du Suédois remplace encore celle du gen-

darme. Et c'est pour nous, « gens de l'intérieur », l'occasion de nous rappeler que le traumatisme du peuple alsacien ne date pas de 1870.

Paul Sonnendrücker met en scène la vie de Hans Ueberall, jeune paysan, acteur involontaire d'une guerre dont les motifs lui échappent. Son père lui prodigue des conseils antihéroïques, lui enjoint de changer de camp selon la fortune des armes. Ensuite défilent les horreurs de la guerre, tableaux entrecoupés de scènes qui montrent les froids calculs politiques du cardinal de Richelieu. À la fin, Hans aura bien souvent changé d'armée. Pourtant ce voyage à travers la souffrance lui aura permis de découvrir son identité. Il assiste impuissant au dépeçage de la terre, sa terre convoitée par des États autoritaires et centralisateurs. On est tenté de dire : « Oui, déjà ! »

On peut regretter certaines facilités du texte, le jeu traditionnel des acteurs. Réserves de pure forme devant l'énorme succès rencontré ici, on se lie d'extraordinaire, par les Aventures de Hans.

M. K.

CORRESPONDANCE

Défense des « journalistes-à-tout-faire »

En réponse à l'article de Colette Godard qui, rendant compte dans le Monde du 3 août de la rencontre organisée à Avignon entre le public et les professionnels du théâtre, notait que « dans beaucoup de journaux régionaux, la rubrique est tenue par un journaliste-à-tout-faire ». M. Jacques Bad, journaliste à Amiens, nous écrit :

« Tout faire » ne signifie pas forcément « faire l'importe quel ». Certes, les remises des palmes académiques, les inaugurations de C.E.S., les concours de manille, les départs en retraite constitueront toujours le lot quotidien du local. Vivant dans un désert culturel, modelé par la routine, le journaliste installé dans une rédaction détachée perdra vite toute émotion esthétique. Excepté est isolé, en pleine campagne, et les irréductibles à toute forme d'expression artistique, il y a ceux qui feront tout pour que la peinture, la musique, le théâtre, le cinéma aient une place digne dans leurs journaux. Ils n'attendent pas, en échange, la reconnaissance de leur rédacteur en chef. Bien au contraire, ces rédacteurs téméraires, soupçonnés de gauchisme quand ce n'est pas d'homosexualité, sont parfois mis sur la touche. Bravant le mépris d'une hiérarchie trop bien pensante pour être honnête, le journaliste-à-tout-faire qui se pique de culture se tournera vers les lecteurs et surtout vers les créateurs. La province en recèle en quantité insoupçonnée. Combien de comédiens, de

musiciens, de peintres ont trouvé leurs premiers encouragements, et leur volonté de continuer grâce aux « papiers » d'un touche-à-tout d'un journal local ? Etre mêlé à la décentralisation, aider des créateurs encore inconnus, les révéler au public, préfacier le catalogue de la première exposition d'un peintre, tout cela, mêlé à des tâches journalistiques modestes, dépasse le rôle de l'« à-tout-faire » de certains critiques parisiens. En province, tout est à faire !

Expositions

Cafés, bistrot et compagnie

Alignées le long d'une rue imaginaire, les devantures de vrais cafés parisiens d'hier et d'aujourd'hui peints en trompe-l'œil par Tamas Zanko invitent à la flânerie... Et, comme dans la ville, un bistrot vous à la démolition est muré. C'est le prologue à l'exposition réalisée par le centre de création industrielle, qui réunit, au Centre Georges-Pompidou, le rôle et la fonction sociale des « cafés, bistrots et compagnie » de 1850 à nos jours.

Une histoire qui limit mal nous est contée. Les tables rondes de marbre et les chaises « bistrot » présentées en reliques n'ont plus leur place depuis longtemps dans les cafés parisiens : elles sont, en revanche, très recherchées pour la décoration d'appartements « in ». Dans une vitrine, quelques vestiges d'anciens débits de boissons évoquent le passé avec nostalgie : miroirs peints, carafes de verre blanc, candeliers, cafetières, siphons et percolateurs.

Un constat sévère de la rénovation urbaine

Des photos dressant un constat sévère de la rénovation urbaine. Nombreux sont les bistrots démolis, « modernisés » ou appelés à disparaître. L'épidémie n'épargne même plus les vieux quartiers populaires hier encore à l'abri : non loin du plateau Beauboulogne, le bar des BOF, face à la fontaine des Innocents, ancienne maison d'un marchand-fermier, célèbre pour sa cave et ses vieux alcools, est également menacé. Des images glacées racontent le règne du cinquième, l'avènement des drugstores, snack-bars, self-services, brasseries et pubs, où la communication est abolie au profit de la consommation ; et celui des cafés style rétro, art nouveau ou art déco, plagiant à coups de faux-semblants les splendeurs d'antan. Aujourd'hui, on ne fait plus que passer dans ces lieux éclairés au néon ou

lippers et juke-boxes servant à luer un peu de temps.

Depuis qu'on boit du café (depuis Louis XIV), il n'en a pas toujours été ainsi. Des documents nous montrent comment les cafés politiques et littéraires se sont développés au dix-huitième siècle, comment ensuite, sous la bourgeoisie triomphante du dix-neuvième, ils sont devenus des temples du plaisir et du jeu, d'un luxe moulu, tel le Grand Café parisien, dû à l'architecte Charles Duval. Tandis que le bistrot servait de refuge au petit peuple et traduisait le malaise du prolétariat. Au bistrot, on boit — des cafés postiches de l'époque évoquant les méfaits de l'alcool — mais aussi on se réunit, on discute, on espère. A l'époque du Front populaire, c'est un lieu de ralliement.

Après la deuxième guerre mondiale, cafés et bistrots ne seront plus ce qu'ils étaient. Le « design » va uniformiser leur décor ; la télévision, pas encore accessible à tous, s'y installe, avant de leur voler une bonne partie de sa clientèle.

EVELITA MOOD.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 20 septembre. L'exposition L'Innervation du C.I.L. comen et réalisée par Jean Dethier. Catalogue complet par un livre aux éditions du Centre dans la collection « Parole à l'Image ».

LE CALENDRIER DES CONCERTS

Festival de Sceaux
— Orangerie du Château —
Métro : Bourg-la-Reine
Boulevard de la République
Rue : jusqu'à Rue d'Orléans
CONCERTS
Musique classique et jazz
CHATEAU DE SCEAUX
Tel. : 661-06-71.

MERCREDI

MONIQUE MERCURE • PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE • CANNES 77

— Monique Mercure, extraordinaire interprète de « J.A. MARTIN » — FRANCE SOIR

— « J.A. MARTIN » : ce coup de cœur — EXPRESS

— « Quelle admirable analyse de la condition féminine » — LE MONDE LIBRE

— « Ce film n'a que des qualités » — ROBERT CHAZAL

— « Une puteuse une femme, une justice de son remarquable » — L'ARCADE

— « Quel joli film » — LE MONDE

J.A. MARTIN
PROLOGUES
Un film de Jean Rouch

DEMAIN

BERNARD LANTIER présente

MARIELE CARMET

Plus ça va, moins ça va...

LE NOUVEAU COUPLE COMIQUE DU CINÉMA

JEAN-PIERRE MARTEL • JEAN CARMET • PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA

TOULON DE LA CÔTE D'AZUR

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — FRANCE SOIR

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — EXPRESS

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — LE MONDE LIBRE

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — ROBERT CHAZAL

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — L'ARCADE

— « Plus ça va, moins ça va » : un couple comique du cinéma — LE MONDE

LE HOLLYWOOD BOULEVARD

— HISTOIRES D'HOMMES —
— LE GAUCHER HOMO —

LE MUSÉE DES HOMMES
(Un Musée très Spécial...)

STUDIO CUJAS

à 14 h - 16 h 25 - 18 h 50
21 h 20

NETWORK (vo)
de Sidney Lumet

20, RUE CUJAS 5^e - 033-88-22

demain U.G.C. NORMANDIE • CAMEO • MIRAMAR • U.G.C. ODÉON • MISTRAL
MAGIC CONVENTION • C2L Versailles • ARTEL Nogent • FRANÇAIS Enghien

SERGE SILBERMAN présente

UN FILM DE LUIS BUNUEL

Cet Obscur Objet du Désir

Un film de LUIS BUNUEL en collaboration avec JEAN-CLAUDE CARRIÈRE

avec FERNANDO REY • CAROLE BOUQUET • ANGELA MOLINA • JULIEN BERTHEAU • ANDRÉ WEBER • MIKENA VUKOTIC

Chef Directeur PIERRE GUFFROY • Directeur de la Photographie EDMOND RICHARD • Directeur de la Production LILLY RICHARD

Un film produit par SERGE SILBERMAN • Une coproduction franco-espagnole GREENWICH FILM PRODUCTION • LES FRAG GALAXE • PARIS • IN ONE • L'UNION

Une production GREENWICH FILM PRODUCTION • Paris • en Copyright avec ANIMATIONS • Distribut par G.E.E. C.C.F.C.

ELYSEES LINCOLN - GAUMONT RICHELIEU - QUINTETTE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE
CLICHY PATHE - GAUMONT SUD - OLYMPIC ENTREPOIT - GAUMONT EVRY - LES FLANADES SARCELLES

PIERRE MONDY

DERNIÈRE SORTIE AVANT ROISSY

un film de BERNARD PAUL

PIERRE MONDY

DERNIÈRE SORTIE AVANT ROISSY

un film de BERNARD PAUL

MERCREDI

INTERCIT AUX MOINS DE 13 ANS

théâtres

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Athènes, 21 h. : Equus.
Châtelet, 20 h. 45 : le Maître de Santiago.
Comédie Carnot, 21 h. 10 :
Cochard.
Ceux-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu
du Palais-National.
Daumesnil, 20 h. : Papeïe.
Euchette, 20 h. 45 : la Cantatrice
masquée.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge,
20 h. : les Deux Cantatrices
de village.
Théâtre noir, 20 h. 30 : Molly
Bloom.
22 h. 30 : C'est pas de
moi.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Nonfroid, 20 h. 15 :
Toujours.
Théâtre de la Ville, 21 h. : Divorce à
la française.
Théâtre Saint, 20 h. 45 : la Serre
à la Voix.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Plan, rate plan... et re plan plan.

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Manou-
jan Omar Saïd et Mohamed Taha
(musique indienne) : 23 h. : les
Shantidas (musique européo-
indienne).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

Chaillot, 15 h. : le Sang d'un poète ;
Orphée, de J. Cocteau : 18 h. 30 :
Symphonie nuptiale, d'E. von Stro-
heim ; 20 h. 30 : l'Héritage de la
chair, d'E. Kazan ; 22 h. 30 : la
Foupea, de J. Audibert, réal.
J. Baratier.

AGUIRRE (AIL, v.o.) : Ursulinas, 5º
(033-39-19).
AIDA (Fr.) : La Pagode, 7º (705-
12-18).

Au Bec fin, 2 h. 30 : Hommage à Jacques Prévert; 21 h. 30 : la Collection; 23 h. la Benjamina; 24 h. Les Ennemis.
Au Quatre-Cents-Croquis, 20 h. 30 : Les Ennemis; 22 h. 30 l'Amour en vinta.
Boulevard Saint-Jacques, 18 h. 30 : la Démonstration; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Odéon, I. 22 h. : Tango. — II. 20 h. 45 : Poepick; 22 h. 15 : Deux Russes au-dessus de tout.
Café de la Gare, 20 h. : Claude Maun; 22 h. : Christian Perrella.
Café de la Madeleine, 21 h. 30 : Marianne Sergeant; 21 h. 45 : Arnaque 77.
Dix-Huit, 20 h. 30 : Blue Jeans Society; 22 h. 15 : F. Font et Ph. Val.
Le Paradis, 20 h. 30 : Béatrice Arnaud; La Muzza du Miras; 20 h. 30 : Que n'eu; que n'eu; 21 h. 30 : Les 3...
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Cam; 22 h. 30 : J.-C. Montelli.
Le Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Les Femmes de dames; 22 h. : la Nuit de l'océan de Cendrillon.
Total, 20 h. 30 : 20 h. 30 : La muse gaule; 21 h. 30 : N'oubliez pas que tu m'aimes; 22 h. 30 : Je vote

47-08) ; 14-Juillet-Parnasse, 6) (228-10-01)
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : La Paria, 8) (359-33-03) ; v.d. : U.G.C.-Marseille, 8) (710-15-01)
BILLYS (Fr.) (**) : U.G.C.-Opera, 2) (261-50-02) ;
 (0233-01-04)
CAR WASH (A.A. v.o.) : Pantheon, 1) (232-15-01)
CAR WASH (A.A. v.o.) : Lorient, 1) (233-77-01) ; U.G.C.-Marseille, 8) (223-47-01)
CASANOVA DE PALERMI (It. v.o.) : Le Studio de la Sirene, 5) (34-34)
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 8) (325-71-08)
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 1) (244-14-01)
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 1) (244-14-01) ; Concordia, 8) (359-92-91) ; Gaumont-Mandeline, 8) (359-92-91) ;
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 1) (244-14-01) ; Cambronie, 1) (734-42-98) ; Murat 1) (288-89-75)
LE DERNIER DONSATEUR (Al. v.o.) : U.G.C.-Marseille, 8) (710-15-01)
LE DERNIER NABAB (A.A. v.o.) : U.G.C.-Marseille, 8) (22-07-10)
DEROUO GUZAL (Bos. v.o.) : Arlequin, 1) (614-62-25) ; Jean-Pierre, 1) (614-62-25)
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Bauteville, 6) (83-79-38) ; Palais National, 1) (233-77-01)
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Bauteville, 6) (83-79-38) ; Palais National, 1) (233-77-01)

DEMAIN

MARIGNAN VO / GAUMONT RICHELIEU VF / GAUMONT MADELEINE VF
CLICHY PATHÉ VF / MONTPARNASSE 83 VF / GAUMONT SUD VF
CAMBRONNE VF / GAUMONT GAMBETTA VF / 3 MURAT VF / CLUNY PALACE VO



un dimanche terrifiant

PARAMOUNT présente « une production ROBERT EVANS » un film de JOHN FRANKENHEIMER
avec ROBERT SHAW • MARTHE KELLER • BRUCE DEHN dans "BLACK SUNDAY" avec FRITZ WEAVER et BECKY FEMMEL
musiques de JOHN WILLIAMS • directeur de la photographie JOHN A. ALONZO • A.S.C. • producteur exécutif ROBERT L. ROSEN
d'après le roman de THOMAS HARRIS • scénario de ERNEST LEHMAN, KENNETH ROSS et IVAN MOFFAT
produit par ROBERT EVANS • réalisé par JOHN FRANKENHEIMER
un film Paramount distribué par Cinéma International Corporation

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

GAUMONT Evry - MULTICINE Champigny - GAMMA Argenteuil
AVIATIC La Bourget - PARLY 2 - ULIS Orsay - EPICENTRE Epigny - ARIEL Rueil

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

• LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES •
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 16 août[illegible][illegible][illegible]

LE PASSE SIMPLE, film français de Michèle Doreh. 13 minutes. (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 95 (833-87-69) ; Colisée, 95 (359-23-46) ; Saint-Louis, 95 (359-23-46) ; Helder, 95 (770-11-24) ; Montparnasse-Pathé, 14 (336-13-13) ; Gaumont-Studio, 14 (336-13-16) ; Miro, 14 (336-84-31) ; Gaumont-Gro-Gro bellet, 20 (797-02-74).

LE PASSE PRESSE, film français d'Eduard Molinaru. Richelieu, 13 (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 95 (833-87-69) ; Bosc, 95 (351-11-73) ; Richelieu, 95 (358-19-08) ; Français, 95 (770-33-88) ; Pavlovite, 13 (359-23-46) ; Helder, 95 (770-11-24) ; Pathé, 14 (336-13-13) ; Gaumont-Conventio, 15 (822-42-27) ; Wepler, 19 (387-50-73) ; Gaumont-Gro-Gro bellet, 20 (797-02-74).

[illegible]

**LA VRAIE NATURE DE BERNARD
DETTE (Can.) (*) : 14-Juillet
Bastille, 11° (357-80-81).
ZABRISKIE POINT (U.S.A.) : 14-
septembre, 8° (544-57-34).**

AMERICAN GRAFFIY (A. v. o.)
Luzembourg, 6° (32°-37' 7"), 13 h 10
12 h, et 23 h
SEINE (A. v. o.)
Seine, 31° (32°-35' 50"), 13 h 30
SEN ET BENEDICT (F. v.) : Olympe
Saint-Denis, 6° (32°-35' 50"), 13 h 30
CALIFORNIA SPLIT (A. v. o.)
St-André-d'Arx, 6° (32°-42' 10"),
12 h 30
LE DERNIER TANGO A PARIS (F.)
Paris, 6° : Lucernaire, 6° (54°-77'
12 h 30
HAROLD ET MAUDE (A. v. o.)
Luzembourg, 6° 10 h, 12 h, et 23 h
HAROLD ET MAUDE : Le Seine, 31°
12 h 30 (st D.)
LENNY (A. v. o.) : Lucernaire, 6°
12 h 30
MON CEDEU EST ROUGE (F.)
Olympe-Entréop, 14°, 18 h, et 23 h
NEWS FROM HOME (F.) : Olympe
14°, 18 h, et 23 h, st D.)
FRANCE (A. v. o.)
Luzembourg, 6° 10 h, 12 h, et
23 h
LA FEMME ANDRÉE (Sula.) : Saint-
André-d'Arx, 6° 12 h, et 23 h

L'AMERIQUE SANS ILLUSION
(v.o.) Olympe, 14^e (542-61-62)
JERONIMO
POLANSKI (v.o.), Studio Galand
5^e (033-72-17) : 13 h. 45 : Répétition ; 15 h. 15 et 22 h. 15 : Chansons ; 18 h. 15 : Le Sal des vampires ; 20 h. : le Localité.
L. BERGMAN 1901, Racine, 8^e (033-63-71) : la Source.
J. BERGMAN 1901, Racine, 5^e (033-63-71) : la Source.
95-99 : 22 h. : Solaris ; 24 h. 15 : le Manuscrit trouvé à Saragossa ; 26 h. 15 : le Sal des vampires ; 28 h. : les morts-vivants.
G. ZAVO 1901, Olympe, 14^e (542-62-62) : Anna Karénine.
PASOLINI (v.o.), Acacia, 11^e (7542-67-63) : 18 h. : les Conies d'été.

[illegible]

Les grandes reprises
AU FIL DU TEMPS (All. v.o.) : 1
 Marsin, 6^e (278-47-88)
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
 (A. v.i.) : Omnia, 2^e (233-39-38)
L'AUTRE (A. v.o.) (**): La Clé
 5^e (337-80-80).
LES AVENTURES DE PETER PAN

UNE NUIT A L'OPERA (A. v.o.)
Luxembourg. 8. (633-87-77), 51.
sées-Point-Show. 8. (235-67-29).

**LES VACANCES DE MONSIEUR
HULOT (Fr.)** : Cinoche Saint
Germain. 8. (633-10-82).

LES VALSEUSES (Fr.) () : Ba**
rac. 8. (329-52-70), Capri. 2. (504-
11-691).

MERCREDI[illegible]

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

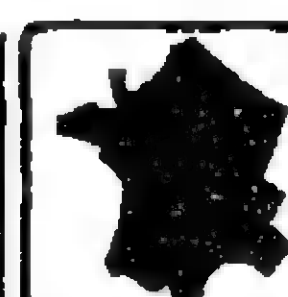
ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	24,00	28,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux



emplois régionaux



La DMC/ANP recrute
pour les chantiers et
bureaux d'études de son
entreprise des industries
métalliques implantées
dans les environs
d'Alger.

INGÉNIEURS TECHNICIENS SUPÉRIEURS

- connaissant parfaitement :
- Menuiserie aluminium
 - Façades - Rideaux
 - Miroiterie
- Dans les domaines :
- Bureau d'étude
 - Ordonnancement
 - Préparation et lancement fabrications
 - Conduite de chantier

AVANTAGES

- Rémunération selon compétence
- Restauration et transports assurés
- Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire ou se présenter à
DMC/ANP - Direction
du Personnel,
27, rue Négrier, H-Dey,
ALGER.

BUREAU D'ETUDES
à vocation internationale,
Siège social Paris, recherche
pour séjour à l'étranger :
INGÉNIEUR PROJETEUR
AUTOMOTRICE
Cet ingénieur diplômé, d'expérience en anglais, se verra confier des responsabilités au sein d'un service technique. Les personnes intéressées sont invitées à prendre un premier contact en écrivant (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle), sous réf. 87/111, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société Ingénierie Paris
recherche pour poste au Moyen-Orient
INGÉNIEUR
OUVRAGES D'ART
Diplômé d'une grande école, cet ingénieur peut faire état d'une large expérience professionnelle de la conception et de la réalisation de la langue anglaise est nécessaire pour l'exercice de ses fonctions. Les Ingénieurs intéressés sont priés d'adresser leur candidature (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous réf. 758/122, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société d'Ingénierie Conseils
recherche pour séjour en Indonésie
CHEF MATÉRIELS
TRAVAUX PUBLICS
qui sera chargé dans le cadre d'une assistance technique en entretien routier, de coordonner et de planifier la gestion courante des différents matériels T.P. : évaluation, rénovation du parc, lancement d'appels d'offre, plans d'investissement. Une très bonne expérience dans un poste similaire est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais courant et technique. Possibilités d'intervention en tant que Consultant. Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous la référence 875/111, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société d'Ingénierie Conseils
recherche pour séjour en pays anglophones
INGÉNIEUR
TERRASSEMENT
ainsi qu'en GENIE CIVIL. Cet ingénieur, expérimenté, s'occupera de la planification et de la gestion courante des différents matériels T.P. : évaluation, rénovation du parc, lancement d'appels d'offre, plans d'investissement. Une très bonne expérience dans un poste similaire est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais courant et technique. Possibilités d'intervention en tant que Consultant. Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous la référence 875/111, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉCONOMIE MIXTE
recherche pour assistance technique dans un pays anglophone
INGÉNIEUR
ROUTIER MÉCANICIEN
ayant une expérience confirmée de l'entretien et de la réparation des matériels de travaux publics et apte à conseiller les responsables sur leur planification et leur mise en œuvre. Veuillez adresser un premier contact en écrivant (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous réf. 86/103, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante Société Paris
recherche pour son séjour en pays anglophones
INGÉNIEUR
ayant une expérience confirmée en matière de travaux publics et apte à conseiller les responsables sur leur planification et leur mise en œuvre. Veuillez adresser un premier contact en écrivant (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous réf. 86/103, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

STE AFRIQUE NOIRE
FRANCOPHONE
recherche
INGÉNIEURS AGRO
I.N.A. spécialisés dans machines agricoles
Env. C.V. et photo n° 7.595, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris.

EXPÉDITIONS POLAIRES
FRANCOISES
rech. pr hivernage Antartique, conduite stat. isolée. Hivern. satellites, abs. 14 mois, dép. nov.
INGÉN. ÉLECTRONIEN
très expér., branche télécom., libre de toute autre activité. Envoyer C.V. et photo n° 82/102, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris.

IMPORTANTE GROUPE
FRANCAISE
recherche pour
JEUNE INGÉNIEUR
TECHNIQUE-COMMERCIAL
Parlante I.N.S.A. ou équivalent.
Ayant connaissances courantes faibles. Aptitudes à l'action souhaitées. Situation intéressante. Avantages habituels d'expatriation.
Adr. C.V. et photo n° 22.294, CONTEXTE PUBLICTE, 30, av. de la République, PARIS (10).



La DMC/ANP recrute
d'urgence pour les
besoins de ses projets
et entreprises

DES INGÉNIEURS DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN :

- Bâtiment
- Travaux publics
- Mécanique des sols
- Topographie
- V.R.D.
- Plomberie

AVANTAGES

- Rémunération selon compétence
- Cantine et transport assurés
- Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire à
DMC/ANP - Direction
du Personnel - 27, rue
Négrier - H-Dey - ALGER

THE UNIVERSITY OF RIYADH ENGLISH DEPARTMENT

French lecturers - Assistant professors
experienced in teaching French as a foreign language (preferably with a Ph.D.) required by department of English, University of Riyadh, SAUDI ARABIA.
If free to relocate at once, please apply immediately (in English) including C.V. and tel. n° to
Dr. R. HAWARI c/o. AUFELP
173, bd St-Germain, 75272 Paris Cedex 06, France.
Tel. 222-96-38

AMBASSADE DU GABON PARIS recherche
PROFESSEURS
ADJOINTS - AUXILIAIRES - TITULAIRES
d'éducation physique et sportive ainsi que des
ENTRAÎNEURS FÉDÉRAUX
3^e degré, toutes disciplines pour servir au Gabon. Personnes intéressées par cette communication, prière faire parvenir candidatures au Service Culturel, AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris, tél. 525-54-41 ou informations complémentaires leur seront données pour consultation dossiers, mise en route rapide. Curriculum vitae et spécialité enseignée souhaités dans réponse.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



IMPTE SOCIÉTÉ
RÉGION CENTRE
recherche
INGÉNIEUR
CONFIRMÉ
pour assurer la responsabilité de son service technique. Plusieurs années d'expérience industrielle.

CE POSTE EXIGE :
- Une solide pratique en matière de gestion industrielle, programme de production, stocks, etc.
- Une très grande maîtrise des relations humaines en contexte industriel.
- Connaissance de l'anglais très souhaitable.
Logement agréable assuré.
Adr. C.V., photo et prétentions, à M. L. LEBLANC, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, 75001.
Ecr. HAVAS MARSEILLE 47820

IMPTE SOCIÉTÉ T.P. cherche
INGÉNIEUR
CONDUCTEUR DE TRAVAUX
confirmé, direction chantier travaux souterrains. Libre de toute autre activité. Ecr. HAVAS MARSEILLE 47820

IMPORTANT GROUPE
FRANCAISE recherche
pour sa DIRECTION GÉNÉRALE (SOMME)
UN RESPONSABLE
POUR SON SERVICE COMPTABLE
Ce poste de haut niveau exige une formation supérieure et une expérience réussie de plusieurs années de responsable dans les domaines Comptable, Financier, Fiscal et Informatique. Age souhaité : 35 ans minimum.
Ecr. av. C.V., photo, prétent., à n° 22.263, CONTEXTE PUBLICTE, 30, av. de la République, PARIS (10).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
SPECIALISÉE
DANS LE LEVAGE
ET LEVAGE-MONTAGE
recherche d'urgence
pour son S.E. de TOULOUSE
UN JEUNE INGÉNIEUR
25 ans environ, Grandes Ecoles, spécialisé en constructions métalliques, min. 5 ans d'expér. Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 6.261, HAVAS, 3102 TOULOUSE, qui transmettra.

Bureau d'étude recherche
INGÉNIEUR
diplômé d'une grande école + C.H.E.B.A.P. ou C.H.E.M., ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans en anglais.
OUVRAGES D'ART
Cet ingénieur, libre sous peu, travaillera près de Montpellier et sera disponible pour effectuer des déplacements à l'étranger. (Anglais nécessaire). Veuillez adresser (joindre C.V. et dernière rémunération annuelle) sous réf. 82/102, à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indication fautive ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce fautive se glisse dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Écoles
75009 PARIS

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ STRASBOURGEOISE - NOTRE EXPANSION COMMENCÉE DEPUIS QUELQUES ANNÉES SE POURSUIT ET NOUS PRÉVOYONS UN RECRUTEMENT

1. POUR NOTRE DÉPARTEMENT LOGICIEL DE LA FONCTION ÉTUDE ET RECHERCHE

DES INGÉNIEURS INFORMATIQUES

niveau maîtrise en informatique ou école d'ingénieurs avec spécialité d'informatique. Les candidats seront pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs dans le cadre des études et de l'élaboration de la maintenance de ces systèmes informatiques. Les exigences des postes à pourvoir nous imposent d'exiger des candidats possédant une expérience confirmée sur mini-ordinateurs en temps réel.

2. POUR NOTRE DÉPARTEMENT ÉTUDES SYSTÈMES DE LA FONCTION ÉTUDE ET RECHERCHE

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

formation d'ingénieur électronicien. Expériences confirmées de 2 à 3 ans sur des projets utilisant les nouvelles technologies (logique et analogique). Connaissance de la micro-informatique. Différents postes sont offerts, pouvant avoir l'étude de nouveaux systèmes de communication téléphonique ou l'étude d'application des nouveaux composants ou l'analyse et la surveillance de la qualité des produits livrés ainsi que du processus de fabrication. Ces divers postes sont à pourvoir soit à Strasbourg soit à Paris. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. Envoyer curricula vitae avec photo et prétentions sous n° 539 à HAVAS STRASBOURG, qui transmettra.

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

BOURGES (18)

INGÉNIEUR SYSTÈME

Pour Centre de Traitement de l'Informatique de Gestion doté d'un ordinateur IBM 370/135 travaillant sous DOS/VS avec POWER et CICS. Cet ingénieur diplômé de Grande École devra posséder :
- Une solide formation informatique ;
- Le goût des contacts humains ;
- Une bonne connaissance de la langue anglaise.
Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à M. le Directeur de l'E.P.A.B., 4, rue de Guerry, B.P. 705 et 713, 18015 Bourges Ced.

DIPIONT GROUPE INTERNATIONAL

DIRECTEUR RÉGIONAL

POUR LE SUD DE LA FRANCE
● Commercial dynamique avec bonnes notions techniques ;
● L'expérience de la vente des produits métallurgiques à une clientèle industrielle sera appréciée ;
● Connaissance de la langue allemande souhaitable ;
● Âge de 30 ans minimum ;
● Excellent négociateur capable de gérer dans une large autonomie le marché qui lui est confié ;
● Contrat à durée indéterminée ;
● Disponible pour fréquents déplacements.
Statut cadre - Volonté de fonction
Rémunération élevée
Env. C.V., photo et prétentions, sous n° T 075.315 M à REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

Importante Société à Établissements multiples
Constructeur véhicules industriels Poids Lourds
Région DOUAI
crée le poste :
RESPONSABLE D'ÉTABLISSEMENT
(petite unité)

a) Expérience direction d'une entreprise moyenne.
b) Excellente formation technique en fabrication mécanique. Connaissance en hydraulique et usinage précis.
Ce poste implique la supervision de la :
- conception,
- fabrication,
- vente des produits,
- budget.
Ecrire n° 75.797 M REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BOULOGNE-SUR-MER

JEUNE INGÉNIEUR

ÉLECTRONIQUE

POUR BUREAU MÉTHODES

Ecrire avec C.V. et prétentions s/nr. 5470 à : P. LICHAU S.A. 10, rue de Lorraine, 59093 Paris Cedex 02, qui transmettra.

JOHN WILKINSON
CLAIRE WILKINSON
LAMES WILKINSON
RICHARD WILKINSON
DON WILKINSON

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

Une « bavure » antisyndicale

Ce pouvait être une nouvelle « affaire Furnon » : ce ne sera qu'un épisode local, traduisant la mentalité anticorporatiste d'un directeur de banque, dévoué par sa direction générale. Mais les faits méritent d'être rapportés.

En juin dernier, dans une « note confidentielle », dont on vient d'avoir connaissance, le directeur de la succursale de la B.N.P. à Toulon, écrit à sa direction régionale de Marseille pour lui signaler une certaine détérioration du climat et de l'esprit d'un groupe. Il précise : « Une nouvelle manifestation de cet état de fait est l'adhésion de l'ensemble des chefs des bureaux (de Toulon) — sauf l'un d'entre eux — à la C.F.D.T. » Il ajoute : « Si l'appartenance individuelle à telle ou telle organisation syndicale est une chose, l'adhésion groupée en est une autre, surtout émanant de gradés investis de fonctions de responsabilité et d'autorité ».

Après avoir, d'autre part, réclamé une augmentation des effectifs — satisfaction lui a été donnée sur ce point — ce directeur conclut : « Il convient donc de réfléchir aux mesures à prendre, permettant de faire face à la situation, qui, tout en étant assez souple, ne donne pas à penser que l'on capitule devant

une telle sorte de fronde. Sous cet angle, nous sommes amenés à réétudier les nouvelles allocations de responsables que nous avions prévues, en envisageant éventuellement certaines mutations hors du groupe ».

Entre la date de cette « note confidentielle » et son départ en vacances, le directeur de la succursale de Toulon a été « rapatrié à l'ordre », c'est-à-dire au respect des droits syndicaux, par la direction générale de la B.N.P. à Paris. Aujourd'hui, on fait remarquer, à cette même direction générale, que, s'il y a parfois des conflits à la B.N.P. comme ailleurs, « les droits syndicaux » sont normalement exercés et que « jamais quelqu'un n'a été sanctionné, d'une manière ou d'une autre, en raison de son appartenance syndicale ». On juge que la note du directeur de Toulon était « pour le moins maladroite et inexacte », puisqu'elle donnait « une image faussée de l'état général de cette entreprise ».

On conclut avec malice, à la direction de Paris, qu'il n'est pas question, à la B.N.P. de « hazabroucker » (1) les gens...

(1) Allusion à l'affaire Occaldi, ce juge d'instruction, membre du Syndicat de la magistrature, un moment menacé d'être muté de Marseille à Hazabrouck.

(Suite de la première page.)

Les autres divergences au sein de l'union de la gauche politique portent sur l'étendue des mesures sociales et des nationalisations. Bien sûr, cela a une importance réelle pour les travailleurs comme pour la situation économique du pays. Mais quelles que soient les propositions qui seront finalement retenues, elles ne pourront suffire à résoudre les énormes problèmes qui seront posés à la gauche si elle arrive au pouvoir. On ne sortira pas de la crise en se limitant à un certain nombre de nationalisations et à des mesures sociales. On ne sortira de la crise qu'en changeant le type de développement et cela a des conséquences concrètes qui ne sont pas toutes positives pour tout le monde. Et là, il est nécessaire que les partis de gauche annoncent plus franchement la couleur.

Je voudrais prendre trois exemples de sujets essentiels sur lesquels la gauche ne s'exprime pas. Si l'on veut augmenter massivement le SMIC, les prestations familiales et de vieillesse...

Ce que vous-même demandez dans votre plate-forme revendicative ? Ce que nous demandons effectivement. Mais si l'on veut augmenter massivement le SMIC, il ne suffit pas de financer ces mesures d'imposer le capital et les grosses fortunes. La redistribution doit être plus large. Il faut opérer des pontons très importants sur les revenus élevés et freiner l'évolution des revenus moyens.

Le parti communiste ne répond-il pas à votre souci quand il propose d'arrêter à une hiérarchie des salaires de 1 à 5 ?

Dans les positions actuelles du parti communiste, les salaires

élevés (au-delà du rapport de 1 à 5) continuent à voir leur pouvoir d'achat maintenu grâce au système d'échelle mobile, ce qui renvoie la réalisation effective de cet éventail des salaires à très loin.

Donc, si l'on n'opère pas une ponction importante sur les hauts revenus, il y aura inflation et annulation des progrès réalisés pour les plus modestes. Le fait que les partis de gauche ne parlent pas clairement de cet aspect des choses ne nous paraît pas de bonne politique. D'une part, les amis, les familles, les personnes âgées craignent que les promesses faites actuellement ne soient pas tenues puisqu'on n'indique pas le moyen de réaliser sans inflation. D'autre part, les salaires de revenus plus élevés sont une source de déstabilisation de la vie sociale.

Deuxième exemple : le retour au plein emploi. Il y a non seulement plus d'un million de chômeurs mais aussi un ou deux millions de femmes qui voudraient travailler et ne le peuvent pas dans les conditions actuelles d'une société faite pour les hommes. A notre avis, pas de solution réelle à ce problème sans réduction massive de la durée du travail. Cela a beaucoup de conséquences sociales, économiques, culturelles...

Et c'est parfaitement inflationniste aux salaires acceptant simultanément

une réduction de leurs salaires, ce qu'ils ont toujours refusé. La non-compensation totale sur le plan des salaires d'une réduction massive de la durée du travail, sur la durée de la semaine, est une question dont le mouvement syndical devrait accepter de discuter, dans la mesure où réellement on créerait les millions d'emplois nécessaires. Au total, le grand débat sur l'emploi n'est pas lancé totalement et cela fait peser des doutes sur la réalité des changements importants et rapides que la gauche peut opérer en la matière.

Troisième exemple : changer le type de développement. Cela suppose que l'on donne des pouvoirs d'intervention réels aux salariés sur leurs conditions de travail, sur la qualité et la durée de vie des produits qu'ils fabriquent ; cela implique aussi que l'on aille dans le sens de l'extension des pouvoirs des citoyens dans leur ville. Si l'on est prêt à s'engager dans cette voie, les rapports de pouvoir, c'est-à-dire la situation concrète du personnel d'encadrement comme des notables locaux, se trouveront profondément modifiés. Il est grand temps, la aussi, pour la gauche de parler clair. Car, dans une démocratie, un changement concret du mode de vie qui touche les revenus, le temps de travail, le pouvoir, ne peut être accepté que s'il existe bien un projet commun, clair, expliqué, discuté par tous, et une conscience populaire mobilisée pour le faire aboutir. Si l'impulsion d'en haut peut permettre parfois de faire plus, seul l'élan d'en bas peut permettre de faire mieux et autrement.

la conviction — et c'est pour cela que nous avons établi notre plate-forme de revendications et d'objectifs — que si le mouvement syndical, et notamment la C.F.D.T., ne développe pas une mobilisation très vigoureuse au fil des mois à venir, effectivement nous risquons, demain, d'avoir des déstabilisations.

L'importance du mouvement syndical et la nécessité de son action dans l'union des forces populaires ont rarement été aussi grandes. — Mais, adoptez comme vous le faites une attitude critique à l'égard des partis de gauche, n'est-ce pas, à des mois des élections législatives, prendre le risque de faire le jeu de la majorité au pouvoir ?

Dire franchement ce que l'on pense, dire la vérité, tout ça, c'est une attitude que des hommes politiques ont su prendre dans le passé ; je pense au socialisme, au socialisme français, par exemple. On a vu qu'une telle attitude avait une efficacité certaine, qu'il en résultait une confiance, une mobilisation, un enthousiasme même, qui soutenaient ceux qui avaient le courage d'expliquer l'ensemble des moyens politiques qu'ils allaient entreprendre. Si la gauche prend cette voie, elle se renforcera encore.

Bien sûr la droite tente actuellement d'exploiter les controverses de l'été entre les partis de gauche. Mais c'est surtout parce que sa politique a été rarement autant dans l'impasse qu'aujourd'hui. Le mouvement publicitaire chahuté sur l'emploi des jeunes auquel se livre actuellement le gouvernement ne doit pas faire illusion : les mesures qu'il propose sont en carton-pâte, car elles ne reposent sur aucune réforme structurelle et sur aucune reprise économique. Le « pacte national » entre le patronat et le gouvernement destiné à provoquer des embauches précoces et artificielles au cours des mois à venir ne donnera l'illusion qu'aux gogos et pour peu de temps. La conséquence, une gauche qui, au-delà de la dénonciation du vide des mesures gouvernementales, serait décidée à prendre à bras le corps l'ensemble des difficultés problèmes posés par la crise se trouverait dans une excellente situation.

L'importance même que vous accordez aux problèmes politiques signifie-t-il qu'ils vont dominer l'actualité sociale des prochains mois ?

Nous voulons exactement l'inverse, insister la dynamique sociale au débat politique. Il nous reste syndicalement six mois avant les élections. Faut-il que de se laisser glisser insensiblement dans une atmosphère pré-électorale, avec du même coup, chez les travailleurs, le sentiment d'une sorte d'impasse à intervenir dans le jeu politique, nous est, dès le début de septembre, de développer le débat et l'action dans les entreprises et dans les branches professionnelles sur les thèmes de notre plate-forme. Nous croyons que l'action pour les salaires dans la perspective d'un réajustement de l'éventuel hiérarchique et l'action pour la création d'emplois sont tout à fait essentielles dans les mois à venir. Il faut, en quelque sorte, que l'action syndicale obtienne des résultats dont on sait bien qu'ils seront limités mais qui aillent dans le sens des changements importants que nous voulons voir réaliser si la gauche arrive au pouvoir.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT.

Un entretien avec M. Edmond Maire

Un mutisme inquiétant

La gauche n'a pas d'autre raison d'être que d'exprimer cette conscience populaire, d'en élever le niveau et de développer la lutte pour le bien-être de tous. Les choses. Le mutisme des partis du programme commun, sur ces problèmes centraux de demain, et, plus que cela, le silence de ceux qui ont déjà certains hommes politiques commencent à exprimer des craintes sur les luttes sociales qui pourraient se produire, une fois la gauche au pouvoir, ont de quoi inquiéter. C'est pourquoi il est urgent d'engager un débat au sein de la gauche sur les sujets que nous venons d'évoquer.

Sur un des points que vous venez d'évoquer, l'extension des pouvoirs à donner aux travailleurs et aux citoyens, les partis de gauche semblent s'être rapprochés de vos thèses.

L'autogestion et la vie interne des partis de gauche

La crédibilité de l'orientation autogestionnaire repose en bonne partie sur le mode de fonctionnement des organisations qui s'engagent dans ce point de vue. Il y aurait beaucoup à dire sur les trois parties de l'union de la gauche. Peut-on être pour le centralisme démocratique et se réclamer de l'autogestion ? Peut-on avoir un parti dont le fonctionnement apparaît de type présidentialiste et réellement préparer les conditions de l'autogestion ? Peut-on, pour le troisième parti de l'alliance, centrer tout son comportement sur les élections législatives et négliger les luttes sociales, tout en acceptant l'autogestion ?

L'évolution du fonctionnement et de la vie interne des partis qui se réclament de l'autogestion est importante à suivre, car c'est à cette évolution que nous jugerons si oui ou non les

forces de gauche se donnent les moyens d'aller, demain, dans le sens de ce qu'elles proclament aujourd'hui.

Vous parlez de la classe politique, y compris de gauche, à une conception de l'Etat abstrait, dominée par le pouvoir au peuple, qui ne peut que susciter les réserves de syndicalistes autogestionnaires. Pour parler en image, peut-il y avoir des relations élitaires entre ce que l'on appelle aujourd'hui un « homme d'Etat » et une femme du peuple ?

Seule une nouvelle conception de la politique peut rendre l'Etat au peuple.

Vous parlez de la classe politique, y compris de gauche, à une conception de l'Etat abstrait, dominée par le pouvoir au peuple, qui ne peut que susciter les réserves de syndicalistes autogestionnaires. Pour parler en image, peut-il y avoir des relations élitaires entre ce que l'on appelle aujourd'hui un « homme d'Etat » et une femme du peuple ?

Ne confondons pas lucidité et désillusion. Mais nous avons

ACTION SOCIALE

LES BONS ET INDEMNITÉS DE TRANSPORT POUR LES CHOMEURS

Un arrêté du ministre du travail, publié au Journal officiel du 10 août, précise les conditions dans lesquelles sont attribués aux demandeurs d'emploi un bon de transport gratuit et une indemnité pour recherche d'emploi. Le bon de transport gratuit est délivré aux demandeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) lorsque le déplacement à effectuer pour répondre aux convocations de l'ANPE excède 10 kilomètres.

Lorsque le déplacement a lieu en dehors d'une agglomération et qu'il ne peut être délivré de bon de transport, en l'absence d'une convention entre l'ANPE et un transporteur, l'indemnité pour recherche d'emploi est attribuée selon le barème forfaitaire suivant : 20 à 50 km, montant d'une heure de SMIC (actuellement 9,50 F) ; 50 à 100 km, montant de 2 h 30 de SMIC ; 100 à 200 km, montant de 5 heures de SMIC.

D'autre part, lorsque le travail proposé est situé à une distance minimum de 100 km, l'indemnité pour recherche d'emploi comprend le prix du voyage, calculé sur la base du tarif S.N.C.F. de 2^e classe, et une indemnité pour distances aller-retour de 100 à 300 km.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES TEXTILES ET DES CUIRS S.N.C.O.T.E.C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 01/77

La Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N.C.O.T.E.C.) lance un appel d'offres international pour la fourniture de 19.530 tonnes de filés textiles, pour utilisation en tissage, comprenant :

- 700 tonnes Nylon 100 % Tarif douanier 51 01
- 15 » Polyamide moussé »
- 520 » Polyester »
- 315 » Polypropylène »
- 15 » Acrylique continu »
- 115 » Coton peigné Tarif douanier 55 05
- 4.600 » Coton cardé »
- 170 » Coton et mélange »
- 4.500 » Coton régénéré »
- 4.000 » Fibranne Tarif douanier 56 05
- 230 » Acrylique »
- 150 » Polyester discontinu »
- 4.200 » Polyester et mélange »

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer ou demander le cahier des charges à la

S.N.C.O.T.E.C. Direction des Approvisionnements Département Technico-Commercial

3 boulevard Amir-Cabral (ex-Anatole-France) - ALGER

Télé. 52.072 - Tél. 62.57 63 à 67 - ALGER

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double enveloppe, faisant apparaître sur le pli intérieur, de manière apparente, la mention « Appel d'Offres International N° 01/77 - Tissage - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de la réception des offres est fixée au 30 septembre 1977, à 24 heures, le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 45 jours.

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive droite

DEVENEZ INVESTISSEUR

avec 50.000 F (PEL POSSIBLE)

SOYEZ SÉRIEUX ET RISQUEZ

Placez vos argent

est un acte sérieux

Sélection de programmes

d'investissement DANS PARIS

— Haute rentabilité immédiate

— Accroissement du capital

— Fiscalité avantageuse

— Location et gestion assurées

Pour une étude personnalisée

GRUPPE VIDAL — 265-25-26

15, rue de la Paix - PARIS

Ouvrez tous les jours sur R.V.

17^e arr. BOIS DE BOULOGNE

Part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

GARE DE LYON

Part. état, splend. app., 50 m²

salon, 3 ch., s. eau + s. bain,

wc, vaste hall, cuis. équip.,

park., asc., 450.000 F. 32-45-41

VINCENNES Part. état, balcon,

vitrail, 2 ch., s. eau, cuis. équip.,

park., asc., 450.000 F. 32-45-41

PLAGE DES ETATS-UNIS

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

PARIS Rive gauche

PORT-ROYAL, Bel imm., 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

Province

HYERES-LES-PALMIERS (Var)

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

ST-CERQUE

Bel immeuble part. 100 m²

part. 100 m², 100 m², 100 m²

3 s. bains, boiseries, cuis. équip.

Tél. 8 à 12 : 32-45-41

20 à 30 : 32-45-41

fonds de commerce

A VENDRE

ANCIENNE MAISON DE COMMERCE DE

LA BRANCHE CEAUDOFF (S.A.)

située en SUISSE ROMANDE

avec chiffre d'affaires croissant

ARTICLES DE QUALITE - EXCLUSIVITES

Rayon de vente : Toute la Suisse

Direction et représentants dynamiques

S'adresser sous chiffre A 18-115-302

PUBLICITAS CH-1211 GENEVE 3.

Vente cause santé CAFE-BAR,

centre ville FOURMIES, 100 m²

10-50-40-10-20. Prix 300.000 F.

avec 150.000 F pour traiter.

Gros rapport (prix Brasseur).

Immobilière

(information)

Vous êtes intéressés en FRANCE

Gratuitement notre délégué

est à votre disposition pour

accéder à la propriété.

SADEC

BORDEAUX, Tél. 130 41-11-03.

LOCATIONS SAISON AGENCE

OFFICE DES LOISIRS

1, rue Pierre-Brossolette,

Paris, 10^e arr., 10^e arr., 10^e arr.

PR ACHETER MIEUX, VITE

ET BIEN, LES GUIDES D'OR,

31, r. Anna-Jacquelin, 92100 Bou-

logne-La-Seine. Tél. 402 07-52.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec
environnement protégé
APPARTEMENTS
DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
C'est 60% sur 20 ans intérêt 6%
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 026/31039 et 32206

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 698
ECOLE PREPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1973
soumise au contrôle pédagogique
de l'Etat
4, rue des Petites-Champs,
75008 PARIS - CEDEX 02

JOAILLIER
ORFÈVRE
HORLOGER
LOISEAU AYCARDI
5 rue de la Harpe - PARIS 5^e
01 46 33 55 55

(PUBLICITE)

Vous êtes titulaire :

- d'un DEUG, d'un DUT, d'une licence;
- d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise.

Vous souhaitez :

- accéder rapidement à votre vie professionnelle, mais participer à un réel enseignement supérieur de Gestion,

Une solution :

L'Enseignement Alterné

demandez une information à « l'Association pour l'Enseignement Alterné » sous l'égide du Groupe I.S.G.

I.S.G. - 8, rue de Lota, 75116 Paris

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

DIRECTION DES PROJETS -

PROJET RÉSEAU DE DISTRIBUTION

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Chimiques (SNIC) lance ce présent avis d'appel en vue de la réalisation d'un réseau de distribution pour la commercialisation de ses produits à travers le territoire algérien.

L'offre doit comprendre l'étude et la réalisation de :

- 6 Centres de distribution
- 5 Dépôts de vente
- 10 Points de vente

Les dossiers de soumissions peuvent être retirés à l'adresse suivante : S.N.I.C. DP - Projet : Réseau de Distribution, 29, rue Didache Mourad - ALGER.

Les offres doivent parvenir sous double pli cacheté et portant la mention « Confidential - Appel d'Offres Réseau de Distribution » au plus tard trente (30) jours après la date de publication du présent avis, à notre adresse sus-indiquée.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES TEXTILES ET DES CUIRS

S.N.C.O.T.E.C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 02/77

La Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N.C.O.T.E.C.) lance un appel d'offres international pour la fourniture de 22.200 tonnes de fils textiles, pour utilisation en bonneterie, comprenant :

- 5.900 tonnes Nylon 100 % Tarif douanier 51 01
- 1.300 » Polyamide »
- 7.200 » Polyester »
- 2.000 » Coton Tarif douanier 55 05
- 70 » Coton et mélange »
- 30 » Coton perlé et mercisé »
- 4.800 » Acrylique Tarif douanier 56 05
- 220 » Acrylique mélange »
- 260 » Filature 100 % »
- 40 » Filature et mélange »
- 80 » Polyester et mélange »
- 300 » Divers »

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer ou demander le cahier des charges à la

S.N.C.O.T.E.C.

Direction des Approvisionnements

Département Technico-Commercial

3 boulevard Amilcar-Cabrol (ex-Anatole-France) - ALGER

Tél. 52.072 - Tél. 62.57.63 à 67 - ALGER

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double enveloppe, faisant apparaître sur le pli intérieur, de manière apparente, la mention « Appel d'Offres International n° 02/77 - Bonneterie - A NE PAS OUVRIER ».

La date limite de la réception des offres est fixée au 30 septembre 1977, à 24 heures, le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 45 jours.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LE GROUPE CHIMIQUE ALLEMAND BASF DÉCIDE DE DÉVELOPPER SES ACTIVITÉS AU BRÉSIL

Après Rhône-Poulenc (le Monde du 31 juillet), le groupe chimique allemand BASF se dispose à son tour à étendre et à diversifier ses activités au Brésil. Son effort portera dans un premier temps sur les colorants destinés à la teinture des fibres chimiques (polyester, cellulose, polyacrylonitrile) et les produits phytosanitaires (protection des cultures contre le parasitisme).

Deux unités de production vont être construites cette fin d'année à Guaratingueta, ville située à 200 kilomètres au nord-est de São-Paulo. L'autre sera installée à Salvador, capitale de l'État de Bahia, où le groupe allemand vient de créer une nouvelle filiale, la BASF Química de Bahia.

Ultérieurement, la BASF projette de construire à Salvador une troisième unité, qui fabriquerait des produits destinés à la pharmacie humaine et vétérinaire, l'industrie des détergents et les résines époxydes. Ces diverses installations représenteront un investissement de 55 millions de dollars (375 millions de francs environ).

Commentant l'enquête patronale, M. Paolo Savona, directeur général de la Confindustria, a estimé : « Les perspectives économiques ne sont pas noires » ; mais il a fait part de ses préoccupations quant à la conjoncture. La production, qui n'aurait augmenté que de 1,4 % en 1977 contre 2,9 % en 1976, progresserait de 4,1 % en 1978, ce qui devrait permettre d'arrêter la dégradation de l'emploi.

Commentant l'enquête patronale, M. Paolo Savona, directeur général de la Confindustria, a estimé : « Les perspectives économiques ne sont pas noires » ; mais il a fait part de ses préoccupations quant à la conjoncture. La production, qui n'aurait augmenté que de 1,4 % en 1977 contre 2,9 % en 1976, progresserait de 4,1 % en 1978, ce qui devrait permettre d'arrêter la dégradation de l'emploi.

A L'ÉTRANGER

SELON LE PATRONAT

La croissance italienne serait de 4,1 % en 1978

De notre correspondant

L'automne sera difficile aussi pour les entreprises à participation d'État, qui subissent une crise financière sans précédent, à l'exception de l'Office national des hydrocarbures (ENI). L'ENI (Office de gestion des entreprises minières) ayant été dissous le 30 juillet dernier, il faudra trouver une solution permettant le reclassement des trente-quatre mille salariés et la répartition des différentes entreprises de l'Office. L'ENI, qui emploie quatre cent soixante-dix mille personnes, accuse, quant à lui, un endettement à court terme de 1.600 milliards de lires, et selon son président, M. Petrilli, doit trouver 1.000 milliards de lires pour financer son action en 1978.

Les points noirs : sidérurgie et chimie

Le ministre des participations d'État, M. Bisaglia, a promis qu'il ferait tout son possible pour colmater les brèches. Le déficit total des entreprises à participation d'État est de l'ordre de 22.000 milliards de lires.

Syndicats et partis de gauche affirment que, pour assainir le secteur public ou semi-public, une programmation rigoureuse est indispensable, ainsi qu'une restructuration générale permettant notamment un équilibre géographique de l'industrie. « Peut-on résoudre la crise sans fermer certains établissements ou sans réduire le personnel ? », se demande le Corriere della Sera.

Le gouvernement n'a pas encore arrêté de plan d'ensemble précis. On lui prête l'intention d'intervenir tout particulièrement dans les deux secteurs les plus mal en point : la sidérurgie et la chimie. Alors que la presse italienne annonce « l'incubation d'une banqueroute » dans le secteur public, le patronat attend avec appréhension la rentrée. Il ne peut pas, en tout cas, imaginer que le gouvernement se tourne vers les banques pour organiser le sauvetage de certaines entreprises. Mais les banquiers risquent de se faire tirer l'oreille avant de répondre favorablement à ces sollicitations.

Des interventions étrangères pourraient cependant contribuer, sur un plan plus général, à une relance des investissements. Après son voyage aux États-Unis, le président du conseil, M. Andreotti, espère des investissements privés américains. En outre l'Italie pourrait aussi compter sur des pétrodollars à la suite d'accords du genre de celui qui fut passé l'an dernier entre Fiat et la Libye.

À moyen terme, le patronat apparaît optimiste. Il mise sur les premiers signes de la reprise et sur certains atouts de la péninsule. Le climat social n'est pas mauvais ; durant le premier semestre de 1977, les heures de grève ont pratiquement diminué de moitié par rapport à la même période de 1976 (51 millions contre 105 millions) ; l'absentéisme reste à un niveau relativement bas. Certaines usines ont même de nouveaux recours aux heures supplémentaires.

La relance est surtout visible dans les petites et moyennes entreprises, qui constituent une grande partie du tissu industriel de l'Italie. Ces firmes ont bénéficié de la dépréciation de la lire et d'une meilleure productivité. Elles sont aussi aidées par le patronat et les syndicats. Enfin, si la crise est très préjudiciable dans les grandes entreprises, les petits groupes se portent bien, comme Fiat et Pirelli.

(Interim.)

AGRICULTURE

LE « VÉRITABLE CHAMPAGNE DE POIRE »

(De notre correspondant.)

Londres. — Peut-on fabriquer du champagne avec des poires ou des pommes ? Oui, répond la cour d'appel de Londres. Mais s'il n'a pas encore perdu la guerre, le Comité interprofessionnel du vin de Champagne vient donc de perdre une bataille importante devant les tribunaux britanniques. Il y a deux ans, la haute cour de Londres avait décidé que les producteurs de boissons pétillantes à base de poires ou de pommes n'avaient pas le droit d'utiliser l'appellation « champagne » sur leur étiquette. La décision visait avant tout les fabricants de « Babychamp » qui était présenté comme un véritable champagne de poires. Dans tous les pubs de Grande-Bretagne, cette boisson est devenue durant les dix dernières années la consommation favorite des femmes désireuses de mettre en évidence leur goût aristocratique sans que leur portemonnaie en soit trop affecté.

À l'heure actuelle, cent quarante-quatre millions de bouteilles de « Babychamp » sont vendues tous les ans. Les mêmes producteurs offrent tous un « champagne de poires », tandis qu'une autre firme propose une boisson non moins populaire portant l'étiquette de « pomagne ».

Après vingt-quatre jours de débat, la cour d'appel vient de renverser le jugement de 1975. Elle s'estime qu'un consommateur britannique ne saurait confondre un champagne de poires avec les produits issus des caves d'Alsace. C'est assurément une constatation flatteuse pour la clientèle des pubs, dont les connaissances oenologiques sont pourtant assez limitées. Le fait est qu'un témoin n'est venu affirmer devant le tribunal qu'il attend de se voir servir une cuvée spéciale d'un grand cru de Champagne lorsqu'il commande un champagne de poires ou de pommes.

Les représentants des producteurs du vrai champagne ont fait savoir qu'ils pourraient se contenter de la victoire devant la Chambre des lords ou la Cour européenne de justice. En attendant, il convient de noter que l'un ou moins des membres de la cour d'appel a exprimé son désaccord parce que, selon lui, on ne saurait parler d'un véritable champagne de poires.

JEAN WETZ.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

■ En Allemagne fédérale, le chômage de longue durée — une année et plus — a augmenté de 6,9 % entre mai 1976 et mai 1977. Sur les 945.500 chômeurs recensés en mai dernier, 171.300 (18,1 %) avaient perdu leur emploi depuis plus d'un an, contre 180.400 (18,6 %) un an avant. Le nombre des salariés sans travail depuis deux ans et plus a pratiquement doublé en un an, passant de 58.700 personnes. En mai 1977, 781.200 chômeurs chassaient un emploi à plein temps et 184.800 un travail à mi-temps. Enfin, 432.300 chômeurs disposaient d'une formation professionnelle complète, tandis que 514.200 autres n'avaient aucune formation. — (A.F.P.)

Énergie

■ ESSO-REP entreprend depuis quelques jours un nouveau forage pétrolier dans le golfe de Casagone en association avec la S.N.E.A. (45 %). La plate-forme Penrod 70 a commencé le forage d'un puits dénommé Céphée qui se trouve à 27 kilomètres au large du Cap-Ferré. Il s'agit d'un puits simple sous une profondeur d'eau de 80 mètres, qui devrait atteindre 2.800 mètres de profondeur et qui sera foré en moins de deux mois. — (Corresp.)

Commerce extérieur

■ Importations frauduleuses de textiles en France. Deux cent soixante-six opérations frauduleuses d'importations en France de produits textiles ont été constatées entre le 1^{er} octobre 1976 et le 1^{er} avril 1977. La valeur des marchandises atteignait 22,5 millions de francs, indique le premier ministre dans une réponse à une question écrite d'un parlementaire, M. Hoffler, député (R.P.R.) des Vosges. Le premier ministre précise que des procédures contentieuses sont en cours ; déjà des sanctions pénales de 300.000 F ont été infligées par le service des douanes.

COURSE DE PARIS

12 AOUT

مكتبة الامن والاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. PROCHE-ORIENT
4. AMERIQUES
5. AFRIQUE
6. ASIE
7. POLITIQUE
8. D'UNE REGION A L'AUTRE
9. EDUCATION
10. RELIGION
11. LE MONDE DE L'ETÉ
12. FAMILIARITE

LE MONDE DE LA MEDICINE

- Page 9
- Accueillir les personnes âgées.
10. L'ACTUALITE SCIENTIFIQUE
 11. JUSTICE
 12. SOCIÉTÉ
 13. SPORTS
 14. ARTS ET SPECTACLES
 15. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (12)

Annuaire classé (15 à 17) :
Aujourd'hui (10) ; Carnet (12) ;
Météorologie (10) ; Mots croisés
(10) ; Bourse (10).

L'ACCORD SUR « LE PARISIEN LIBÉRÉ »

C'est ce mardi 16 août à 17 heures que devaient se réunir à nouveau les représentants du Livre C.G.T. Si aucune difficulté ne survient en dernière minute, l'accord mis au point dans la nuit du 11 au 12 août (le Monde du 13 août) pourra recevoir l'aval du ministre du Travail. Ainsi, le conflit du Parisien Libéré, le plus long qu'ait connu la presse parisienne, pourra être définitivement réglé.

Les suites de l'affaire du Trident

TROIS MILLE TECHNICIENS DE LA BRITISH AIRWAYS MENACENT DE FAIRE GRÈVE

La British Airways risque d'être affectée par une grève de ses trois mille techniciens qui travaillent à l'aéroport de Londres-Heathrow. Ceux-ci, par l'intermédiaire de leur syndicat, menacent de cesser le travail si l'un des deux, qui a été licencié, n'est pas réintégré. La compagnie aérienne britannique reproche à cet employé, qui est aussi délégué d'atelier, d'avoir critiqué dans une interview non autorisée les mesures de sécurité prises pour pallier les faiblesses de structure de certains appareils Trident.

NOUVELLE AVANCE DU DOLLAR

Le dollar a poursuivi, mardi matin 16 août, sa progression sur presque toutes les places financières internationales, favorisée en cela par la perspective d'un prochain relèvement de 0,25 % des taux bancaires américains actuellement fixés à 8,75 %.

Le numéro du « Monde » daté 16 août 1977 a été tiré à 419 912 exemplaires.

APRÈS QUATRE ANS D'INTERRUPTION

L'extraction de l'uranium va reprendre en Australie

Canberra (Reuter). — Le gouvernement australien a autorisé lundi 15 août, la reprise de l'extraction et de l'exportation du minerai d'uranium. L'exploitation des vastes gisements australiens avait été gelée par l'administration précédente, travailliste, il y a quatre ans.

A BONN

Le ministre allemand de la recherche scientifique est opposé à un moratoire nucléaire

M. Hans Matthöfer, ministre de la recherche scientifique de la République fédérale d'Allemagne, vient de répéter dans une interview publiée dans Der Spiegel, le 15 août, que le fédéralisme allemand allait probablement « se terminer par une décision qui consisterait à retarder la construction de centrales nucléaires jusqu'à l'obtention d'une autorisation de construction d'une usine de retraitement.

NOUVELLES BRÈVES

● Les États-Unis et les Comores ont décidé d'établir des relations diplomatiques, a annoncé lundi 15 août le département d'État américain. — (A.F.P.)

● Le litige frontalier entre le Tchad et la Libye. — Le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a quitté Libreville lundi 15 août, après s'être entretenu avec le président gabonais M. Bongo. D'autre part, M. Bongo a reçu un message du colonel Kadafi des mains de M. Shaban, vice-ministre libyen des affaires étrangères. — (Reuter.)

● A l'occasion des fêtes du Ramadan, le ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, a ordonné, dimanche 14 août, la libération de cent Cisjordaniens détenus dans les prisons israéliennes pour « atteinte à la sécurité de l'État ». Le gouverneur militaire de Gaza a pour sa part gracié trente-six Arabes détenus dans la prison de cette ville. Certains d'entre eux étaient incarcérés depuis 1969 pour délits affectant la sécurité d'Israël.

● En Yougoslavie, quatre prisonniers ont été tués le samedi 13 août après un incident entre autrichiens et détenus dans le quartier des condamnés pour meurtres du pénitencier de Pozarevac. — (A.F.P.)

● Le groupe pharmaceutique britannique Beecham vient d'acquiescer à la participation de 30 % dans le capital des laboratoires français Soblo, spécialisés dans la fabrication de médicaments pour les maladies cardiaques. Le montant de la cession n'a pas encore été révélé, étant sujet à des ajustements. En 1976, Soblo a réalisé un chiffre d'affaires de 32 millions de francs. Celui de Beecham s'est élevé à 721 millions de francs (5,77 milliards de francs).

VERS L'AUTONOMIE DE LA CATALOGNE

Madrid pourrait rétablir la Généralité avant le 11 septembre

Madrid. — La Catalogne redonnera-t-elle l'autonomie avant le 11 septembre, fête nationale des catalans ? La Généralité (Généralitat), c'est-à-dire le gouvernement installé à Barcelone sous la République, sera-t-elle rétablie avant cette date à titre provisoire en attendant l'adoption par les Cortès d'une loi sur les diverses nations d'Espagne ?

LES ÉGLISES DANS LES PAYS DE L'EST

Le pasteur Billy Graham prêchera une semaine en Hongrie

Le pasteur Billy Graham se rendra en Hongrie du 3 au 10 septembre prochain, pour une « mission de bonne volonté », au cours de laquelle il prêchera à plusieurs reprises.

LE PROJET DE CONSTRUCTION DU MÉTRO DU CAIRE EST RELANCÉ

(De notre correspondant.)
Le Caire. — En mai dernier, sous l'égide de la S.A.T.C. (Société d'Assistance Technique au Transport du Caire), le projet de construction d'un métro au Caire a été relancé.

Économie

— Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites en France a atteint 1 044 396 à la fin juillet en données observées. La balance commerciale allemande a enregistré un excédent de 22,6 milliards de francs pour le premier semestre. La hausse des prix en Grande-Bretagne est de 8,1 % seulement en juillet.

Les principales nouvelles d'un long week-end

On trouvera ci-dessous un résumé des principales nouvelles parues dans les numéros du Monde datés 14-15 et 16 août.

Étranger

— AFRIQUE : L'Éthiopie et la Somalie s'accusent mutuellement de maïs séchés. Tous deux lancent un appel à la sagesse. M. de Guiringaud assure à Nairobi que la France, qui ne veut pas prendre part dans le conflit, ne vendra, le cas échéant, que des armes défensives à Mogadiscio. A Lusaka, il s'élève avec vivacité contre les accusations de l'agence Tass, selon lesquelles la France aiderait l'Union à fabriquer des bombes atomiques d'ici un an.

Politique

— M. MITTERAND estime dans une interview à TF1 que le « moment » de la gauche en septembre pourra connaître l'actualisation du programme commun. A ses yeux, la gauche fait preuve d'indépendance à l'égard du président de la République en s'opposant à la réforme du statut des suppléants. Mais, pour le ministre de l'Intérieur, la majorité est tout à fait profonde et complète.

Contestation

— Le rassemblement autonomiste organisé le dimanche 14 août à l'occasion, en Corse, par l'Union du peuple corse, réunissant plus de dix mille personnes, M. Max Simeoni, qui court le marathon depuis près d'un an, fait une brève apparition au fil de la foule, après un discours fleuve de son frère, M. Bernard Simeoni. Celui-ci a notamment déclaré que « la lutte armée est impossible actuellement ». Dans la nuit de vendredi 12 août, la salle de rétrospective de la salle de télévision de la rue de la République, au Centre national, a été dévastée à la dynamite par un commando de cinq hommes. L'attentat, qui prive de télévision les trois quarts de l'île, est revendiqué par le Front de libération nationale.

Sports

— ATHLÉTISME : à Helsinki, la France se classe septième dans la Coupe d'Europe, dominée par les deux Allemands.

Automobilisme

— AUTOMOBILISME : l'Autrichien Alan Jones remporte le Grand Prix d'Australie devant Nick Padoa.

Vols

— VOLS : la Grande-Bretagne signe pour la septième fois l'adhésion à la Convention de Genève.

1502

Le Monde

LE CONFLIT DANS

• Moscou lance à Aden un appel à la sagesse

• La Somalie menace

Les dirigeants libyens leurs inquiétudes

LES RÉVOLUTIONS D'ÉTÉ

1. - Cinq

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

N° 1502

Canada, 0,90 \$ can.; Côte d'Ivoire, 90 fr.;
Egypte, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Indonésie, 1,15 R.;
Israël, 250 fr.; Italie, 3,50 L.; Liban, 150 p.;
Malaisie, 100 p.; Mexique, 2,50 p.; Nigéria, 20 n.;
Oman, 100 r.; Pakistan, 100 p.; Portugal, 100 esc.;
Arabie Saoudite, 100 r.; Singapour, 2,50 S.;
Soudan, 100 p.; Thaïlande, 100 b.; Tunisie, 100 d.;
Zambie, 100 kwacha.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 45 F 85

(Taux en francs)

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Une nouvelle phase de l'ère spatiale

La navette américaine, qui vient d'accomplir brillamment son premier vol libre, devrait donner, au début de la prochaine décennie, le coup d'envoi d'une nouvelle phase de l'ère spatiale. Capable d'emporter deux de l'atmosphère terrestre plusieurs dizaines de tonnes de matériel, et une demi-douzaine de personnes, elle ouvre les portes de l'espace à de nombreux Terrains. La NASA donnera bien sûr, la priorité aux programmes militaires : elle n'a pas recherché pas même déjà activement des clients intéressés à disposer d'une partie au moins de l'immense suite de l'engin.

Les premiers contrats signés lient les États-Unis à un certain nombre de pays, et notamment à ceux qui sont membres de l'Agence spatiale européenne : dès ses premiers vols, la navette amènera le laboratoire spatial européen Spacelab. La NASA communique une immense campagne de propagande visant les principaux pays en voie de développement susceptibles d'être intéressés, par exemple, à des satellites de télécommunications : sur ce point, la concurrence entre les États-Unis et l'Europe, qui développe pour sa part la fusée Ariane, promet d'être rude.

Les scientifiques, par le biais du Spacelab ou, par exemple, du grand télescope orbital dont le Congrès américain vient d'approuver la construction, seront bien sûr au premier rang des futurs utilisateurs de la navette. Grâce à elle ils pourront plus facilement, et à moindre frais, donner l'écran que représente, entre l'espace lointain et notre globe, l'atmosphère terrestre, et se libérer de la pesanteur : l'astronomie comme la physique des solides — par exemple dans ses applications à l'électronique des semi-conducteurs — pourraient y trouver un nouvel essor.

L'enthousiasme des scientifiques, comme celui des populations qui parait aujourd'hui renaitre, si l'on en juge par la présence vendredi, sur la base californienne d'Edwards, d'un sursis de la navette, de plus de cent mille personnes, ne doit cependant pas faire oublier une donnée essentielle : le caractère militaire de l'espace.

Il y a presque vingt ans, le 26 août 1957, au milieu du scepticisme général, l'agence l'assombrissait le lancement d'une « superterre » baptisée « satellite à plusieurs étages » : un mois et demi plus tard, le 4 octobre, l'Union soviétique mettait sur orbite le premier satellite artificiel Spoutnik-1. La course à l'espace devenait inséparable de la course aux armements.

Le développement de la navette spatiale n'échappe pas à cette règle : une part non négligeable de ses missions sera purement militaire. Et, sans l'appui du département de la Défense, intéressé lui aussi par un espace « bon marché », la NASA n'aurait certainement jamais obtenu les crédits nécessaires à ce nouveau et ambitieux programme.

La presse spécialisée américaine n'est pas avare d'informations sur le caractère militaire de certains Cosmos soviétiques : on y apprend le succès ou l'échec de missions de satellites « tueurs » lancés pour détruire des cibles qui, pour le moment, sont du même camp. L'année dernière, il a même été affirmé que des satellites d'observation « américains » avaient été « aveuglés » par les Soviétiques. A l'inverse, en France, certains commencent à réclamer la mise en place de satellites militaires « nationaux », beaucoup restent sans doute à dire sur un aspect souvent négligé des programmes spatiaux américains.

Le lancement d'un satellite inhabitué n'attire plus l'attention de personne : qui sait que, depuis vingt ans, on a envoyé dans l'espace plus de deux objets, par semaine en moyenne ? Dans dix ans, les vols scientifiques habités seront à leur tour, grâce à la navette spatiale, devenus chose banale. Bien sûr, on fêtera dignement le premier astronaute européen, plus encore le premier astronaute français. Est-ce bien là l'essentiel de la course à l'espace ?

(Lundi 15 août.)

LE CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

- Moscou lance à Addis-Abeba et à Mogadiscio un « appel à la sagesse »
- La Somalie menace d'intervenir ouvertement

Dans une « déclaration autorisée » de l'agence Tass, Moscou a lancé, dimanche 14 août, un nouvel appel à l'Éthiopie et à la Somalie, formulant l'espoir que leurs dirigeants « feront preuve de sagesse et mettront immédiatement un terme au conflit militaire ».

Cette déclaration traduit l'inquiétude soviétique au moment où la guerre non déclarée que se livrent Addis-Abeba et Mogadiscio dans l'Ogaden menace

de se transformer en conflit ouvert. Le président Spoutnik Barre a en effet mené, dimanche soir, visant implicitement Moscou, de faire intervenir son armée s'il était prouvé que des forces étrangères à l'Afrique « prenaient part aux combats ».

Le conflit qui oppose les deux pays préoccupe les dirigeants éthiopiens. Ils ont fait part, vendredi 12 août, de leurs inquiétudes à M. de Guiringaud, actuellement en visite en Afrique orientale.

Les dirigeants kényans exposent à M. de Guiringaud leurs inquiétudes sur les intentions somaliennes

Nairobi. — Des trois sujets dont s'est entretenu le 12 août M. de Guiringaud à Nairobi : la corne de l'Afrique, l'Océan indien et l'Afrique australe, c'est le premier qui a été le plus longuement discuté. Les dirigeants kényans. Le vice-président, M. Arap Moi, et le ministre des affaires étrangères, M. Wajwai, ont exposé leur vision de la gravité du conflit entre l'Éthiopie et la Somalie.

Les Kényans ne se font aucune illusion : si la Somalie réussit à « récupérer » par les armes l'Ogaden sur l'Éthiopie, le nord-est du Kenya sera son prochain objectif. Une récente mission officielle somalienne à Nairobi ne l'a nullement dissimulé. Or le Kenya ne dispose que de six mille cinq cents hommes, deux douzaines de chars et une douzaine d'avions. Aussi, les interlocuteurs de M. de Guiringaud lui ont demandé si quelle était l'attitude de la France vis-à-vis du conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, s'il était vrai qu'elle s'apprêtait à vendre des armes à Mogadiscio et si elle accepterait d'en fournir au Kenya.

M. de Guiringaud a répondu que la France se désolait de prendre position dans un conflit entre Africains. Elle entend tenir ses engagements pour préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale de Djibouti. Mais elle ne veut pas offrir de prétexte à une agression contre la nouvelle République en adoptant des attitudes qui pourraient passer pour provocantes.

Le ministre a confirmé que la Somalie avait présenté à la France, après un refus d'armement, une demande de prêt de matériel militaire. Mais elle ne veut pas offrir de prétexte à une agression contre la nouvelle République en adoptant des attitudes qui pourraient passer pour provocantes.

Il y a presque vingt ans, le 26 août 1957, au milieu du scepticisme général, l'agence l'assombrissait le lancement d'une « superterre » baptisée « satellite à plusieurs étages » : un mois et demi plus tard, le 4 octobre, l'Union soviétique mettait sur orbite le premier satellite artificiel Spoutnik-1. La course à l'espace devenait inséparable de la course aux armements.

La presse spécialisée américaine n'est pas avare d'informations sur le caractère militaire de certains Cosmos soviétiques : on y apprend le succès ou l'échec de missions de satellites « tueurs » lancés pour détruire des cibles qui, pour le moment, sont du même camp. L'année dernière, il a même été affirmé que des satellites d'observation « américains » avaient été « aveuglés » par les Soviétiques. A l'inverse, en France, certains commencent à réclamer la mise en place de satellites militaires « nationaux », beaucoup restent sans doute à dire sur un aspect souvent négligé des programmes spatiaux américains.

Le lancement d'un satellite inhabitué n'attire plus l'attention de personne : qui sait que, depuis vingt ans, on a envoyé dans l'espace plus de deux objets, par semaine en moyenne ? Dans dix ans, les vols scientifiques habités seront à leur tour, grâce à la navette spatiale, devenus chose banale. Bien sûr, on fêtera dignement le premier astronaute européen, plus encore le premier astronaute français. Est-ce bien là l'essentiel de la course à l'espace ?

(Lundi 15 août.)

De notre envoyé spécial

étant donné la faiblesse militaire du Kenya et le fait que, pour le moment, ce pays n'est impliqué dans aucun « conflit ouvert ».

M. de Guiringaud a fortement souligné que les grandes puissances ne devraient pas intervenir dans des conflits de ce type. Il a insisté sur le fait que les États-Unis ne devaient pas intervenir dans un « conflit ouvert » comme celui de l'Ogaden. Il ne tiendrait donc pas pour acquis que les États-Unis soient décidés à armer la Somalie.

La prudence de Paris

L'attitude de Moscou est moins claire. Elle est difficile de dire si les Soviétiques ont choisi de soutenir un camp ou l'autre ou les deux à la fois. Selon de bonnes sources, il y a une haine de la France, mais elle n'est pas partagée par tous. Les dirigeants kényans ont exprimé leur méfiance à l'égard de la mission militaire éthiopienne qui était éconduite à Mogadiscio. Ils ont même fait entendre pendant plusieurs jours. Pour le gouvernement français, en tout cas, la prudence doit être de rigueur. La présence d'une force française importante dans l'Océan indien n'est pas une garantie de sécurité. Elle ne peut que servir de prétexte à une agression contre la nouvelle République en adoptant des attitudes qui pourraient passer pour provocantes.

Il y a presque vingt ans, le 26 août 1957, au milieu du scepticisme général, l'agence l'assombrissait le lancement d'une « superterre » baptisée « satellite à plusieurs étages » : un mois et demi plus tard, le 4 octobre, l'Union soviétique mettait sur orbite le premier satellite artificiel Spoutnik-1. La course à l'espace devenait inséparable de la course aux armements.

La presse spécialisée américaine n'est pas avare d'informations sur le caractère militaire de certains Cosmos soviétiques : on y apprend le succès ou l'échec de missions de satellites « tueurs » lancés pour détruire des cibles qui, pour le moment, sont du même camp. L'année dernière, il a même été affirmé que des satellites d'observation « américains » avaient été « aveuglés » par les Soviétiques. A l'inverse, en France, certains commencent à réclamer la mise en place de satellites militaires « nationaux », beaucoup restent sans doute à dire sur un aspect souvent négligé des programmes spatiaux américains.

Le lancement d'un satellite inhabitué n'attire plus l'attention de personne : qui sait que, depuis vingt ans, on a envoyé dans l'espace plus de deux objets, par semaine en moyenne ? Dans dix ans, les vols scientifiques habités seront à leur tour, grâce à la navette spatiale, devenus chose banale. Bien sûr, on fêtera dignement le premier astronaute européen, plus encore le premier astronaute français. Est-ce bien là l'essentiel de la course à l'espace ?

(Lundi 15 août.)

L'actualisation du programme commun

M. Mitterrand ne souhaite pas de nouvelles négociations avant le « sommet » de la gauche

M. François Mitterrand a pris part en Crète, les 13, 14 et 15 août, à un séminaire sur le thème « Socialisme et culture », organisé à l'Institut orthodoxe de Chania par le compositeur grec Mikis Theodorakis et auquel participaient une trentaine de responsables politiques et d'intellectuels, en majorité grecs et français.

Dans une déclaration à TF1, le premier secrétaire du parti socialiste a souhaité que « sans autre intermédiaire », et donc sans nouvelles négociations, le « sommet » de la gauche soit saisi en septembre des divergences qui subsistent entre les trois partenaires.

A l'occasion de ce colloque considéré comme « bien curieux » par l'Élysée et où quelques observateurs ont voulu voir une prise d'initiative de l'Union socialiste, le premier secrétaire du parti socialiste a donné à TF1 une interview dont plusieurs extraits ont été diffusés le 14 août dans le journal télévisé de 20 heures. Les déclarations de M. Mitterrand à TF1 relatives à l'actualisation du programme commun précèdent ce qui avait été annoncé le 28 juillet dernier, à l'issue de la dernière réunion du groupe des quinze, chargé de préparer cette actualisation.

M. Mitterrand, en effet, ne prévoit plus de nouvelle rencontre avant la réunion « au sommet » qui devrait permettre aux chefs des trois formations de gauche de trancher les derniers points en discussion, sur les nationalisations et la défense en particulier. « Nous disposons d'un bon document », a-t-il déclaré. « Il conviendrait, sans autre intermédiaire, que ce que l'on appelle la réunion « au sommet », qui aura lieu, le 15 septembre, en septembre, puisse définitivement consacrer l'actualisation du programme commun ».

Ce vœu du premier secrétaire du parti socialiste dissipe une incertitude qui subsistait sur la procédure après l'achèvement des

ALAIN GUICHARD.
(Mardi 16 août.)

LES GRANDES MANŒUVRES

Pourparlers et controverses entre les dirigeants de la majorité, politiques et militaires, ont marqué le début de la semaine de la gauche : au fort de l'été, le débat politique demeure étonnamment vif. Tout se passe comme si, dans les deux camps, on voulait se mettre en position de force en vue de la rentrée. Et même être prêt pour affronter, éventuellement, l'adversaire, la réélection de Valéry Giscard d'Estaing, en principe, que pour mars 1978. Chaque initiative, chaque déclaration de M. Giscard d'Estaing ou de M. Barre suscite aussitôt une riposte de M. Chirac, chaque propos de

PIERRE VIANSSON-PONTE

M. Mitterrand ou de M. Fabre est aussitôt relevé et contredit par M. Marchais. En même temps, l'actualisation du programme commun, largement entamée, est interrompue, la négociation n'est pas achevée ni l'accord conclu ; et la tentative de coordination de la majorité, l'arbitrage de ses candidatures, se poursuivent avec des fortunes diverses. Querelles, rivalités, contestations, ce sont les grandes manœuvres de l'été.

Le plus récent épisode des discussions au sein de la gauche vient d'être marqué par ce qui ressemble à une opération de diversion. Au dossier de la négociation des partis de gauche sur le dossier, le Monde a versé dans son précédent numéro — les points les plus importants — du texte sur lequel s'étaient entendus le 28 juillet, au terme de leur quinzième réunion, les quinze membres du groupe de travail mis en place pour préparer l'actualisation du programme commun. Il s'agissait, précisons-nous, de « dispositions nouvelles » qui ne figuraient pas dans le programme commun, dont l'essentiel du chapitre consacré à la défense doit, d'autre part, maintenir. Or, dans un éditorial de l'Élysée, intitulé « Une manœuvre déloyale », le responsable de la délégation communiste au « groupe des quinze », M. Charles Fiterman, s'en prend ce mercredi matin, au Monde. Il ne conteste pas l'authenticité des dispositions que nous avons publiées, mais déclare le texte « incomplet, inexact sur des points essentiels, incomplet, certes, et nous l'avons dit, inexact ? Dans la mesure, sans doute, où il est incomplet. Or il ne pouvait être autrement, puisque diverses dispositions ont été mises en réserve et renvoyées à la reprise des discussions, en septembre, ce que nous avons écrit à maintes reprises. M. Fiterman nous avise que ce ne sont pas les « dispositions » de l'accord, mais que rien n'est définitivement conclu. C'est, met pour moi, ce qu'on a pu lire dans le Monde du 30 juillet, page 5.

Curieusement, M. Fiterman reproche au Monde de « n'avoir pas eu la correction d'informer le parti communiste de cette publication ». Et à France-Inter, ce mercredi à 13 h, M. Marchais connaît notre journal de réviser les sources de son informa-

tion. Formule et exigence inquiétantes. Piqué peut-être du fait que, à côté de la relation de l'intervention de M. Marchais, le Monde ait donné hier la parole à un socialiste et à un radical de gauche, M. Fiterman accuse notre journal, conjointement avec ces deux partis, de chercher à « conduire la négociation dans l'impasse ». Faut-il répéter une fois de plus que le Monde n'est pas davantage l'organe des socialistes ou des radicaux, quand il publie les points de vue de leurs dirigeants, qu'il n'est celui de la majorité quand il interroge le premier ministre ou donne la parole à M. Chirac, ni celui du parti communiste quand il publie un article de M. Marchais... ou de M. Fiterman (dans le Monde du 29 avril dernier, par exemple) ?

Pour le reste, on ne s'étonnera guère de la voir prendre ainsi à partie un journal alors qu'il vise en fait une tout autre cible, en l'espèce ses partenaires de l'Union de la gauche. Et la réaction du parti socialiste puis des radicaux, de gauche, qui critiquent eux aussi le Monde en termes violents de ceux qu'avait utilisés le négociateur communiste — rencontre n'est pas fortuite et elle donne à réfléchir — procède de la même erreur de tir ou de la même recherche d'une diversion.

La presse, le Monde en particulier, n'ignore pas qu'il est de règle de faire porter aux journalistes la responsabilité de tout ce qui ne va pas. Ce sont eux, chacun le sait, non les gouvernements, les partis ou les responsables politiques, qui perdent les guerres, provoquent les crises et assombrissent les confits.

Ah ! Si l'on n'avait pas de journaux comme ce serait tranquille ! Depuis longtemps, ce genre de « manœuvres déloyales » est accueilli par la presse avec philosophie et sérénité. Reste le ton, qui est plus sérieux. Le parti communiste, M. Marchais lui-même, poursuivent l'escalade des attaques — tous azimuts — visant leurs partenaires de l'Union de la gauche qui, de leur côté, se disent maintenant victimes d'une « agression ». Que se passe-t-il, où va-t-on ?

Pour l'instant, on ne peut encore que se poser des questions. Dans les milieux politiques, on entend depuis quelques semaines répéter, un peu ébouriffé peut-être, deux ou trois formules toutes faites, opposées à celles que, des mêmes bouches, on recueillait à la fin du printemps.

(Lire la suite page 6.)

سكنا من الأصل

ASIE

Japon

Tokyo entend améliorer ses relations avec les États d'Indochine

De notre correspondant

Tokyo. — Dans un souci d'équilibre, le Japon, qui vient de participer au « sommet » des pays membres de l'ASEAN à Kuala Lumpur, entend désormais améliorer ses relations avec l'Indochine, et en particulier avec le Vietnam. A la veille du départ du premier ministre, M. Fukuda, pour la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, Tokyo avait déjà annoncé la visite à Hanoi, en septembre, de M. Kimura, ancien ministre des affaires étrangères et l'un des personnalités du parti libéral démocrate qui soutient un renforcement des liens entre le Japon et les pays socialistes d'Asie. M. Kimura devra exposer la nouvelle politique asiatique de son pays au Vietnamien, apparemment inquiet pour l'influence nipponne dans la région.

En achevant sa tournée dans le Sud-Est asiatique, le 18 août, à Manille, le premier ministre japonais énoncera ce que l'on appelle déjà à Tokyo la « doctrine Fukuda » pour l'Asie, dont les deux grands axes sont un renforcement du rôle du Japon dans l'ASEAN et une amélioration des relations de Tokyo avec les pays d'Indochine.

En ce qui concerne le Vietnam, en particulier, on précise dans les milieux diplomatiques nippons que Tokyo serait prêt à « passer l'éponge » d'une certaine manière, sur la dette de 164 milliards de yens contractée auprès du Japon par le régime Thieu. Cette dette, dont le règlement est réclamé par les Japonais, est l'un des principaux obstacles au développement des relations économiques entre les deux pays. Les Vietnamien, en effet, ne reconnaissent pas les dettes de l'ancien régime.

Le Japon, pour tenter de déboucher la situation, vient de faire savoir à Hanoi qu'il était disposé à accorder au Vietnam un prêt du même montant que la dette de Saigon, qui serait ainsi éteinte. Dès que cette question sera réglée, Tokyo entend offrir de nouveaux prêts aux Vietnamien, conformément aux demandes formulées par ces derniers.

Tout le problème, pour les Japonais, est de savoir si Hanoi acceptera, même temporairement, de prendre en charge la dette de l'ancien Vietnam du Sud.

Les Japonais, qui avaient rapidement normalisé leurs relations avec le nouveau Vietnam à la suite de la chute de Saigon, avaient espéré que cette question serait résolue le mois dernier, dans la foulée de l'accord intervenu récemment entre Hanoi et Paris sur la question des anciens créanciers et de la future aide (le Monde des 24 et 25 avril 1977). Leur attente a été déçue.

Les hommes d'affaires japonais pressent d'autant plus le gouvernement de prendre une solution qui leur convienne. Les concurrents européens sont mieux placés sur le marché vietnamien. Hanoi, qui a récemment refusé l'offre d'un « crédit » (patronat japonais) d'envoyer une mission au Vietnam, entend apparemment tenir la drague haute aux Japonais. A cette déconvenue s'est ajoutée en effet la réduction des commandes vietnamiennes d'acier japonais pour la seconde moitié de 1977 : les Japonais, qui espéraient en livrer 200 000 tonnes, ne pourront en vendre que 80 000 tonnes.

Tokyo essaie d'adoucir Hanoi par le biais de la Banque asiatique de développement (BAD), sur laquelle les Japonais ont la haute main. La BAD avait, en 1974, accordé 44 millions de dollars en prêts au Viet-

nam du Sud pour neuf projets. La plus grande partie de la somme, soit 28 millions de dollars, est encore à verser. Selon les Japonais, la BAD, après avoir envoyé une mission au Vietnam, serait désormais disposée à débiter une partie de ces crédits (20 millions) en faveur d'Hanoi qui a repris à la BAD le siège occupé autrefois par le représentant de Saigon.

Un « lobby birman »

Afin de ne pas placer exclusivement sa tournée asiatique sous le signe de l'ASEAN, M. Fukuda y a ajouté la Birmanie. Le Japon entretient avec Rangoon des liens sentimentaux qui datent de la guerre. Les contacts entre les militaires japonais et les dirigeants japonais sont apparemment excellents, comme en témoigne l'existence à Tokyo d'un véritable « lobby birman » dans les rangs des conservateurs. La Birmanie fut le premier pays à signer en 1954 avec Tokyo un accord de réconciliation. Le Japon, qui fut l'un des rares sources de financement pour la Birmanie au cours de la période d'isolement qu'elle traversa, est aujourd'hui son premier partenaire commercial : en 1976, les échanges se sont élevés à 95 millions de dollars. Lors de son passage à Rangoon, le 18 août, M. Fukuda a promis au gouvernement Ne Win un prêt en yens d'une valeur de 600 millions. En juin déjà, Tokyo avait signé un accord pour des échanges commerciaux de quatre projets industriels.

PHILIPPE PONS.

Inde

PLUSIEURS ANCIENS COLLABORATEURS DE MME GANDHI SONT ARRÊTÉS ET ACCUSÉS DE CORRUPTION

New-Delhi (A.F.P.). — Dix personnalités, dont trois anciens collaborateurs de Mme Gandhi, lorsqu'elle était première ministre, ont été arrêtées, lundi 15 août. Elles sont accusées de corruption. Il s'agit de MM. R.K. Dhanwan, ex-secrétaire particulier de Mme Gandhi, P.C. Seshu, ancien chef du gouvernement de l'État du Madhya Pradesh, puis ministre dans le gouvernement fédéral, Yashpal Kapoor, parlementaire délégué à la cause en 1975, lorsque Mme Gandhi avait été condamnée pour irrégularité électorale, K.L. Dhanwan, frère de R.K. Dhanwan, de leur père, R. Dhanwan, de K. Singh, ancienne personnalité gouvernementale, et de quatre hommes d'affaires dont les identités n'ont pas été révélées.

Selon l'agence Samachar, les arrestations ont été faites par le bureau central des enquêtes et font suite à une investigation ordonnée par le gouvernement de M. Desai, et réclamée par le Parlement, sur les activités de l'entourage de l'ancien premier ministre des affaires étrangères, la police aurait établi la preuve que les personnes arrêtées auraient procédé à des transactions malhonnêtes portant sur des sommes énormes, et auraient acquis d'importants intérêts à l'étranger en mettant à profit pour la plupart leur position officielle.

Une enquête est, d'autre part, en cours sur les activités du fils de Mme Gandhi sous l'état d'urgence, et de MM. Bansi Lal, ancien ministre de la défense, et V.C. Shukla, ancien ministre de l'information.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le président pourrait être amené à se séparer d'un de ses plus proches conseillers

De notre correspondant

Washington. — La famille « politique » du président Carter lui cause actuellement des soucis. L'affaire Lance rebondit, malgré le témoignage de 1971, et a été donné par la commission sénatoriale intéressée, concluant il y a trois semaines que les activités financières personnelles du banquier Robert Lance, aujourd'hui directeur du budget (en réalité l'Office of Management and Budget — O.M.B. — créé en 1970), ne présentaient pas de critique. Les autorités administratives n'en poursuivent pas moins leur enquête, et ont demandé sur certaines opérations menées par M. Lance avant sa nomination, alors qu'il était directeur de la Banque nationale de Géorgie, ainsi que sur les transactions réalisées par sa famille et ses amis.

M. Lance, appuyé par ses collègues géorgiens, affirme n'avoir rien commis d'illégal ni de contraire à l'éthique professionnelle.

Des indications données par M. Lance lui-même, il est clair, cependant, que le banquier geor-

gien menait royalement ses affaires, de « manière dynamique », disent certains, ne s'embarrassait pas de scrupules exagérés pour jouir de la confiance de son chef de ses relations, tirant parti de toutes les ambiguïtés de la législation en vigueur pour réaliser des transactions avantageuses mais douteuses, même si, techniquement parlant, elles ne tombaient pas sous le coup de la loi.

M. Lance, intime, et de longue date, du président, passe pour être son conseiller personnel le plus écouté en matière économique, l'instigateur de la politique de conservatisme fiscal menée par le gouvernement et dénoncée par les syndicats et les démocrates libéraux. De nombreux observateurs pensent qu'il devra se résigner à offrir sa démission à bref délai.

En annonçant, la semaine dernière, que, désormais, et pendant la durée de l'enquête, il s'abstiendrait de tout commentaire public ou privé sur les activités passées de M. Lance, le président a incontestablement pris ses distances.

HENRI PIERRE.

A LUSAKA

M. de Guiringaud a reçu des dirigeants des mouvements nationalistes d'Afrique australe

Après les conversations de Londres sur la mise au point du plan de règlement anglo-américain (« le Monde » du 16 août), le président Nyerere de Tanzanie a déclaré, le 15 août, à Dar-Es-Salaam, qu'il tentait d'obtenir de la Grande-Bretagne des « éclaircissements » sur des positions « quelque peu confuses ». Le ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, qui avait assisté aux conversations, a informé le même jour M. Vorster de leur teneur. Le conseil des ministres, réuni ce mardi à Pretoria, doit examiner les suggestions britanniques. Pour sa part, M. Nkomo, coprésident du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), qui s'est entretenu lundi avec le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, à Washington, a rappelé que « seule la guerre peut fournir la base d'un règlement » et que dans ces conditions la mise au point d'une Constitution est actuellement « prématurée ».

De notre envoyé spécial

Lusaka. — M. de Guiringaud, qui est l'hôte à déjeuner ce mardi 15 août du président Kaunda, a presque entièrement consacré à l'Afrique australe son séjour à Lusaka. Sur un ton où la passion se mêlait à l'angoisse, le premier ministre sambien, M. Chona, et le ministre des affaires étrangères, M. Mwaile, lui ont décrit les pires catastrophes et les horreurs du régime blanc, et le président zambien avait donné le ton en déclarant devant un groupe d'Américains que l'explosion, qui se produirait inévitablement, faute d'un changement radical du comportement des Blancs, ferait apparaître la Révolution française « comme une partie de campagne ».

Le plan britannique pour négocier les étapes vers un système majoritaire en Rhodésie n'a aucune chance de succès, estiment les Zambien. Le recours aux armes est la seule ressource des mouvements de libération. Les nationalistes « raisonnables », ceux qui acceptent volontiers la coexistence des communautés, risquent d'être débordés. Faute d'appuis occidentaux, force leur est de se tourner vers les pays de l'Est.

Selon les interlocuteurs de M. de Guiringaud, le régime blanc de Rhodésie ne subsiste que parce que l'Occident lui fournit du pétrole. Supprimer cet approvisionnement, et le gouvernement de M. Ian Smith s'écroule. Or, la France participe à cet approvisionnement par le pétrole de l'Algérie. Au point, le ministre français a répondu que Total en Rhodésie n'était plus une firme française et ne fournissait d'ailleurs que 20 % du pétrole consommé sur le territoire, le reste étant livré par des firmes britanniques. M. de Guiringaud répète solemnellement que la France ne livre plus d'armes à l'Afrique du Sud et que les centrales nucléaires qu'elle y construit n'ont aucun caractère militaire. Le commerce français avec l'Afrique du Sud a-t-il dit encore, ne représente qu'un peu plus de 10 % des échanges de ce pays avec la Grande-Bretagne.

A cela, les Zambien ont répondu que la France devait mieux accorder ses paroles et ses actes. Si elle veut apparaître comme une puissance, elle ne peut se reposer sur un appui respect de l'invincibilité des frontières, marquant une « prise de position décisive et claire » et mettant en échec la « propagande de la vague fasciste au pouvoir en Afrique ».

Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale, M. Abdoulaye Hassan Mahmoud, a déclaré le même jour, dans une interview à l'A.F.P., que « la charte de l'O.U.A. devrait être révisée pour coller à la réalité », le principe de l'inviolabilité des frontières étant « dépassé et à court terme ».

Johannesburg (A.F.P.). — Les trois fédérations sud-africaines qui régissaient l'athlétisme pour les Blancs, les métis et les Noirs, ont été unifiées, le 13 août, à Johannesburg. M. Gerl le Reur, secrétaire général de la nouvelle Union sud-africaine d'athlétisme amateur, a qualifié cette décision de « grand pas en avant ».

L'unification a été décidée à l'unanimité des représentants des trois anciennes fédérations. Cette décision est assortie d'une déclaration autorisant l'intégration raciale au sein de tous les clubs d'athlétisme et la participation de toutes les compétitions. Les autorités gouvernementales n'ont pas encore commenté officiellement cette intégration sportive aux niveaux des clubs et des compétitions.

Le Dr Piet Koornhof, ministre des sports, connu pour ses opinions libérales, s'était déclaré favorable à cette intégration dans la revue Panorama. Il avait ajouté qu'il désavouait par le Dr Cornelius Mulder, ministre de l'Intérieur et de l'Information, qui affirmait que cette intégration n'était pas « dans la ligne de la politique du parti national au pouvoir ».

Cette décision s'inscrit dans une politique visant à faire sortir l'Afrique du Sud de son isolement dans le monde sportif et qui a donné lieu à des interprétations et initiatives controversées (le Monde du 29 mars 1977).

[Au Comité international olympique, à Lausanne, on considère que le commentateur de cette décision relève de la Fédération internationale d'athlétisme amateur.]

AFRIQUE

Centrafrique

PRISONNIER DE L'EMPEREUR

Le journaliste de l'Associated Press Michael Goldsmith, détenu à Bangui depuis un mois, a été libéré et est arrivé le 15 août à Londres. Accusé d'espionnage et d'être l'auteur de l'assassinat de Bokassa I^{er}, il avait passé sa détention seul dans une cellule de la prison de Bangui. M. Goldsmith n'a fait aucune déclaration. Le Washington Post a voulu en publier le récit d'un de ses collaborateurs, M. Jonathan Randall, qui avait connu la même mésaventure et s'était abstenu de la révéler pour ne pas compromettre les chances d'élargissement de son confrère.

Libéré le 21 juillet dernier, M. Randall dit avoir été arrêté à minuit, tenu dans un isolement total et jamais interrogé. « J'ai été enchaîné en grande pompe, racontait-il au corps diplomatique et aux deux gouvernements de l'Empire (l'un s'occupe des affaires courantes et l'autre des affaires de la cour) ». Pieds nus, non rasé et menottes aux poignets, j'ai été présenté aux Excellences assemblées à cet effet à la cour impériale de Bangui. Sa Majesté impériale, en tenue sport de couleur sombre, agissait une clochette comme un enfant de chœur, tout en m'observant d'un regard curieux et en assurant que les États-Unis étaient la cause de tous les maux de l'Afrique. Photographé et filmé, j'ai ensuite été remis au chargé d'affaires américain et expulsé.

A groupes de l'occupation de M. Goldsmith, M. Randall estime que son confrère, a ayant commis l'erreur de préparer sur place un article sur le couronnement de l'empereur en décembre prochain, a été accusé d'avoir « violé » une loi de 1975 qui enjoignait à tout journaliste de déposer entre les mains du chef de la police une somme de 400 dollars avant de seulement tout rambarde à l'issue du séjour.

Le conflit somalo-éthiopien

MOGADISCIO ASSURE A NOUVEAU QUE SON ARMÉE N'EST PAS ENGAGÉE DANS L'OGADEN

L'agence somalienne de presse a assuré, lundi 15 août, en réponse à la « déclaration autorisée » de Mogadiscio, que son armée n'est pas engagée dans l'OGADEN.

Plusieurs tentatives de médiation sont en cours dans le conflit entre l'Éthiopie et la Somalie. Une mission malgache, conduite par le président de l'Assemblée nationale populaire et comportant le ministre des affaires étrangères, a quitté Tananarive pour Addis-Abeba et Mogadiscio. Le ministre des affaires étrangères du Yémen du Sud, M. Mohamed Saleh Mutea, s'est entretenu, lundi 15 août, avec son collègue somalien, M. Mohamed el Bakr Ahmed, et pour raisons de santé, et l'a remplacé par le commandant Abou Gassim Mohamed Ibrahim. Ce dernier cumulera son nouveau poste avec celui de secrétaire général de l'Union socialiste somalienne (parti unique du pays), qu'il occupe actuellement.

Cette nomination confirme l'attachement du commandant Abou Gassim Mohamed. Officier paratriste de trente-huit ans, il était tombé en disgrâce à la suite du putsch manqué de 1971, qu'il n'avait pas su éviter en tant que ministre de l'Intérieur. Il était resté cependant l'un des plus fidèles partisans du président Nurey et avait joué un rôle de premier plan dans la répression du coup d'État makhista du 5 septembre 1975.

Soudan

NOMINATION D'UN NOUVEAU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Khartoum (A.F.P.). — Le président soudanais, M. Gaafar el Nimeiry, a relevé lundi 15 août de ses fonctions de premier vice-président de la République soudanaise M. Mohamed el Bakr Ahmed, et pour raisons de santé, et l'a remplacé par le commandant Abou Gassim Mohamed Ibrahim. Ce dernier cumulera son nouveau poste avec celui de secrétaire général de l'Union socialiste soudanaise (parti unique du pays), qu'il occupe actuellement.

Cette nomination confirme l'attachement du commandant Abou Gassim Mohamed. Officier paratriste de trente-huit ans, il était tombé en disgrâce à la suite du putsch manqué de 1971, qu'il n'avait pas su éviter en tant que ministre de l'Intérieur. Il était resté cependant l'un des plus fidèles partisans du président Nurey et avait joué un rôle de premier plan dans la répression du coup d'État makhista du 5 septembre 1975.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LES AVOCATS DES MEMBRES actuellement détenus de la Fraction armée rouge, plus connue sous le nom de groupe « Baader-Meinhof », jugent « inquiétant » l'état de santé de leurs clients. Ceux-ci n'ont, depuis une semaine, une grève de la faim et de la soif, ils réclament d'être rassemblés par groupes de quinze par prison et de participer aux réunions communes des détenus. Les autorités, qui reconnaissent que l'état de santé d'une partie des quelque quarante extrémistes de gauche enfermés dans diverses prisons de la R.F.A. est « sérieux », affirment toutefois que leurs jours ne sont pas en danger. Elles affirment ne pas vouloir céder aux exigences des détenus. — (A.F.P.)

Cambodge

RECTIFICATIF. — Une coupure a déformé le second paragraphe d'une information sur les affrontements entre le Cambodge et ses voisins (le Monde du 16 août). Il fallait lire : « Les heurts entre le Cambodge et le Vietnam ont commencé le 18 mai... »

Suisse

LA MILITANTE ITALIENNE D'EXTREME GAUCHE PETRA KRAUSE a été extradite le 15 août de Suisse, où elle était en détention préventive depuis vingt-huit mois. La mesure d'extradition prise à son encontre est provisoire. La militante, qui se trouve dans un état de santé grave, devra être renvoyée aux autorités helvétiques pour son procès, prévu le 19 septembre prochain. Petra Krause, d'origine allemande, est inculpée en Suisse de vols et de détention d'armes et d'explosifs. Elle fait l'objet, en Italie, d'un mandat d'arrêt de la magistrature de Naples pour sa participation présumée à deux attentats commis dans ce pays en 1974. — (A.F.P.)

Transkei

M. HECTOR NGOKAZI, dirigeant du parti démocratique d'opposition du Transkei, le premier « Bantou » africain noir déclaré « indépendant », a été arrêté. Le chef de la police du Transkei, M. Martin Ngweni, a déclaré que M. Ngokazi avait été arrêté en vertu d'une loi selon laquelle

le fait de refuser de reconnaître l'indépendance du Transkei ou de dire qu'elle constitue un délit.

Union soviétique

UN PROCUREUR DE BAKOU (Azerbaïdjan soviétique) a été condamné à quinze ans de camp à perpétuité pour avoir extorqué des pots de vin à des directeurs de garages, annonce le Bakhshi Rabotchi. De son côté, le Komunist d'Arménie signale la condamnation de trois magistrats pour corruption. Des peines de treize, huit et dix ans de privation de liberté ont été infligées à un procureur, son adjoint et à un juge d'instruction. — (A.F.P.)

Vietnam

LES AUTORITÉS DE HANOI ont déclaré aux Vietnamien qui avaient l'intention de quitter le pays qu'ils étaient passibles de la peine de mort. Appartenance à Hong-Kong le quotidien anglais South China Morning Post. Selon le même journal, une dizaine de personnes, qui avaient tenté de quitter le Vietnam, auraient été exécutées au début du mois d'août.

5:10م من الأصل

L'Italie de la « grande entente »

Selon un sondage publié mardi 9 août par le journal « La Discusione », hebdomadaire de la démocratie chrétienne, près des deux tiers des personnes interrogées jugent que le dernier accord, conclu il y a un mois, entre les six partis de l'« accord constitutionnel », aura un effet « certainement ou probablement positif ». Cette indication sera accueillie avec

satisfaction par M. Andreotti, dont le gouvernement a célébré le 11 août son premier anniversaire.

Cependant, l'entente entre communistes et démocrates-chrétiens n'est pas sans ombres, les premiers reprochant aux seconds de vouloir donner à l'accord un « caractère transitoire et limité ».

De notre correspondant
ROBERT SOLE

Rome. — L'étalement des vacances n'y étant guère appliqué, l'Italie va vivre au ralenti jusqu'en septembre. Cela n'empêchera pas les forces de l'ordre de rester vigilantes, car les terroristes frappent parfois en plein cœur de l'été. On constate néanmoins un net ralentissement des attentats depuis que la démocratie chrétienne, le P.C. et quatre autres formations « laïques » ont adopté, le 4 juillet, un programme limité de gouvernement. Comme si, après avoir tout fait pour interdire cette entente, les extrémistes de gauche et de droite s'y étaient provisoirement résignés.

Les Italiens qui ont le privilège de partir en vacances — un tiers de la population — n'appréhendent pas vraiment la rentrée. Depuis quelques semaines, la situation économique et politique semble s'être assainie. On parle moins de « crise », les mots « stabilisation », voire « reprise », réintègrent le vocabulaire politique. Mais une grande incertitude pèse sur le moyen terme.

Nul ne se hasarde à prédire ce que sera l'Italie dans six mois : l'accord entre communistes et démocrates-chrétiens tiendra-t-il ? Etudiants et chômeurs se donneront-ils rendez-vous dans les rues ? Et l'inflation ? Et l'avortement ? Et tant de questions qui préoccupent les responsables tandis que beaucoup de familles se serrent la ceinture en raison des impôts (le fisc est devenu plus rigoureux) et du blocage des moyens et hauts salaires ressentis d'autant plus durement que les étiquettes continuent de valser.

Il est significatif que deux grands quotidiens italiens, le « Corriere della Sera » et le « Stampa », interprètent l'amélioration de la balance commerciale au mois de juin (un excédent de 84 milliards de lire) de manière exactement opposée. Pour l'un, c'est à la forte baisse des importations de matières premières qu'on le doit, d'où de sombres perspectives industrielles ; pour l'autre, au contraire, c'est le résultat du dynamisme des exportations et la preuve que la sortie du tunnel a commencé.

Sur un thème plus général — l'état de l'économie italienne — MM. Giulio Andreotti, président du conseil, et Ugo La Malfa, président du parti républicain, viennent d'avoir un débat semblable devant une opinion publique trop incertaine pour les départager. Au cours du premier semestre, souligne M. Andreotti, la production en Italie a augmenté de 2,5 %, les grèves ont été deux fois moins nombreuses que l'année précédente, la lire s'est bien défendue, l'inflation a ralenti. M. La Malfa lui répond : les chômeurs sont plus de 1 400 000, les entreprises sont endettées jusqu'au cou, le secteur public continue d'avaloir des milliards.

Le satisfecit de Washington

Comme M. Barre en France, le président du conseil a choisi d'être optimiste. Il écarte les critiques en reprochant à leurs auteurs d'affaiblir la position internationale de l'Italie. Son récent voyage à Washington ne visait-il pas à démontrer que la péninsule méritait d'être récompensée de ses efforts ? Il a d'ailleurs été entendu, à la suite de M. Carter s'est engagé à participer au financement de plusieurs centrales nucléaires et à encourager les investissements américains. Fort de ce satisfecit, M. Andreotti a repagné Rome le 10 août après un voyage en Arabie Saoudite consacré à recueillir un supplément de pétrodollars.

Le voyage à Washington avait aussi un objectif directement politique : expliquer aux Américains que l'entrée des communistes italiens dans l'aire du pouvoir était à la fois indispensable et sans danger. Est-elle provisoire ? ont dû lui demander ses interlocuteurs. A cette question, la démocratie chrétienne continue de répondre toujours par l'affirmative. Il n'est pas question, selon elle, de nommer un jour des ministres communistes. Formellement, le P.C. n'appartient même pas à la majorité ; il n'est qu'associé à un programme limité de gouvernement.

Mais quand on demande publiquement à M. Andreotti s'il y aura bientôt des ministres communistes, il répond avec un sourire : « Je ne suis pas prophète ». Position personnelle d'un habile tacticien qui viserait à ménager le P.C. pour se maintenir à son poste, voire — comme certains l'affirment — pour se faire élire en 1978 à la présidence de la République ? Ou position collective de l'état-major du parti gouvernemental, dont le prési-

dent, M. Aldo Moro, qui sera probablement candidat à la présidence l'an prochain, est plus énigmatique que jamais ?

On ne peut exclure que l'un et l'autre s'adaptent à la situation, s'adaptant à ses circonstances, malgré le machiavélisme qu'on leur attribue. Hier opposés, ils se retrouvent unis dans une politique de la main tendue au P.C. qui approuvent mutuellement des démocrates-chrétiens de droite, comme M. Flaminio Piccoli, et qui condamnent, non point bizarrement, des notables se voulant de gauche, comme M. Donat Cattin. En l'espace de deux ans, tous les « contours » internes du parti gouvernemental — qui faisaient décrire l'Italie comme une « courtoisie » — se sont dissous dans le plus grand désordre.

La démocratie chrétienne s'est beaucoup agitée ces derniers temps pour savoir si les élections locales du mois de novembre, qui intéressent quatre millions et demi de citoyens, méritent d'être renvoyées au printemps 1978. Le P.C. y serait très favorable, craignant qu'une bataille électorale ne compromette le climat d'entente péniblement acquis.

L'état-major démocrate-chrétien paraissait prêt à lui donner satisfaction. Mais le report du scrutin a provoqué une levée de boucliers dans le parti : pourquoi faire ce cadeau à M. Berlinguer, un des nombreux jeunes (parfois de second rang) alors que nous avons le vent en poupe, comme l'ont démontré des élections partielles dans le Sud ?

La direction du parti a dû s'incliner, mais de discrètes négociations avec le P.C. ne peuvent être exclues. Un recul de la démocratie chrétienne à ces élections serait aussitôt exploité par la droite, de même qu'un recul du P.C. renforcerait les communistes qui désapprouvent la « ligne Berlinguer ». On peut donc s'attendre à une véritable campagne électorale à l'automne, avec beaucoup de mal à l'aise, contraints en même temps de se battre et de se ménager.

Répression ?

Compte tenu de toutes ces préoccupations économiques et politiques — auxquelles il faut ajouter un prochain et crucial débat parlementaire sur l'avortement — on comprend que la polémique sur la répression se soit quelque peu enlisée.

Existe-t-il en Italie une « répression » dont seraient victimes les opposants à un « compromis historique » ? Pour avoir, de manière provocante, répondu par l'affirmative, un groupe d'intellectuels français a ouvert une discussion confuse où l'on parlait de tout à la fois : des terroristes et des contestataires ; des faits actuels et des menaces à venir ; des lois de leur application. Un vrai « pot-pourri », comme disent les Italiens, un embrouillamini.

(Mercredi 10 août.)

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

30 - Gard

LES HAUTS DE NIMES
TENNIS VILLAGE
ROUTE D'ANDUZE - NIMES
8 km ouest des arènes
Centre de sports et de loisir sur un domaine boisé de 42 hectares avec

24 COURTS DE TENNIS
Restaurants - Bar - Salle de réunions
Piscine chauffée 25 x 12,5 mètres
Activités sportives et jeux divers
Direction sport et stages, G. DENIAU

OUVERT TOUTE L'ANNEE

- Mas 1 pcc 21 m2 avec cuis. install. 128.000 F
- Mas 2 pcc 40 m2 163.000 F
- Mas 3 pcc 82 m2 210.000 F

Votre mas peut être loué, lorsque vous ne l'occupez pas, par le service vacances sur place (taux 30 %).
Loyer mas 1 pcc : 600 F par semaine
Hte saison : 500 F par sem. Basse saison : 300 F par sem. Basse saison : 200 F par sem.
Renseign. et docum. par correspond. : SOPREX S.A., Promoteur Constructeur
Membre F.N.P.C.
2, quai des Belles-Heures
67000 STRASBOURG
Tél. : (16-88) 38-21-31.

34 - Hérault

MONTELLIER
En centre ville dans le nouveau quartier du POLYCOSE, à proximité immédiate Centre Commercial, Administrations, Ecoles, Lycée...
RESIDENCES DU NOUVEAU MONDE
du stade au 6 pièces
prestations de classe
PISCINE TENNIS
Livraison octobre 1977 et fin 1978.
Prix fermes et non révisables.
Documentation sur demande à : SOCRIL, Centre Commercial Polygone, 34000 MONTPELLIER, T. (67) 32-31-31.

74 - Haute-Savoie

MEGEVE à 63 km de GENÈVE, au cœur des ALPES FRANÇAISES.
Rétenez dès maintenant directement au constructeur dans chalet collectif de 2 étages sur rez-de-chaussée situé à 800 m du Casino, 400 m du stade, 600 m du Palais des Sports, votre appartement de 3 p. ou studio, 4 p. à la demande, au total 9 appart. à construire dès août 1977. Achèvement prévu oct. 78.
Cet état, confort, éclair. tout, trois étud., fermes et défin. Rens. sur demande auprès de : S.A.R.L. L.B.A.L.P.
(Réalisations Immobilières Rhône-Alpes) - B.P. 59 - 73200 Albertville.

CHYPRE OU LA FIDÉLITÉ DIFFICILE

L'élection du successeur de Mgr Makarios comme chef de l'Etat chypriote aura lieu le 10 septembre, et M. Kyprianou, président de la Chambre des députés, qui assure actuellement les fonctions de chef de l'Etat, sera candidat. Les dirigeants politiques grecs chypriotes poursuivent leurs discussions sur la succession de l'ethnarque, dont

ils assurent tous vouloir poursuivre la politique dans le respect de la Constitution de 1960.

Par ailleurs, plusieurs personnalités turques ont affirmé ces derniers jours que le successeur de Mgr Makarios ne pouvait être tenu pour le président de la République de Chypre et serait uniquement le chef de la communauté grecque de l'île.

De notre envoyé spécial
JACQUES NOBÉCOURT

Nicosie. — La question — c'est de dire le choix d'une orientation. La fidélité au défunt est-elle dans l'évolution ou dans l'immobilisme, dans le respect de la lettre ou de l'esprit ? L'ethnarque avait une telle autorité que ses choix n'étaient pas discutés, même lorsqu'il servait. Aujourd'hui il n'en va évidemment pas de même pour aucun des successeurs possibles.

Autour de M. Spyros Kyprianou, leader du front démocratique (centre droit), dont tous admettent que Mgr Makarios l'a désigné pour son héritier politique, l'unanimité s'est faite dans les premières heures. En principe, pourtant, il conserve toutes ses chances, assurées du soutien de l'AKEL (parti communiste) et de l'EDKES (socialiste), soit des trois quarts du corps électoral.

Pour sa part, M. Glafkos Clérides, chef du rassemblement démocratique (droite extrême droite), qui a obtenu 25 % des suffrages aux élections législatives de l'an dernier, mais pas un siège, participe aux discussions à égalité avec les autres chefs de file. Ceux-ci lui reprochent d'avoir empêché la présentation à l'unanimité de M. Kyprianou le 10 septembre.

Première question de procédure : le candidat élu le 10 septembre sera-t-il désigné à nouveau en février 1978 lorsque interviendra le terme normal du mandat présidentiel en cours ? Autrement dit, les six mois à venir ne seront-ils qu'une longue campagne électorale pendant laquelle le chef de l'Etat interviendra en tant que président de la République ? En face de lui, M. Kyprianou deviendrait le candidat — peut-être un peu malgré lui — d'un bloc de centre gauche auquel participeraient les communistes.

Quelqu'un est-il disposé à se contenter d'un tel sort ? On a lancé des noms de personnalités neutres, en particulier celui de M. Pansalos Pansalos, président de la Compagnie grecque des mines. Il serait soutenu par un bloc de centre droit. Mais serait-il disposé à jouer les utiles sans prétendre rester à la présidence de la République ? En face de lui, M. Kyprianou deviendrait le candidat — peut-être un peu malgré lui — d'un bloc de centre gauche auquel participeraient les communistes.

Des divergences de fond

Cette discussion sur le nom et la procédure traduit les divergences de fond sur la politique à suivre.

Le litige pourrait devenir plus grave si les affirmations se précisaient et en particulier au cours d'une campagne électorale. Deux thèmes majeurs se dessinent. Comment traiter la question de Chypre sur le plan international ? Et comment régler les problèmes en suspens en politique intérieure ?

Pour M. Kyprianou et les partis qui le soutiennent, il faut suivre la ligne tracée par Mgr Makarios les 20 et 21 juillet derniers. La question de Chypre reviendra aux Nations unies au début de novembre. En cas d'échec ou de vote d'une résolution qui ne convaincrat pas la Turquie de se prêter à plus de souplesse, on convoquerait une conférence internationale selon la suggestion lancée par l'O.R.S.S. et reprise par l'archevêque. En tout cas, on ne sortira à aucun prix du cadre des Nations unies.

L'autre thème, se référant aussi à la politique de Mgr Makarios, insiste sur le fait que Chypre doit d'abord solliciter les puissances qui sont en mesure d'exercer des pressions sur la Turquie, en particulier les Etats-Unis et la Communauté économique européenne. Ils sont sceptiques sur les résultats d'une conférence internationale et n'attendent qu'un soutien moral à la cause chypriote de la part des pays non alignés. Une initiative américaine pourrait, selon eux, être plus efficace et être étayée ultérieurement par une démarche du secrétaire général des Nations unies.

Le problème de l'épuration

En apparence, les différences se ramènent à des nuances : tout le monde affirme catégoriquement que c'est à la Turquie maintenant de faire les concessions pour la reprise des conversations inter-

communautaires. Mais sur le fond, le désaccord porte sur le rôle que les Etats-Unis veulent et peuvent jouer, sur l'opportunité ou non de lancer à leur représentant, M. Clifford, l'invitation à intervenir que, de son propre aveu, il attend. A brève échéance, cela ne signifie-t-il pas la remise en cause de la politique de non alignement, l'introduction de Chypre dans l'affrontement des blocs, puisque la personnalité de Mgr Makarios n'est plus la pour équilibrer un grand partenaire ? Mais il n'est pas fait explicitement mention de cette perspective.

Le second enjeu concerne la politique intérieure, c'est-à-dire essentiellement l'opportunité d'opérer ou non l'épuration des éléments qui ont participé au coup d'Etat de juillet 1974 contre le président Makarios.

Peut-être parce qu'il croyait nécessaire de temporiser, en tenant compte de la Chambre des députés, l'ethnarque n'avait pas procédé à chaud, dès son retour à Nicosie, à la liquidation de ses

adversaires, qui sont aussi ceux des partis de gauche. Dans l'armée, dans la fonction publique, un certain nombre seraient encore en place, dit-on. Une loi votée par la Chambre a prévu une procédure d'enquête et de jugement, et la date de mise en accusation a déjà été portée de six mois. Mais la mort de l'ethnarque ne donne-t-elle pas l'occasion d'en finir avec ce que les uns appellent un « règlement de compte », et les autres une œuvre de « salubrité politique » ?

Sauvegarde d'une force de droite et d'extrême droite pour l'avenir, perpétuation d'un danger de coup d'Etat, menace à l'unité chypriote, fortification de l'esprit national, tous ces arguments ne sont pas encore portés sur la place publique, mais ils le seraient en cas de campagne électorale. Les partis de gauche attendent en tout cas de M. Kyprianou qu'il s'engage à mener énergiquement à bien l'épuration pour crever un abcès.

Les autres formations estiment qu'il est « temps de clore ce chapitre. Pour les uns comme pour les autres, il faut « en terminer très vite », mais évidemment, pas de la même façon.

(Lundi 15 août.)

Le voyage de la reine Elizabeth en Ulster

UN SUCCÈS POUR LA COURONNE BRITANNIQUE

La visite de la reine Elizabeth en Irlande du Nord est un succès pour la couronne. Organisée dans le cadre des fêtes du jubilé de la souveraine, ce voyage n'avait, en principe, pas plus de signification politique que ceux que le chef de Commonwealth avait déjà faits dans d'autres parties du Royaume-Uni ou de l'ancien empire. Malgré les menaces de l'IRA prévisible et les suggestions de divers milieux politiques anglais, la reine ne pouvait pas renoncer à ce projet sans peine de donner aux « peuples » un bulletin de victoire et de laisser croire aux protestants que Londres les abandonnait.

Expérant peut-être faire pression sur le gouvernement britannique, l'IRA prévisible, encouragée par la présence à Belfast de quelque cinq cents journalistes de la presse internationale, avait imprudemment multiplié les mises en garde solennelles. Malgré quelques violents incidents qui ont fait deux morts, l'organisation activiste a pu tenir sa bataille : l'apocryphe qu'elle avait annoncé n'a pas eu lieu et le voyage royal s'est déroulé rigoureusement selon le programme prévu.

Des mesures de sécurité exceptionnelles

Les mesures de sécurité exceptionnelles prises par les autorités expliquent certes en partie cet échec. Il n'en reste pas moins qu'on peut se demander si l'IRA joint encore du soutien populaire dont elle se réclame. Le succès rencontré par le Mouvement des femmes pour la paix, dont l'action a commencé il y a tout juste un an, avait été le premier indice sérieux de la lassitude d'une population écumée de violence. L'échec des manifestations d'opposition à la visite

(Samedi 13 août.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION	
Nous rappelons à nos lecteurs que la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et tendue par abonnement dans tous les pays.	
EXTRAIT DU TARIF (abonnement d'un an)	
Voie normale	120 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	138 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	154 F
● Amérique, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles	156 F
● Extrême-Orient	170 F
SERVICE DES ABONNEMENTS : 5, rue des Italiens, 75242 Paris - Code 09 - C.C.P. 429-23 Paris - Weekly English Section - « Le Monde »	

FRANCE

Une nuit chez les « dinamiteros » corses

Les réactions et les prises de position restent vives en Corse après l'attentat commis dans la nuit du 12 au 13 août contre le relais de télévision de Serru-di-Pigno et à la suite des propos tenus, le dimanche 14 août, par M. Edmond Simeoni lors du rassemblement de Funtani. La municipalité d'Alaccio et le parti d'extrême gauche dénoncent dans un communiqué commun des « criminalités trespasées ». M. Alexandre Sanguinetti, membre du comité central du P.F.R., s'étonne du silence des partis, à l'exception du P.C.

Bastia. — Il est des conférences de presse qui ressemblent à des jeux de piste. Ainsi de la « soirée » qu'a organisée, le lundi soir 15 août, sur les hauteurs de Bastia, le Front de libération nationale (F.L.N.) à l'attention de douze journalistes insulaires et continentaux.

Les grandes manœuvres

(Suite de la première page.)

Des formules comme celles-ci par exemple : les communistes ne veulent pas l'accord, ne veulent pas que la gauche gagne, ils ne veulent pas aller au pouvoir. Et aussi : la gauche perd du terrain, elle n'est plus du tout assurée de gagner les élections, alors les querelles reprennent de plus belle. Et même : au fond, tout se passe comme si, ayant cru sa victoire assurée, la gauche subissait déjà l'usure du pouvoir et connaissait dès maintenant la crise qu'elle ne pourra éviter trois, six ou douze mois après des élections qu'elle aurait gagnées. A la première de ces imputations, le refus du pouvoir par le P.C. M. Marchais a répondu avec vigueur. La cause est entendue. La seconde, le pronostic défavorable, est aussi hasardeuse, voire suspecte, que des sondages qui ne peuvent évidemment prendre en compte ni la date, ni les circonstances, ni les conditions politiques de la consultation. En fait, elle est lancée par des adversaires qui prennent plus ou moins leurs désirs pour des réalités. Quant à l'ingénueuse démonstration selon laquelle la gauche pourrait faire l'économie du pouvoir puisqu'elle en a déjà les effets et les vicissitudes, elle relève de la méthode Coué et de l'obédience propagande gouvernementale qui exploite et grossit à plaisir, la télévision aidant, le moindre incident.

Quand on écoute MM. Giscard d'Estaing et Chirac, qu'on regarde l'état de la majorité qu'en va en lambeaux, on ne peut s'empêcher de hausser les épaules en attendant les porte-paroles de cette même majorité s'apaisant intérieurement et avec délectation sur les divergences au sein de la gauche.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(Jeudi 11 août.)

De notre envoyé spécial

Tout le tapage fait autour du rassemblement autonomiste de Funtani a franchement exaspéré les nationalistes. En outre, la population n'a, semble-t-il, pas compris le sens et la portée du récent dynamitage du relais de télévision de Serru-di-Pigno. Il s'agit sans plus tarder de tirer les choses au clair.

Ce soir, une commanda d'une « 250 » pétaradant, un « motard » du F.L.N. vient cueillir, en plein cœur de Bastia, les visiteurs de la nuit. Il ouvre la voie à un cortège de trois voitures.

Dans un bois d'oliviers, chacun met pied à terre. Sans mot dire, comme pour épeler instinctivement le mystère, quelques « cascolards » bandent les yeux de leurs hôtes avant de les pousser dans une tourgonnette. C'est le silence. « Taisez-vous », lance un accompagnateur pour couper court à tout commentaire. Un quart d'heure de route. On abandonne le véhicule. Marche en file indienne dans la maquis.

Une haie, bandeau enlevé. Au pied de la colline, Bastia endormie. La cité est éclairée à giorno. Les grillons chantent. Des chiens aboient et se répondent. Des étoiles filantes traversent le ciel. L'air est doux. Le vrai été méditerranéen. Dieu que la Corse est belle !

Le lieu de la réunion : un sous-bois éclairé par quatre bougies. Posées sur des pierres, des planches servent de bancs. On entend couler une source. Sept ou huit militants en armes sont tapés dans l'ombre. Trois membres du bureau politique siègent derrière une table de fortune. « Merci d'avoir répondu à notre invitation », entame l'un d'eux. Vous comprendrez tous nos motifs de reconnaissance. Chacun journaliste, en revanche, décline son identité. Un avertissement : « Pas de mégaphone, pas de photo. »

D'une voix jeune, mais assurée, le « conférencier » évoque l'attentat de Pigno. « Nous savons que cela serait péniblement ressenti par de nombreuses personnes âgées ou isolées, surtout si elles nous haïssaient vraiment d'aller à contre-courant. Comptons-nous à la télévision française

De leur côté, plusieurs membres du Front de libération nationale corse, mouvement qui a revendiqué l'attentat de Serru-di-Pigno, ainsi qu'une dizaine d'autres commis dans l'île durant ces derniers jours, ont réuni une conférence de presse en plein maquis, dans la région de Bastia, au cours de la nuit du 15 au 16 août. Notre envoyé spécial Jacques de Barrin avait été invité par le F.L.N.C. à assister à cette réunion clandestine.

De leur côté, plusieurs membres du Front de libération nationale corse

maintenant qu'il est parvenu à une « maturité militaire suffisante », le F.L.N. entend développer son action politique, davantage expliquer où il veut en venir. A cet effet, il envisage même de créer... un service de presse régulier pour faire passer ses idées, en attendant que soient créées les conditions qui permettraient à ses militants de sortir de la clandestinité. Entre temps, le F.L.N. envisage de « renforcer et de diversifier » ses actions sur le terrain « aussi bien contre les installations que contre les hommes ».

Une précision qui a son importance : « Nous avons toujours cherché à protéger la vie de nos compatriotes et nous continuerons de le faire », affirme un membre du bureau politique. « Quant à nos ennemis, nous apprécierons ces par ces leur degré de responsabilité, les circonstances dicteront notre conduite. »

C'est l'on ne compte pas sur les nationalistes pour « livrer aux troupes d'occupation » une bataille rangée dans la plaine du Golo. Malgré tout, « nous saurons déborder sérieusement l'appareil policier pour amener les conditions de la négociation politique ».

La réunion de presse a duré une petite heure. Les « impératifs de la sécurité » imposent d'y mettre un terme. Une photo de famille avant de se séparer ? « Non », dit la troïka du bureau politique. Les journalistes insistent. Conciliabule. Finalement, ce sera oui. Les flashes crépitent sur les dinamiteros.

Alors qu'à la lumière des lampes torches la colonne des journalistes se reforme, un membre du service d'ordre a hasardé une question : « Alors, vous n'avez pas été trop déçus ? » La réponse se perd dans la nuit.

JACQUES DE BARRIN.

(Mercredi 17 août.)

ne diffusait qu'une information truquée et mensongère ne donnant la parole qu'aux chefs de clans, aux ministres en vacances, aux promoteurs. Et d'inviter le gouvernement à ne pas reconstruire cette station relais : « Ce serait une dépense inutile, car on recommencerait. »

Le responsable du F.L.N. dénonce ensuite la « one man show » d'Edmond Simeoni au rassemblement de Funtani et le « happening » de son frère Max. « Les autonomistes ont érigé le double jeu en stratégie », note-t-il. Aleria et Aglietta n'ont été que des par-les. Il leur faut des exutoires qui deviennent le sens du combat.

En réalité, « le mouvement autonomiste veut instaurer en Corse un Etat bourgeois, expression du désir de quelques-uns d'aménager le colonialisme à leur profit ». Il ne faut donc pas se laisser abuser par les mois qu'ils ont ces gens-là et les initiatives qu'ils prennent. La création d'une carte d'identité corse, la constitution d'un « gouvernement » autonome ? « De la verroterie » tout simplement.

Le fait est là : « De trop nombreux nationalistes sincères continuent d'être bernés par les autonomistes de l'Union du peuple corse ». Le F.L.N. ne doute pas que ces braves égarés rejoignent un jour le bercail, « car ils sont Corses et ce sont des travailleurs ».

Après cet exposé, le bureau politique se prête au jeu des questions. Les réponses sont brèves. Un péremptoire : « C'est tout » clôt presque invariablement le propos. Les Corses feraient-ils leurs la doctrine et la tactique du F.L.N. ? « Nous n'avons pas consenti de mobilisation contre notre organisation », remarque un de ses porte-paroles. Le F.L.N. a conscience « de représenter les profondes aspirations populaires d'être en Corse comme un poisson dans l'eau ». Un exemple ? Le dynamitage du relais de Pigno « l'unité » militaire « qui a investi la station a trouvé sur place trois socialistes insulaires. S'ils nous haïssaient vraiment, croyez-vous qu'ils auraient offert si peu de résistance ? »

[Rappelons que le Front de libération nationale de la Corse, qui prône l'indépendance de l'île et la lutte armée pour y parvenir, est né le 5 mai 1975 de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes clandestins. Un an pour pour après sa création, il avait organisé deux attentats : celui du 10 août 1976 contre Saint-Antoine de Casablanca. Seuls trois journalistes corses y avaient assisté.]

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 8 AU 12 AOUT

Dans l'attente du budget

MALGRE le relatif désœuvrement qui a régné ces derniers jours, la Bourse a tenu bon. Mieux ! Renforçant ses positions en de très nombreux endroits, elle a même encore un peu monté et à l'instar sans encombre la passe réputée difficile du 15 août.

Pourtant, l'on avait bien cru un moment que le marché allait rechuter. Encore très bien disposé lundi, il donnait en effet, dès le lendemain, des signes quelque peu inquiétants d'une faiblesse renouvelée. Le charme était-il à nouveau rompu ? Il y eut, en définitive, plus de peur que de mal. Mercredi, une nette tendance à la résistance s'affirmait et, jeudi, à surprise ! une flambée de hausse se produisit, qui effaçait et même au-delà, les pertes éprouvées les jours précédents. A la veille du week-end, une consolidation s'opérait sans peine et quelques progrès étaient même encore accomplis, si bien que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices ont encore monté d'environ 1 %. Pour une semaine précédant les fêtes de l'Assomption, c'est une performance.

Sans vie : telle était apparue la Bourse en 1974 à pareille époque et aussi en 1975. L'an dernier, ce fut plus encore, si l'on peut dire, l'inactivité s'accompagnant d'une baisse assez sensible des cours (- 1,5 %). Taxation des plus-values, incertitudes monétaires, économiques et politiques, les raisons ne manquaient pas, il est vrai.

La situation aurait-elle radicalement changé ? Il serait vain de s'enflammer dans l'euphorie. Certes, le franc se porte indiscutablement mieux et les mesures anti-inflationnistes promises et attendues pour la rentrée 76, sont désormais loin derrière nous. Cependant, l'horizon n'est toujours pas dégagé. Le rétablissement de notre monnaie reste fragile. Sur le plan économique, toutes les analyses vont à peu près dans le même sens : celui d'un ralentissement de l'activité et de la production industrielle durant le second semestre. Sur le plan politique, rien non plus n'est encore joué. La querelle entre MM. Mitterrand et Marchais, qui avait fait bouillir la Bourse la semaine passée, semble vouloir s'apaiser. Déjà, des deux côtés, le ton se fait plus conciliant. Même au sein de la majorité tout ne baigne pas dans l'huile, et de nouveaux accrochages se produisent, notamment à propos de la réforme du statut des députés suppléants.

Alors ? Alors, l'on se perdait un peu en conjectures autour de la corbeille pour tenter d'expliquer la forte résistance du marché à la baisse, résistance encore plus affirmée cette semaine que les précédentes.

En fait, il semble qu'il y ait au moins deux raisons à ce bon comportement. La première est l'espoir d'une détente générale des taux d'intérêt à la rentrée de septembre. Sous les colonnes du palais Brongniart, certains murmuraient même qu'une telle initiative pourrait s'inscrire dans le cadre d'un plan plus vaste destiné à frapper favorablement l'opinion. En tout cas, la fermeté très remarquable des établissements de crédit tend à prouver que cet espoir d'une baisse du loyer de l'argent est fermement ancré.

La seconde est d'ordre psychologique. Il semble que les investisseurs étrangers, britanniques en particulier, qui, ces derniers mois, avaient déserté la Bourse de Paris, s'intéressent de nouveau aux valeurs françaises. Ce regain d'intérêt ne s'est pas encore traduit par de très gros achats.

Mais ce qui est plus significatif, le « sentiment » de ces investisseurs, comme disent les professionnels, est lui aussi en train de changer. Assez pessimistes jusqu'ici, ils reprennent peu à peu confiance, et en même temps position. Il n'est pas douteux, en effet, que la Bourse fonde actuellement de grands espoirs sur la préparation du budget 1977, qui pourrait inclure certaines mesures (doublement de l'avoir fiscal, réévaluation des bilans, ou extension aux obligations de l'abattement fiscal dont profitent les intérêts obligataires), dont elle aurait tout à gagner. Les rumeurs vont bon train. A l'évidence, leur confirmation, ou leur démenti, déterminera l'orientation du marché au cours des prochaines semaines.

ANDRÉ DESSOT.

Le redressement du dollar se poursuit

Confirmation du redressement du DOLLAR et du tassement du DEUTSCHEMARK : faiblesse du DOLLAR CANADIEN : tels ont été les faits marquants de cette seconde semaine du mois d'août sur les marchés des changes. La progression du DOLLAR a été particulièrement sensible vis-à-vis du DEUTSCHEMARK. Le fléchissement du DEUTSCHEMARK a permis d'atténuer les tensions au sein du « serpent européen ». Le FRANC FRANÇAIS, qui

bien comporté. La bonne tenue de la devise britannique et l'abondance des réserves monétaires ont permis à la Banque d'Angleterre, de poursuivre sa politique de désaiguillage du loyer de l'argent. Le taux de l'escompte, qui avait été ramené de 8 à 7,5 % le 5 août, a ainsi été abaissé à 7 % le 12 août.

La faiblesse persistante du DOLLAR CANADIEN, dont le cours est tombé le 9 août, en dessous de 0,93 dollar, a été l'un des faits marquants de la semaine. L'annonce d'une hausse de 0,9 %

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	1,7380	5,5440	4,2607	4,9481	61,9917	4,2611	1275,27
	—	1,7393	5,4488	4,1786	3,9943	61,9916	4,2534	1233,45
New-York...	1,7389	—	29,3520	41,3638	42,9555	2,3650	46,9979	0,1227
	1,7393	—	29,5867	41,8223	43,5441	2,4230	41,9996	0,1224
Paris.....	5,5440	4,9125	—	203,27	211,06	13,7826	200,51	4,9653
	5,4488	4,8573	—	202,18	211,81	13,7375	199,56	4,9288
Zurich.....	4,2607	2,4175	49,2811	—	183,8445	6,7812	98,6332	2,7351
	4,1786	2,4025	49,4356	—	184,6157	6,7944	98,7038	2,7230
Frankfurt...	4,9481	2,3286	47,3796	94,2978	—	6,5381	96,9910	2,6387
	3,9943	2,2905	47,2774	95,2679	—	6,4946	94,3596	2,6047
Bruxelles...	61,9917	35,6500	7,2535	14,7956	15,3335	—	14,5488	4,9079
	61,9916	35,3800	7,2794	14,7180	15,3973	—	14,5575	4,9188
Amsterdam...	4,2611	2,4505	69,3727	101,3658	105,2620	6,7377	—	2,7755
	4,2534	2,4240	68,1028	101,3111	105,9873	6,8836	—	2,7697
Milano....	1275,27	882,90	179,63	365,21	379,25	24,7057	266,25	—
	1233,45	881,65	181,50	366,97	383,91	24,8335	262,22	—

Notons reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. Au contrepartie, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

avait fortement monté la semaine précédente, a vu ses cours se stabiliser. Il a finalement fléchi vis-à-vis du DOLLAR et progressé par rapport au DEUTSCHEMARK.

Les avoirs officiels de change de la France ont diminué de 1 537 millions de francs en juillet pour s'établir à 101 587 millions de francs, les avoirs en ce restant inchangés à 73 141 millions.

La LIVRE STERLING s'est

L'été de la contestation

APRÈS Crays-Malville et Nausac, le Larzac, pèlerinage rituel de la mi-août. Après la mise en cause de l'énergie nucléaire et de l'équipement hydraulique, le refus du camp militaire. Après la contestation de ce que, dans les discours officiels, on déclare être la condition du progrès ou une réalisation indispensable à l'expansion, voici, une fois de plus, la protestation contre l'armée. Et ce n'est pas tout : un autre rassemblement anti-nucléaire est prévu ce même dimanche, à Flamanville, dans la Manche ; prochain rendez-vous, pour le nucléaire encore, le 20 août à Belleville-sur-Loire. L'été de la contestation bat son plein.

Chaque dimanche soir, la télévision continuera donc de montrer à la France des vacances les visages de ses fils et de ses filles en colère. Elle choisit de préférence les silhouettes de robots bottés, casqués et, si possible, masqués. A défaut, elle saisisira, s'il s'en trouve, quelques lanceurs de pierres. Et, à défaut encore, les surs hirsutes et dépenaillés. En guise de toile de fond, on s'attardera sur de misérables campements nomades, ensevelis dans la brume s'il pleut, du genre camp de nudistes s'il fait soleil. Qu'une ou deux voitures flambent, et le fête sera complète. Si ce sacrifice expiatoire, qui ne manque jamais son effet, ne peut être filmé, la caméra détaillera alors le parc automobile pour donner à entendre que ces révoltes ne sont pas aussi malheureux qu'ils le disent, ces écologistes aussi hostiles au moteur qu'ils le brochant, aussi avertis de carburant qu'ils l'exigent.

Chaque dimanche encore, on s'interrogera en famille devant ces images : mais enfin, qu'est-ce qu'ils veulent ? Et d'abord qui sont-ils, d'où viennent-ils ? Des étrangers, sans doute, ou bien des hippies, des voyous. Ah ! la jeunesse d'aujourd'hui est bien étrange vraiment : elle a tout et elle n'est pas contente. Moi, de mon temps... Heureusement, ils ne sont pas tous comme ça.

L'ennui, c'est précisément que, à des degrés très divers bien entendu, ils sont plus ou moins « tous comme ça ». Ce qui frappe d'abord dans les visages de Malville, de Nausac, du Larzac et d'ailleurs, c'est la jeunesse des participants. Ils sont plus jeunes que toute autre foule française, quelle que soit l'occasion qui la rassemble : la politique, les conflits sociaux, les vacances ou même le sport. Certes, un Français sur quatre environ, treize millions en chiffres ronds, ont de seize à trente ans, et les cortèges de la contestation ne réunissent, tous comptes faits, que quelques dizaines de milliers de jeunes. Et si d'autres, qui n'ont pu y prendre part, se sentent de cœur avec eux, ils ne sont, tout au plus, que quelques centaines de milliers.

Alors, une poignée de casseurs, quelques experts en cocktails Molotov, qu'il ne faut pas confondre d'ailleurs avec les doux écologistes, les amateurs de fêtes et de rock, la masse des simples sympathisants et même des curieux qui forment le gros de la troupe ? La France, profonde et caïenne, la majorité silencieuse des millions de lycéens flâneurs et d'étudiants appliqués, des millions de possibles jeunes travailleurs des villes et des champs, tous ces petits couples tranquilles et ces nouveaux parents graves et réfléchis, n'ont rien à faire là, elle n'a rien à voir avec ces agités, ces inquiets, ces mécontents.

Faute de mieux, on se rassure avec de vieilles rengaines : la jeunesse est frondeuse et insatisfaite, c'est dans sa nature, c'est de son âge. Et tous les vieux thèmes y passent : le conflit des générations, le refus de l'ordre imposé et du désordre établi, l'espoir, l'illusion plutôt, qu'on peut changer la vie, le monde et l'homme, le scepticisme à l'égard des leçons de l'expérience et des enseignements du passé, le besoin de se passer en opposant, le goût de l'action qui, ne trouvant guère d'issue, se sublime en violence, l'horreur de la solitude et la joie d'être ensemble, le refus d'un

système écrasant qui vous enserre et vous étouffe. Rien de bien nouveau, en somme.

Peut-être. Et pourtant, si les plus de trente ans, fascinés et assourdis par la bruyante avant-garde dont on leur ressource les slogans et les méfaits avec une insistance qui n'est pas innocente, en viennent à négliger de regarder et d'écouter autour d'eux ? La majorité silencieuse de la jeunesse est absente du théâtre des opérations, c'est vrai. Mais que pense-t-elle, que veut-elle, que refuse-t-elle ? Qu'y a-t-il de nouveau, ici et maintenant ?

La grande nouveauté, c'est sans doute que la solidarité d'âge, l'appartenance à une génération, semble désormais beaucoup plus forte que toutes les solidarités d'origine et d'appartenance sociales. Hier, l'adolescent favorisé, l'étudiant promis à un bel avenir, le nouvel enseignant, le jeune cadre, se sentaient beaucoup plus proches de leurs aînés issus des mêmes milieux, comme on disait, que de leurs contemporains des classes populaires, scolaires ou apprentis, employés, ouvriers et paysans de leur âge. Et de subtiles frontières, de discrètes oppositions, subdivisaient encore, presque à l'infini, le monde de la jeunesse à l'image de l'univers des adultes.

Aujourd'hui, par-delà toutes les barrières des origines, du savoir, du niveau de vie même, tous trouvent tout de suite un langage commun, expriment les mêmes réactions, les mêmes jugements, les mêmes désirs, partagent les mêmes plaisirs, beaucoup plus facilement en tout cas qu'avec ceux qui, plus âgés, bénéficient d'un mode de vie comparable au leur, ont fait, en leur temps, les mêmes études et choisi la même carrière. Les différences s'estompent tandis que les ressemblances, même vestimentaires, s'accroissent.

Il est tentant d'expliquer cette fusion de la jeunesse en faisant valoir que chaque génération manifeste des goûts, adopte des modes, choisit des héros, éprouve des espérances ou exprime des refus qui lui sont à la fois propres et communs. L'uniformisation, même toute relative, des conditions de vie, la standardisation des produits, l'anonymat et la solitude ressentis, peu ou prou, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, ne poussent-ils pas d'ailleurs dans ce sens ?

Mais il ne s'agit pas de cela : il y a plus, beaucoup plus. Voici qu'on trouve au coude à coude, vibrant au même air de rock, réagissant de façon parallèle, voire identique, au service militaire ou à la politique, au sort des immigrés ou à la peine de mort, à la sexualité ou à la vie en communauté, devant l'ordre ou la drogue et même vis-à-vis de la délinquance ou du travail, un aggrégé qui enseigne en faculté et une institutrice de campagne, un petit pays du Languedoc et un cadre supérieur sorti de l'ENA, une dactylo et un jeune médecin, un laboureur de banlieue et une vendeuse de grand magasin... Ils posent, chacun à sa manière, le même regard sur les centrales nucléaires et l'impénétrabilité de la croissance, sur les partis politiques et sur les prisons, sur la folie et sur la musique, sur le progrès et sur le béton, sur la bagnole et sur le boulot. Leurs jugements se rejoignent bien plus qu'ils ne s'opposent.

S'ils ne sont que quelques dizaines de milliers à Malville ou au Larzac et quelques centaines de milliers à les approuver, ils sont des millions à les comprendre ou, au moins, à refuser de les blâmer. Une même angoisse quasi millénaire, un même recul devant l'avenir, leur avenir, un même rejet des idées reçues, des usages et des jugements tout faits : ce qui les rapproche est infiniment plus fort que ce qui les distingue et les divise.

Il faut en prendre son parti : même s'ils ne le manifestent pas, même s'ils se taisent, ils sont tous, enfin presque « tous comme ça ».

(Lundi 15 août.) P. V.-P.

L'ARGENT F

III. — L'art d'investir

هذه امه الاصل

SPORTS

ATHLÉTISME

Suprématie des deux Allemagnes en Coupe d'Europe

Le stade olympique d'Helsinki, haut lieu de l'athlétisme européen, a été, durant deux journées, samedi 12 et dimanche 13 août, le théâtre d'une apothéose et d'une décadence.

L'apothéose, c'est celle des athlètes allemands, qu'ils soient de l'Est (huit victoires) ou de

l'Ouest (cinq victoires). La décadence, c'est celle des Soviétiques, qui ne terminent qu'à la troisième place (deux victoires) de cette Coupe d'Europe, qu'ils remportent à trois reprises depuis sa création en 1955 : crues retournement pour les spectateurs finlandais — ils étaient quarante

mille — qui avaient assisté dans ce même stade, aux Jeux de 1952, à la révélation des athlètes de l'U.R.S.S., engagés dans la première compétition olympique de l'après-guerre. Si les Allemands bénéficient, de chaque côté de leur frontière, d'un entraînement rationnel, et surtout de cette émulation dans l'effort, que provoquent les performances de leurs champions de l'Est, les Soviétiques accusent en revanche le désarroi d'une équipe qui ne compte plus, au moins dans les courses, ces individualités, du type de Kuts naguevski ou de Borozov jusqu'ici, qui ont fait leur renommée.

Derrière les géants allemands et le colosse soviétique chancelant, c'est encore et toujours la Grande-Bretagne, dernier bastion de l'athlétisme intégral, qui tire le mieux son épingle du jeu, enlevant les deux plus belles victoires individuelles : le 1 500 m. gagné par Overt, et le 5 000 m. remporté par Rose.

Un résultat convenable

Les Finlandais, hôtes et héros de ces Jeux, ont eu, à deux reprises, — la statue de Nurmi orne l'entrée du stade et Lasse Viren, quadruple champion olympique, était dans les tribunes. — l'ont fait que la coupe du disque, se classant à la sixième place, derrière la Pologne et devant les Français.

La France, dont l'équipe est à 40 % antillaise, devance l'Italie, un point, et qui n'est pas tout à fait convenable. Individuellement, Rousseau, au saut en longueur, nous aura valu une première place, tandis que Demarçhan et Marajo se classaient troisième, respectivement au 400 mètres et au 800 mètres, ce qui incite néanmoins à la méfiance quand on évoque les luttes au double où s'illustrèrent sur cette même piste Mimoun et Jazy.

Deux champions de la R.D.A. auront dominé ces deux journées (dont la deuxième se déroula en partie sous l'orage) : le sprinter Eugen (vingt ans, 1,88 m, 70 kg, un athlète puissamment musclé, modèle américain, qui par deux fois, au 100 mètres et au 200 mètres, a battu les records mondiaux) et le sauteur en hauteur Beisselhardt, qui frôla le record mondial du Soviétique Fachenko, écartant de peu à 2,34 mètres.

L'équipe féminine a confirmé au-delà de toutes prévisions la supériorité écrasante des Allemandes (11 victoires sur 15), pourcentage qui ne saurait être battu. Les Indiennes du monde (Karin Rossley au 400 mètres haies et Rosemarie Ackermann au saut en hauteur).

Voici donc les deux Allemagnes qualifiées pour la Coupe du monde, qui doit se dérouler à la fin de septembre à Düsseldorf. La troisième équipe, dite équipe d'Europe, comprenant les meilleures individualités italiennes, sera désignée ce lundi 15 août.

AUTOMOBILISME

L'Australien Alan Jones devance Niki Lauda

au Grand Prix d'Autriche

L'Australien Niki Lauda n'aime toujours pas la pluie et les pistes glissantes. Dimanche 14 août, dans le Grand Prix d'Autriche, il a montré encore une fois en début d'épreuve qu'il n'avait pas réussi à surmonter ses appréhensions. S'il s'est classé deuxième à 20 secondes du vainqueur, l'Allemand Australien Alan Jones (Shadow), c'est qu'il a eu et mesure que le grand prix se déroulait la piste, en séchant, avait retrouvé l'essentiel de ses qualités d'adhérence. Lauda n'a pas oublié son accident survenu il y a un an, au Nürburgring, précisément dans des conditions comparables. Il avait pu juste avant le départ et, par endroits, le circuit détrempé était un piège pour les pilotes. C'est dans une zone humide que Niki Lauda avait perdu le contrôle de sa Ferrari, qui avait percé un talus puis un rail de sécurité, avant de prendre feu.

De toute évidence, Lauda a gardé sinon un complexe du moins une préoccupation marquée pour les circuits glissants. S'il est sûr qu'il a retrouvé ses réflexes, toutes ses qualités de metteur au point et son goût de la victoire, il semble qu'il soit toujours pénalisé par ce handicap. Il a en tout cas réagi à Zeitweg comme il y a dix mois au Japon. Ce jour-là, la piste du mont Fuji était détrempée. Lauda avait volontairement abandonné dès le deuxième tour. Il renouait, en arrivant ainsi, à

conservé son titre de champion du monde.

En Autriche, Lauda s'est laissé dépasser en début de course, évitant de prendre le moindre risque, mais il a progressivement rattrapé son retard dès qu'il s'est rendu compte que le danger était moins grand. Sur la fin, la deuxième place assurée, Lauda a choisi une course tactique, c'est-à-dire de garder sa position. Il ne servait à rien de s'exposer pour essayer de rattraper Jones, qui n'est en aucune façon dangereux pour le champion du monde. Jones était même le vainqueur qui pouvait subalterner Lauda, dans la mesure où les points qu'il marquait n'étaient plus à prendre par d'autres.

La preuve est cependant faite que Lauda reste vulnérable sur les circuits glissants. Il n'est pas tout à fait redevenu le pilote qu'il était avant son accident. Le Grand Prix d'Autriche a bien arrangé les affaires pour la conquête du titre mondial. Ses principaux adversaires, Schecter, Andretti, Hunt, ont été contrainsts à l'abandon, et Lauda, avec sa deuxième place, compte désormais 16 points d'avance sur Schecter, 22 points sur Andretti et 32 points sur Hunt. C'est un écart important, et il faudrait beaucoup de pluie et de circuits glissants dans les cinq dernières épreuves pour que Schecter, Andretti ou Hunt conservent une chance raisonnable de le menacer.

FRANÇOIS JANIN.

Les résultats

Athlétisme

COUPE D'EUROPE FINALE

100 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 10 sec. 12; 2. Mendes (U.S.S.R.), 10 sec. 22; 3. Borozov (U.R.S.S.), 10 sec. 23; 4. Salto-Rose (Fr.), 10 sec. 24.

200 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 20 sec. 80; 2. Borozov (U.R.S.S.), 20 sec. 10; 3. Bennett (G.-B.), 21 sec. 27; 4. Arane (Fr.), 21 sec. 48.

400 mètres. — 1. Hermann (R.F.A.), 45 sec. 52; 2. Podias (Pol.), 46 sec. 2; 3. Demarçhan (Fr.), 46 sec. 15.

800 mètres. — 1. Wuestebach (R.F.A.), 1 min. 47 sec. 21; 2. Beyer (R.D.A.), 1 min. 47 sec. 23; 3. Marajo (Fr.), 1 min. 47 sec. 40.

1 500 mètres. — 1. Overt (G.-B.), 3 min. 44 sec. 54; 2. Wuestebach (R.F.A.), 3 min. 45 sec. 5; 3. Poleson (Fin.), 3 min. 45 sec. 8; 4. P. Gonzalez (Fr.), 3 min. 45 sec. 56.

5 000 mètres. — 1. Rose (G.-B.), 15 min. 27; 2. S. S. S. (U.R.S.S.), 15 min. 28 sec. 30; 3. Fischen (R.F.A.), 15 min. 28 sec. 42; 4. Borzberg (Fr.), 15 min. 28 sec. 50.

10 000 mètres. — 1. Peter (R.D.A.), 37 min. 55 sec. 50; 2. Uhlman (R.F.A.), 37 min. 59 sec. 50; 3. M. S. S. (U.R.S.S.), 38 min. 13 sec. 60; 4. Gomez (Fr.), 38 min. 13 sec. 66.

100 mètres haies. — 1. Muntel (R.D.A.), 13 sec. 37; 2. P. S. S. (U.R.S.S.), 13 sec. 60; 3. Perceval (U.R.S.S.), 13 sec. 62; 4. S. S. S. (U.R.S.S.), 13 sec. 62.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 27 sec. 87; 2. Baumgartl (R.D.A.), 8 min. 31 sec. 87; 3. Kantenbach (Fr.), 8 min. 33 sec. 57; 4. Gauthier (Fr.), 9 min. 12 sec. 9.

4x100 mètres. — 1. R.D.A., 38 sec. 54; 2. U.R.S.S., 39 sec. 27; 3. Pologne, 39 sec. 38; 4. France, 40 sec. 6.

4x400 mètres. — 1. R.F.A., 3 min. 2 sec. 66; 2. R.D.A., 3 min. 2 sec. 23; 3. Pologne, 3 min. 3 sec. 83; 4. France, 3 min. 5 sec. 23.

Handicap. — 1. Pelschmidt (R.D.A.), 2 min. 31; 2. Wenzel (Pol.), 2 min. 32; 3. Grigoriev (U.R.S.S.), 2 min. 30; 4. Poleson (Fr.), 3 min. 11.

Longueur. — 1. Rousseau (Fr.), 8 m. 02; 2. Podias (U.R.S.S.), 7 m. 94; 3. Mitchell (G.-B.), 7 m. 94.

Triple saut. — 1. Pelschmidt (U.R.S.S.), 17 m. 09; 2. Kutsarv (Fin.), 16 m. 32; 3. Blakowski (Pol.), 16 m. 19; 4. Lamotte (Fr.), 16 m. 07.

Pêche. — 1. Kozakiewicz (Pol.), 5 m. 60; 2. Kalliomaki (Fin.), 5 m. 35; 3. Lohre (G.-B.), 5 m. 30; 4. Bolot (Fr.), 5 m. 25.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.), 51 m. 85; 2. Stahlberg (Fin.), 50 m. 90; 3. Kantenbach (R.F.A.), 50 m. 42; 4. Beyer (Fr.), 48 m. 07.

Altitude. — 1. Bichem (R.F.A.), 75 m. 80; 2. Sachse (R.D.A.), 74 m. 60; 3. Sedikh (U.R.S.S.), 73 m. 80; 4. Surin (Fr.), 68 m. 12.

Diague. — 1. Pucko (Fin.), 67 m. 08; 2. Schmitt (R.D.A.), 66 m. 88; 3. Viktor (U.R.S.S.), 61 m. 50; 4. Plette (Fr.), 57 m. 08.

Javelot. — 1. Greenberg (U.R.S.S.), 67 m. 18; 2. Borozov (Fin.), 61 m. 06; 3. Blizsky (Pol.), 59 m. 62; 4. Lutu (Fr.), 54 m. 42.

Classement. — 1. R.D.A., 133 pts; 2. R.F.A., 110; 3. U.R.S.S., 99; 4. Grande-Bretagne, 92; 5. Pologne, 91; 6. Finlande, 82; 7. France, 68; 8. Italie, 52.

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE

1. Jones (Shadow), les 54 tours en 1 h. 37 min. 18 sec. 49 (moyenne 197,84 km-h.). 2. Lauda (Ferrari), 54 pts; 3. S. S. S. (U.R.S.S.), 34 sec. 2; 4. Reutemann (Ferrari), 35 sec.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts; 2. Schecter, 38; 3. Reutemann, 34; 4. Andretti, 32; 5. Hunt, 21; 6. Nilsson, 20; 7. Moss, 17.

ARTS ET SPECTACLES

Bilan et propositions pour les musées

En dressant le bilan de l'activité des musées au cours des dix dernières années, mercredi 10 août devant le conseil des ministres, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a demandé qu'une réflexion soit faite, en 1978, en faveur de la culture, notamment dans le domaine des musées, de l'architecture et des monuments historiques.

Beaubourg a été la « grande affaire » culturelle de ces dernières années. D'un côté, il a suscité un espoir; de l'autre, il a provoqué un ressentiment dans les musées nationaux qui vivent grâce aux subventions de l'Etat. Ils recevaient ordinairement pendant les années de la réalisation de Beaubourg, ils ont reçu encore moins. L'année 1977 a été budgétairement l'année noire des musées de France. Le budget de fonctionnement des trente et un musées nationaux, dont le Louvre, a été d'environ 97 millions de francs en 1977 contre... 131 millions pour Beaubourg, à lui seul.

Or les musées nationaux sont, de tous les secteurs dits de « consommation culturelle » le seul qui ait, pour employer un terme économique, en « expansion ». Les entrées dans les spectacles baissent; dans les musées, elles augmentent. Depuis 1960, le cinéma a perdu 50 % de ses spectateurs, le théâtre à peine un peu moins (— 40 % pour les théâtres nationaux et — 39 % pour les théâtres privés) tandis que, dans le même temps, les musées enregistrent un taux de croissance de 150 %, passant de 3,5 millions d'entrées en 1960 à 8,5 en 1974.

La revendication des musées de France est claire : que l'on donne à peu près aux autres musées nationaux ce qu'on a donné à Beaubourg, afin de passer d'un « budget de subsistance » à un « budget d'expansion ». Pendant que Beaubourg était en cours de réalisation, les autres musées ont mis au point leur plan de développement et attendent de recevoir les moyens de les appliquer.

C'est cette revendication que le Louvre, le National Gallery de Londres, le Metropolitan Museum de New York, le Victoria and Albert de Londres, le Louvre, et le Louvre, ont fait valoir en entrant rue de Valenciennes. Il veut y répondre en faisant pour 1978 un effort particulier. On croit que nos musées sont « grands ouverts » : en réalité, ils sont partiellement clos. Les visiteurs qui parcourent la grande galerie du Louvre ignorent que 30 à 40 % des salles sont fermées par roulement, à cause du nombre insuffisant de gardiens. Et ceux de Versailles savent bien qu'ils n'ont droit qu'à la visite des appartements royaux. Ils ne soupçonnent pas que quinze superbes salles comprenant de très grandes peintures historiques pourraient leur être ouvertes... si les conservateurs disposaient des gardiens nécessaires.

Les problèmes de sécurité sont devenus la pierre d'achoppement

Il a présenté une série de mesures qui doivent, après la réalisation du centre Georges-Pompidou, donner, dès l'été prochain, davantage de moyens au Louvre et au château de Versailles notamment.

A plus long terme, le ministre a soumis au gouvernement, qui l'a adopté, un projet de loi-programme destiné à définir le calendrier des grandes opérations en cours ou à venir.

réglent leurs droits de succession en œuvres d'art. Mais cela ne donne pas à nos musées le moyen d'avoir une politique d'acquisitions concertée qui permette, ici, de combler les lacunes des collections nationales, là, d'acheter avant que n'augmentent les prix du marché, lorsqu'une découverte est faite dans le monde.

Enfin, il existe encore en France des collections privées qui comptent des œuvres importantes. Il est fatal qu'elles soient, un jour ou l'autre, mises à l'encan, les grandes fortunes privées tendant peu à peu à se défaire. Les musées nationaux réclament les moyens d'être présents sur le marché lorsque l'occasion s'en présente. C'est peut-être, à fort remarquer M. Emmanuel de Margerie, directeur des musées de France, une des dernières périodes où des œuvres d'art importantes, encore en possession de particuliers, peuvent être acquises.

Grâce à une augmentation des crédits d'équipement, les musées vont voir leurs moyens plus que doubler d'une année à l'autre : ils passeront de 40 millions de francs à 91 millions, mais il convient de se souvenir qu'ils avaient diminué de 40 % en 1977 (1).

Un autre facteur déterminera l'avenir des musées en France : l'accroissement des acquisitions. Parmi les pays industrialisés, et mis à part le cas tout à fait récent de Beaubourg, c'est la France qui consacre le moins de crédits par tête d'habitants à l'achat d'œuvres d'art. En Grande-Bretagne, pays dont la situation économique passe pour être moins bonne que celle de la France, le National Gallery de Londres reçoit à elle seule autant que nos trente et un musées nationaux.

Certes, le Louvre peut bénéficier de crédits exceptionnels lorsque se présente une occasion exceptionnelle, comme ce fut le cas pour l'achat des « Tricoteuses » de Georges de La Tour. Et d'une manière générale, nos musées bénéficient d'une disposition de loi qui leur permet de s'enrichir considérablement sans bourse délier, grâce aux donations en paiement, qui autorisent les particuliers à

(1) Les crédits de Beaubourg seront reconduits : 132 millions de francs pour l'exercice 1978, 135 millions en 1979, 138 millions en 1980, 141 millions en 1981, 144 millions en 1982, 147 millions en 1983, 150 millions en 1984, 153 millions en 1985, 156 millions en 1986, 159 millions en 1987, 162 millions en 1988, 165 millions en 1989, 168 millions en 1990, 171 millions en 1991, 174 millions en 1992, 177 millions en 1993, 180 millions en 1994, 183 millions en 1995, 186 millions en 1996, 189 millions en 1997, 192 millions en 1998, 195 millions en 1999, 198 millions en 2000, 201 millions en 2001, 204 millions en 2002, 207 millions en 2003, 210 millions en 2004, 213 millions en 2005, 216 millions en 2006, 219 millions en 2007, 222 millions en 2008, 225 millions en 2009, 228 millions en 2010, 231 millions en 2011, 234 millions en 2012, 237 millions en 2013, 240 millions en 2014, 243 millions en 2015, 246 millions en 2016, 249 millions en 2017, 252 millions en 2018, 255 millions en 2019, 258 millions en 2020, 261 millions en 2021, 264 millions en 2022, 267 millions en 2023, 270 millions en 2024, 273 millions en 2025, 276 millions en 2026, 279 millions en 2027, 282 millions en 2028, 285 millions en 2029, 288 millions en 2030, 291 millions en 2031, 294 millions en 2032, 297 millions en 2033, 300 millions en 2034, 303 millions en 2035, 306 millions en 2036, 309 millions en 2037, 312 millions en 2038, 315 millions en 2039, 318 millions en 2040, 321 millions en 2041, 324 millions en 2042, 327 millions en 2043, 330 millions en 2044, 333 millions en 2045, 336 millions en 2046, 339 millions en 2047, 342 millions en 2048, 345 millions en 2049, 348 millions en 2050, 351 millions en 2051, 354 millions en 2052, 357 millions en 2053, 360 millions en 2054, 363 millions en 2055, 366 millions en 2056, 369 millions en 2057, 372 millions en 2058, 375 millions en 2059, 378 millions en 2060, 381 millions en 2061, 384 millions en 2062, 387 millions en 2063, 390 millions en 2064, 393 millions en 2065, 396 millions en 2066, 399 millions en 2067, 402 millions en 2068, 405 millions en 2069, 408 millions en 2070, 411 millions en 2071, 414 millions en 2072, 417 millions en 2073, 420 millions en 2074, 423 millions en 2075, 426 millions en 2076, 429 millions en 2077, 432 millions en 2078, 435 millions en 2079, 438 millions en 2080, 441 millions en 2081, 444 millions en 2082, 447 millions en 2083, 450 millions en 2084, 453 millions en 2085, 456 millions en 2086, 459 millions en 2087, 462 millions en 2088, 465 millions en 2089, 468 millions en 2090, 471 millions en 2091, 474 millions en 2092, 477 millions en 2093, 480 millions en 2094, 483 millions en 2095, 486 millions en 2096, 489 millions en 2097, 492 millions en 2098, 495 millions en 2099, 498 millions en 2100, 501 millions en 2101, 504 millions en 2102, 507 millions en 2103, 510 millions en 2104, 513 millions en 2105, 516 millions en 2106, 519 millions en 2107, 522 millions en 2108, 525 millions en 2109, 528 millions en 2110, 531 millions en 2111, 534 millions en 2112, 537 millions en 2113, 540 millions en 2114, 543 millions en 2115, 546 millions en 2116, 549 millions en 2117, 552 millions en 2118, 555 millions en 2119, 558 millions en 2120, 561 millions en 2121, 564 millions en 2122, 567 millions en 2123, 570 millions en 2124, 573 millions en 2125, 576 millions en 2126, 579 millions en 2127, 582 millions en 2128, 585 millions en 2129, 588 millions en 2130, 591 millions en 2131, 594 millions en 2132, 597 millions en 2133, 600 millions en 2134, 603 millions en 2135, 606 millions en 2136, 609 millions en 2137, 612 millions en 2138, 615 millions en 2139, 618 millions en 2140, 621 millions en 2141, 624 millions en 2142, 627 millions en 2143, 630 millions en 2144, 633 millions en 2145, 636 millions en 2146, 639 millions en 2147, 642 millions en 2148, 645 millions en 2149, 648 millions en 2150, 651 millions en 2151, 654 millions en 2152, 657 millions en 2153, 660 millions en 2154, 663 millions en 2155, 666 millions en 2156, 669 millions en 2157, 672 millions en 2158, 675 millions en 2159, 678 millions en 2160, 681 millions en 2161, 684 millions en 2162, 687 millions en 2163, 690 millions en 2164, 693 millions en 2165, 696 millions en 2166, 699 millions en 2167, 702 millions en 2168, 705 millions en 2169, 708 millions en 2170, 711 millions en 2171, 714 millions en 2172, 717 millions en 2173, 720 millions en 2174, 723 millions en 2175, 726 millions en 2176, 729 millions en 2177, 732 millions en 2178, 735 millions en 2179, 738 millions en 2180, 741 millions en 2181, 744 millions en 2182, 747 millions en 21

SPECTACLES

Expositions pour les musées

هنا امنا الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Une anthropologie par l'image

Les Noirs vus par les Anciens

LA Méditerranée, où s'articulent trois continents, n'a cessé de jouer un rôle exceptionnel pour l'identification rétrograde des sociétés. Et même, semble-t-il, des plus initiales. Et même, des vases grecs de la fin du sixième siècle, c'est-à-dire tout de même d'une haute époque, qui sont des petites cruches ou pots en forme de tête. Un arybal (Athènes) figure un Noir bien reconnaissable aux grosses lèvres et aux petites pastilles destinées à traduire une chevelure crépus ; un cantiare (Bos-ton), un peu plus grand, ajoute à ces traits des rides indiquant un vieil homme. Fort, précis, rien de grotesque. L'Africain a évidemment été regardé avec la curiosité non exempte de sympathie que les Grecs savaient mettre en œuvre. C'est un peu l'air d'un homme de ces pots payants à face hilare qu'on trouvait autrefois dans les foires de nos campagnes. Mais ces objets d'usage et de fantaisie proviennent, du moins, d'avant même Hérodote, les Athéniens avaient quelque idée de la race noire ou, si l'on veut, des ethnies du sud de la Méditerranée.

Le Scythe blond et l'Éthiopien noir

D'autres vases, toujours pas très hauts (moins de 20 centimètres), mais toujours enroulés, de même date (vers 500 avant notre ère), et traités avec une aisance diversifiante, présentent deux faces opposées (Boson, Boston) : une blanche et une noire. Quand on les tourne, ces pots de terre cuite « jarri-formes », de manière à fixer les deux parties, le vœu du peintre-écrivain pour définir le contraste des traits et des types en un objet bicolore ne fait pas seulement sourire. On est en présence d'un savoir anthropologique déjà formé sur les caractéristiques distinctes de l'humanité septentrionale et de l'humanité méridionale. L'écho s'en trouve chez certains préhistoriques, pour qui tout

tournait autour de l'opposition fondamentale du Scythe blond et de l'Éthiopien noir. Opposition qu'on retrouvera en écho dans les traités dits de « physiognomonie » jusqu'au dix-septième siècle, moyennant un petit effort pour y faire tenir les indiens cultivés d'Amérique. La théorie, assez facile à nuancer, du climat déterminant (Montesquieu et l'abbé Du Bos diront-ils autre chose ?) aidait à rendre compte de la diversité des types humains. Ceci dit, il était bien tentant, comme l'a écrit avec humour J. D. Beazley, quand on disposait du magnifique vases noir de la céramique athénienne antique, d'en tirer parti pour faire surgir les traits « éthiopiens ».

L'exotisme est ce qui naît de l'image de l'autre, du lointain, de l'étranger. Mais l'abondance même des pièces est finalement digne d'attention. Cheveux crépus, nez épatés, lèvres épaisses, etc., abondent non seulement dans la céramique anthropomorphe, mais dans les pendentifs, les masques, les statuettes, les mosaïques, les bijoux. A tel point qu'un professeur de l'Université du Cameroun a pu exploiter ces données pour les « sources grecques » de l'histoire négro-africaine, tant leur diversité répond à ce qu'on peut toujours observer aujourd'hui. Rien n'indique à Rome — pas plus qu'en Grèce — une attitude systématiquement déshumanisante. Certains l'ont cru un peu vite, parce que, plus on avance vers l'époque impériale, plus on trouve de bouffons, d'acteurs, de pugilistes, voire de palérentiens négres dans les bronzes ou dans les peintures. Parfois, mais rarement, ils rentrent — comme tant d'autres — dans des contorsions grotesques. Accroché sous un capuchon pour former une petite lampe, taillé avec toutes ses boucles dans le basalte, silhouetté sur une mosaïque claire, le type africain est devenu un élément « pittoresque » de choix. Il y a un attrait du Noir pour l'Antiquité méditerranéenne, l'attrait d'un type humain qui intrigue, mais qu'on ne méprise pas.

Le beau portrait de Memnon, fils adoptif d'Hérode Atticus, au deuxième siècle ap. J.-C., que l'habileté effacement du nez a rendu pareil à un boxeur rêveur, est l'effigie d'un *littérateur* noir et d'une individualité. Aucun « racisme » derrière tout cela. Telle est, du moins, l'intéressante conclusion d'un savant qui donne le ton par sa contribution à un bel et important ouvrage sur *l'Image du Noir dans l'art occidental*, Office du Livre, Fribourg (1).

Nubiens et Pygmées

Trois volumes sont annoncés pour récapituler les attitudes des sociétés antiques puis du monde chrétien à l'égard de l'humanité africaine, et enfin les mépris et les remords de l'âge moderne à l'égard de peuples trop facilement asservis. Avec sagesse, l'instigatrice de l'entreprise, Dominique de Menil, a choisi la ligne directrice des « Images », de la figuration. Les chapitres demandés aux savants compétents donnent lieu à un magnifique flux d'illustrations réunies par L. Buzier. L'inlassable activité artistique de l'Occident permet d'identifier toutes sortes de réactions simples, très différentes de ce que connaît le vingtième siècle et plus intéressantes que les douteuses reconstitutions historiques. Le directeur de l'Unesco, qui préface poliment le premier tome consacré à l'Égypte et au monde antique, semble regretter un peu ce parti ; mais la publication lui doit une grande tenue. L'image possède ici un formidable pouvoir d'information.

Pour l'époque antérieure à l'ère chrétienne, l'Égypte joue un rôle exceptionnel, et un peu encombrant. Dix siècles avant les Grecs. Et leurs vases jarri-formes, l'impitoyable célébration des victoires illustrées par les grappes de valeureux sous les pieds des pharaons, les magnifiques fresques des tombes, comme celle de Rekhmaré (Thèbes) où défilent les tributaires nubiens avec singes, peaux de léopard et défenses d'ivoire, et puis, là aussi, déjà les statuettes, les vases à parfum anthropomorphes, fournissent des silhouettes impossibles à méconnaître. Mais les Nubiens, les Soudanais sont-ils de vrais représentants de l'Afrique ? Les égyptologues ont quelque peine à identifier ici le « vrai » Noir. Sauf, péripétie singulière, l'apparition précoce des Pygmées ; dans un texte magique qui remonte au-delà de 2300 avant J.-C., est mentionné le merveilleux Pygmée danseur « qui divertit le dieu au pied de son trône ». Mais pas de Pygmée dans les représentations. On en trouvera peut-être un jour. En tout cas, les nains noirs, traités comme des putif fous, seront, deux millénaires plus tard, un thème à la mode des mosaïques « milloques », à côté des bruns spectateurs d'Isis. Étrange Égypte !

Alors, le merveilleux, le fantastique, l'imaginaire ? L'épaisse Afrique était moins connue, ou même dévotée, par le monde méditerranéen que l'Asie. Les Grecs ont recueilli des figures typiques, mais non des légendes, à l'inverse de ce qui s'est passé pour l'Inde après Alexandre. Ils n'ont pas peuplé l'Afrique de monstres imaginaires, comme ils ont fait pour l'Orient et la Chine. Sur les cartes médiévales, où les terres lointaines sont stigmatisées par quelque créature bizarre, c'est à l'est qu'elle pullule. Les zones, il est vrai, se confondent à la périphérie : l'Éthiopie, pays des Noirs, monde complémentaire de l'Europe, couvre tantôt le fond de l'Inde, tantôt une partie de l'Afrique. Un grand historien, A. Witikower, a naguère rendu compte du mécanisme de ce qu'il a judicieusement nommé « la migration des symboles » (2). Les monstres existaient à l'origine des récits ; ils prennent consistance, ils surgissent, au point de rencontre des légendes et du voyage. Quelqu'un raconte, voilà tout. Un croquis, un modèle, confère l'existence à l'improbable. La forme apporte une évidence. Or, les singularités fantastiques : cyno-



céphales, hommes sans tête — c'est-à-dire à face pectorale — ne sont signalés en Afrique que par dérivation des fables de l'Asie. Et quand apparaît le Nouveau Monde, ils ont tendance à y cingler (3). Tout cela pour dire que l'image du Noir est restée relativement pure dans le monde antique : elle occupait un pôle anthropologique fixe, avec sans doute des implications superstitieuses. Mais, les remuements Pygmées mis à part, elle comportait un accompagnement légendaire faible. Et un investissement affectif léger, par comparaison avec ce qui suivra.

ANDRÉ CHASTEL

(Jeudi 11 août.)

(1) *L'Image du Noir dans l'art occidental*, vol. 1 : Des pharaons à la chute de l'Empire romain, par J. Vercauteren, J. Leclercq, Frank Snowden, J. Desanges. Préface S.M. M'bow ; introductions par D. de Menil et L. Buzier. Office du Livre, Fribourg (pour l'édition française).

(2) A. Witikower, *Search of the East, a study in the history of monster* (1932), dans « *Allegory and the migration of symbols* », Londres, 1971.

(3) B. Bucher, *La Sargasse aux sept continents*, Ed. Hermann, 1977, s'est efforcé de systématiser dans cet esprit les représentations données des Indiens dans les deux volumes de récits de voyages américains publiés par Th. de Bry (1598-1624).

AU FESTIVAL D'AVIGNON

Un auteur en quête de spectateurs

Pendant les deux premières semaines du Festival, Théâtre ouvert, qu'il s'agit d'Alain, à l'Alcazar, de chaque année, à la chapelle des Cordeliers, rebaptisée pour la circonstance « la Gueuloir », des pièces inédites lues par leur auteur. Hervé Guibert raconte son expérience.

QUE faire, quand on a mis deux ans à écrire une pièce et qu'on a envie de la monter, un jour ? L'envoyer à des éditeurs, à des directeurs de théâtres parisiens, à des centres dramatiques de province, à des metteurs en scène, à des vedettes ? Le choix est difficile. Il faudrait disposer de beaucoup d'exemplaires et n'est-ce pas le genre de démarcher qui se soldent automatiquement par un « remerciement » poli et encourageant (« continuez dans ce sens, c'est plein de promesses et faites-nous lire la seconde... »). D'abord, ma pièce dactylographiée fait soixante-quinze pages et la photocopie coûte 1 franc pièce. Je vais trouver mon blanchisseur, il a une photocopieuse, il me dit : « Dites donc, c'est vous qui tapez comme ça, vous tapez aussi bien que moi, et elle est si agréable à lire... » Je le surveille du coin de l'œil, j'ai peur que son œil à lui accroche sur certains mots de mon texte, que mon côté masculin lui saute soudain aux yeux et qu'il ne me regarde plus de la même façon quand je lui apporte mes serviettes-éponge. Je l'oblige à la discrétion en récupérant avec empressement les feuilles au fur et à mesure. Pour dédramatiser l'atmosphère, il me lance : « Dites donc, vous écrivez vos *Mémoires* ! »

Je suis impatient (surtout la distinction entre l'art et l'impatience) et les refus sont toujours désagréables : je me dis que je vais faire le moins de démarches possibles. C'est une pièce à deux personnages, je ne rêve pas de décors formidables, je me dis que ça devrait être facile. Tout à coup une idée : le Gueuloir, Lucien Abou, Théâtre ouvert, le patronage de France-Culture, tout ça est sérieux. On donne la possibilité à de jeunes auteurs de lire leurs « pièces originales et inédites », d'avoir un public, d'être confrontés à des réactions. Quelle chance ! J'envoie ma pièce et on reçoit ma candidature. Il faut venir et se taper par ses propres moyens, mais ça c'est normal, c'est déjà une chance de pouvoir passer pour un auteur dramatique et de s'exprimer librement, sans censure. Ma lecture est fixée le dimanche 24 juillet, à 18 heures.

Je reviens expressément d'Allemagne, où je suivais les répétitions générales de la *Tétralogie* montée à Bayreuth par Chéreau. J'arrive à Avignon avec seize heures d'opéra dans la tête et vingt-quatre heures de train dans le corps, possiblement décomposé. Je fais une première lecture, seul, dans ma chambre d'hôtel, ma montre à la main, ça dure 1 h 15. Je me suis beaucoup amusé en lisant. Bien sûr je me pose la question suivante : vais-je tout lire à plat ? en affichant la froideur hautaine et dévotée des acteurs de Bresson, ou bien vais-je mettre des intentions d'effroi à l'endroit de quelques vivants ? Le ton Bresson est très à la mode et ne manque pas d'élégance, je ne suis pas comédien, mais je décide quand même de « jouer » ma lecture : j'ai peur de m'ennuyer. Je me rends dès 11 heures du matin dans la chapelle des

Cordeliers, pour la séance de mise au point avec le directeur. Présentation. Heureusement, je ne suis pas seul. Une amie actrice que l'accompagne parfois en tournée pour la dépanner à l'heure de la rendre la parole et de jouer pour moi les imprévus. Elle parle aux techniciens, m'installe à une table d'écouter à l'emplacement de l'autel, fait poser un micro, s'assied sur les gradins et me met très à l'aise en me disant : « Vas-y ! »

J'hésite entre le silence et la pétrification, ou le feu très intense, mais finalement j'opte pour l'efficacité. On me regarde, on m'écoute. Je me dis : après tout, il ne s'agit pas de voir la peur qu'il y a en moi, il faut paraître sûr de soi, alors allons-y, et je commence à lire, en faisant semblant de prendre une page au hasard, mais en fait je choisis mon passage préféré.

Je n'ai pas dit deux mots qu'on me coupe aussitôt : on ne me comprend pas au-delà du deuxième rang, je parle trop vite, je n'articule pas. On me dit : va lentement, hache, articule, lève la tête de temps en temps et ne remue pas tes pieds comme ça. En fait il y a un écho épouvantable dans cette chapelle, et le micro n'y fait rien. Je reprends ma lecture, imperturbable. Au bout de trente secondes, je lève et plisse les yeux dans les projecteurs pour demander : ça va ? On me répond : c'est un peu mieux, mais vas encore trop vite, si tu lis comme ça la salle va vite s'endormir. Je me dis : attends que l'écho te revienne et ne lève pas la tête sans arrêt, on sent que tu te forces. Le régleur, Néma Marquet, « cool et sympa » comme tous les gens à Avignon, me rassure : « Ne t'en fais pas, tout va passer bien. » Mon amie me dit : « Surtout ne fais pas d'intonations, ça tombe à plat ; ne joue pas ton texte, ça devient anecdotique, il le plus à plat possible, et fais l'air de quelqu'un qui ne sait rien. » Je regarde la salle vide un peu déçu, en pensant : mais qui va bien pouvoir venir ? A nouveau on me rassure : mais si, il y a tout un public que ça intéresse, un public d'habituels, tu verras, il y aura du monde.

Louise et Susanne

En sortant, on rencontre mes parents, venus expressément leur lieu de vacances pour écouter leur fils. Mon père, qui pense à tout, me dit : sursais, pense bien à l'articuler. Puis nous rencontrons dans les rues d'Avignon ou aux terrasses des cafés des comédiens à qui mon amie amène, courtoisement : il lui faut à l'heure sa pièce au Gueuloir. On me regarde du même air compatissant, on me souhaite bonne chance, on ajoute : « Ne vous en faites pas, il y aura du monde, il y a tout un public pour ça. » Mais ce public, ce n'est pas eux : ils ne se proposent même pas de venir m'écouter, et j'ai suffisamment de compréhension pour ne pas les inviter. Alors quel est ce public du Gueuloir : des professeurs de grammaire à la retraite, des hippies, des lycéennes ? On verra bien.

J'entre dans la salle et dévotement les gens. Les projecteurs s'allument. On annonce les probabilités lectures, le débat qui suivra celle-là, mais on avertit le public qu'il faudra quitter la salle à 20 heures, c'est comme ça, et l'heure c'est l'heure. J'ouvre mon texte, je lis, fâché et articulé : « Louise et Susanne. Dialogues. Personnages et décor... » Ça y est, je suis lancé, je suis dedans, ça ne peut plus me faire peur. Les gens sont muets. Je me dis qu'ils vont partir

par rales et que ça va me déprimer, mais, miracle ! Ils restent assis sur leurs sièges. Scène 1, scène 2, scène 3... Quand j'arrive à la scène 13 ou 14, je commence à trouver ça pénible. Je m'ennuie. Je me dis que ça va faire bien, en tout cas détaché, de regarder ma montre de temps en temps, et je ne me gêne pas : je lis depuis une heure et demie. Je pense que si j'étais spectateur je ne tiendrais pas le coup : écouter comme ça pendant une heure et demi, c'est un peu long. Mais il y a un texte assis à une table et avoir mal aux fesses en même temps, il n'y a pas de quoi être bouleversé.

Soudain un couple de touristes uruguayens, qui veulent visiter la chapelle, surgissent derrière moi, éblouis par les projecteurs sans comprendre ce qui se passe. Puis un chien vient me renifler les pieds. A chaque fois tout en continuant à lire, j'ai l'impression que l'ironie qui m'inspire le continue, stoïquement. Parfois j'ai envie de m'arrêter et de leur dire : écoutez, ça a suffisamment duré comme ça, faisons autre chose. A la fin, j'emballais tout ça un peu rapidement, je passe en douce des indications de scène. C'est fini, le reforme l'exemple, les gens applaudissent. Je suis surpris quelques regards vaguement admiratifs, mais je suis trop fatigué pour me sentir grisé. La lecture a duré deux heures moins le quart. Il ne reste plus que dix minutes pour le débat.

Une femme me dit : « On sent parfois l'influence de Céline, surtout pour les passages sur la mort et les descriptions du cancer du visage... » Je dis que je n'ai rien lu de Céline, mais un jeune homme, très dévoué, me raconte pathétique comment les personnages qui ont été mes « modèles » l'ont peut-être lu et le « fédèrent ».

On me parle de théâtre quotidien. Je dis que pour moi ce n'est pas vraiment, que mes personnages ne sont pas des femmes banales.

Mes parents viennent m'embrasser. J'avais donné à lire ma pièce à une jeune femme, et il me l'avait rendue en me disant : « Il y a des fautes d'orthographe... » Là, il me dit : « A un moment, j'ai eu peur, tu m'as mis à remuer les pieds, heureusement tu t'es arrêté. Et tout ça, tu as bien articulé. » Un ami metteur en scène vient me dire : « Tu as bien lu, tu as bien articulé. » Mon amie comédienne dit : « De toute façon, la salle était pour toi, tu n'as pas vu l'assemblée de virologes, au premier rang à droite ? Elles te gobent des yeux, elles buvaient les paroles... » Il n'y avait pas un journaliste dans la salle, ni un directeur de théâtre, ni même l'organisateur du Gueuloir. On me dira qu'il avait d'autres chais à fouetter et qu'il ne savait certainement plus où donner de la tête entre ses émissions de France-Culture, ses « mises en espace » et sa « cellule de création ». C'est vrai. Je ne me faisais pas d'illusions sur cette lecture, mais quand même, à quel m'aurait-elle servi, au-delà de la satisfaction sans doute narcissique et exhibitionniste de lire mon texte, d'être applaudi et de répondre à des questions ? La dramaturgie qui a conduit le débat m'a dit : « Téléphonez-nous de temps en temps, pour nous dire comment ça se passe, si vous arrivez à la monter. » Le soir au restaurant, mes amis m'ont trouvé triste et blâmé. Je n'ai pas dit un mot.

HERVÉ GUIBERT.

(Jeudi 11 août.)

AUX ARÈNES DE VÉRONE

Histoires brutales de désir et de mort

EN 1913, le vieux Padouan avait sept ans. Il se rappelle : on arrivait en famille, par cariole, de toutes les campagnes, de Lombardie, de Toscane, de toute la Vénétie et même du Sud. On avait emmené ses provisions et, dès la fin de l'après-midi, on allait s'installer sur les hauts gradins où l'on attendait la nuit, en mangeant, en chantonant l'histoire. On gustait, au-dessus de l'immense amphithéâtre rose, l'apparition de la première étoile dans le ciel pâle. L'orchestre, enfin, s'installait dans la fosse. Alors on allumait les lampes qui s'éteignaient à la fin de l'ouverture. Comme aujourd'hui, on donnait l'Alcazar.

Imaginez-vous l'Arena de Vérone sans son Alcazar ? Roberto Rossellini n'a pas dédaigné un jour de la mettre en scène lui-même à grands renforts de chevaux, de militaires et d'éléphants. Le lieu commande. Pour les Américains et les Allemands du parterre, peut-être, avec les thermes de Caracalla, imaginer un lieu plus propre à suggérer l'Égypte et le gigantisme de ses mythes secrets ? Alcazar, dira-t-on, pourrait aussi bien n'être qu'un drame d'atmosphère intime et de ferveur passionnelle. La version 1977 (la vingt et unième d'Alcazar à l'Arena), à travers la mise en scène de Carlo Massimino et la scénographie de Vittorio Rossi, sans toujours dédaigner le parti du grandiose verdien, s'attache à éclairer les mécanismes implacables de l'aliénation d'un peuple. Alcazar n'est que la voix la plus singulière de la foule. L'admirable pyramide de pierres fondue dans le décor des gradins ne renvoie pas aux dieux contraires, mais à la machine du pouvoir.

Peut-être n'y a-t-il plus guère qu'à Vérone qu'on puisse encore représenter avec un tel succès la *Cavalleria rusticana* de Mascagni et les *Pagliacci* de Leoncavallo, opéras peut-être justement moqués d'un dix-neuvième siècle agonisant, œuvres solides et claires de bons artisans du théâtre, ennemis naturels des longs cris wagnériens. Comme si le siècle, le leur et le nôtre, réagissait en extrême contre les inquiétudes de l'intelligence et l'angoisse des révolutions à venir, pour s'abandonner à des mélodies instinctives, faciles, sur des histoires brutales de désir et de mort où passe le rêve d'éternité des foules cherchant avant tout, comme le disait Loti, « la note qui chante l'amour de la chair avec une puissance michelangelesque ».

Michel-Ange ? Vraie... Carpeaux serait plus juste. Force est de reconnaître que les accents de Santuzza, abandonnée, ou de Turiddu, accablé à la mort, continuent à toucher les cœurs. Vingt mille spectateurs en atrass ou en jeans hurlent ensemble

leur enthousiasme. Comme chez les Romains, l'arena est restée le lieu des mises à mort et des triomphes, comme l'espace d'un tauromanche morale où un public international sacrifie au rituel de l'émotion paroxystique, par laquelle, contre le groupe et la norme, l'individu s'assied dans l'histoire singulière qui va pourtant l'entraîner et rendre finalement ses droits à l'ordre social.

Dans *Cavalleria*, où l'action se passe le jour de Pâques, c'est près d'un calvaire hors les murs qu'a lieu la tragédie humaine. Et dans *Pagliacci*, sur une scène de théâtre à trois sous cachée derrière l'église. Mais, partout, le peuple italien a dû défrayer de ce jeu de théâtre à l'intérieur duquel se libèrent les pulsions violentes du paysan Turiddu et du clown Canio. La scénographie de Vittorio Rossi a délibérément gommé tout pittoresque inutile et voulu ramener le véritable à la tradition millénaire des Grecs. On est plus soucieux à Vérone d'efficacité dans le rapport au public que de subtilités esthétiques. Compte tenu de l'enjeu, le pari est gagné, n'en déplaise aux dédicats.

L'autre soir, l'événement du festival s'est trouvé empêché par une pluie d'enter la nouvelle création ramenant Vérone à elle-même, avec le *Roméo et Juliette* de Gounod. On ne saurait se figurer la détresse de cet immense public redoublé pendant le déluge dans les bogs de l'amphithéâtre, attendant en vain jusqu'à minuit qu'une éclaircie permette aux amants éternels de se retrouver pour mourir. Il fallait regagner son hôtel, frustré de lyrisme. Sous les étoiles, Vérone offrait tout de même l'opéra superbe de ses lanternes. Au hasard du lacs de ses ruelles sombres, l'ombre peut-être de Dante pleurant le pain amer de l'exil goûté chez les Scalliger, Ciano, emprisonné à Castel-Vecchio devant les éminences composées de la République de Salò, et Juliette au balcon, et Juliette au balcon, et la comtesse folle du Senso, de Visconti errant parmi l'insurrection nationale à la recherche de son smalt autrichien... Que serait l'amour sans Vérone ?

BERNARD RAFFALLI.

(Jeudi 11 août.)

Dans la famille ou pour des amis

UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au

Monde des philatélistes

France 32 F

Etranger 40 F

1 rue des Italiens, Paris (2^e)

C.C.P. 18 382-18 Paris

(Spécimen sur demande)

L'AUTRE...

Demain 14 août

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS DELAMAIN

du 11 au 17 août 1977

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Page 9

UNE MYTHOLOGIE POUR JULIETTE

Il suffit de revenir des îles grecques, des rivages siciliens, des côtes anatoliennes ou d'une simple promenade, un beau soir, dans l'ennuyeux et admirable parc de Versailles, pour avoir envie de refaire connaissance avec la mythologie grecque. Cinq colonnes dressées contre un ciel éperdu, les gigantesques statues qui s'encadrent dans les frontons et les métopes, les cortèges dansants aux flancs noirs des vases, le soleil qui vient mourir sur les statues de nos bassins, ne cessent de nous poser des colles. L'histoire des dieux et des héros qu'on rencontre partout dans un périple méditerranéen ou dans nos musées, nos châteaux, est une aussi bonne lecture pour l'été que les aventures de la Mafia.

Il n'est pas facile de nos jours de se documenter sans trop de peine sur les fables des Grecs. On a le choix entre les dictionnaires et les savants traités : sociologie, psychanalyse, histoire des religions, se sont appropriés ces territoires où naguère les poètes cherchaient leur inspiration. Mais une vue d'ensemble d'un Olympus accessible, où la trouver ?

Jean Duché s'est risqué à ménager des perspectives dans le maquis de cet antique folklore qui devient de plus en plus luxuriant, embrouillé et contradictoire à mesure que notre érudition s'accroît. On le savait adouci depuis cette *Histoire du monde* qu'il a résumée en quatre tomes. Le tour de force consistait de sa sœur à mesure qu'on avançait à travers les âges et que l'imagination devait céder le pas au savoir, mais j'ai gardé de la tendresse pour son bourgeois néolithique qu'il voyait s'établir après tant d'érances.

Le domaine mythologique où l'imagination est roi pouvait contenter un meilleur de lui-même. Pourquoi diable s'est-il enfoncé de Juliette ? Elle raccourcit tout, à force d'humaniser, d'actualiser, et dans cette forme dialoguée, la magie des fables se perd.

Artémis est par elle costumée en hippie : la naissance d'Athéna devient une césarienne ; l'histoire des Amazones, la préfiguration du M.L.F. ; elle traite Apollon de « petit pédé », à moins qu'elle ne le voie en saint Pierre de l'Olympe parce qu'il possède les clés du Paradis perdu, et je ne sais plus en quel roi, en quel héros, elle croit retrouver saint Joseph. Car

par Jacqueline Piatier

elle a une curieuse propension à ramener l'inconnu au connu, l'étrange au familier, le sacré au banal. Croit-elle aider ainsi Jean Duché à vulgariser ? A nous faire mieux comprendre ces dieux incompréhensibles dans leur sauvagerie crue et ces Grecs, plus mystérieux encore, de les avoir inventés ?

A repencher l'Olympe, à grandes enjambées, que de meurtres odieux, de trahisons, de carnages ! Ce ne sont que fils égorgant leur père, que frères décapant leurs frères, que frères décapant leurs frères. Dès le premier jour de la Genèse, la férocité commence. On se châtre, on s'entre-dévore, le trône n'est dû qu'à un massacre. Pas un immortel qui n'ait du sang sur les mains. Pour une peccadille le lumineux Apollon met à mort les six garçons de Niobé, tandis que sa sœur Artémis se charge d'exécuter les six filles. Héraclès, lui-même, qui va pourtant purger la Terre de ses monstres, une façon de faire triompher le Bien du Mal, aura ses crises de folie et d'irrogance sanguinaires. Athéna, la moins violente, fera périr, en les trompant sans vergogne, les plus estimables adversaires de ceux qu'elle protège : Hector lui doit sa mort. Quant à Dionysos au sublime chant d'amour, il faut voir le supplice qu'il réserve à Penthée, ce roi de Thèbes qui ne voulait pas le reconnaître : celui-ci sera mis en pièces par sa mère, aveuglée par sa passion de Bacchante.

La même atrocité commande au destin des héros et des rois : Oédipe, Thésée, Agamemnon, Achille, qui, devant Troie, envoie son ami Patrocle à la mort et les siens à l'échec, pour une blessure d'amour-propre. Au milieu de toutes ces tueries, une seule histoire qui finit bien, celle d'Ulysse. L'Odyssée ouvre enfin une voie pour le bonheur de l'homme. Sans égard pour la chronologie, Jean Duché l'a gardée pour la fin. C'est qu'il explique encore la mythologie par la dure victoire de Zeus sur le Chaos, d'Apollon sur Dionysos, de l'ordre et de l'esprit sur les forces de l'instinct. Explications marquées au coin d'une pensée toute occidentale dont les recherches modernes ont appris à se méfier.

Ce roman mis à part, quelles noires visions hantent l'Antiquité ! On n'est pas plus gâté par le ton désinvolte, les variations facétieuses, les modernisations intempestives que tentent le narrateur et son élève. D'autant plus qu'ils interrompent, Dieu merci, leur dialogue, pour laisser parler Homère, Hésode, Euripide, nous renvoyant ainsi aux textes originaux. Dans quel autre univers on est alors transporté !

Ce n'est pas d'hier qu'on a mis les dieux de l'Olympe en complet veston et en robe de chambre. Qu'ils se présentent cette fois en « jeans » ne change rien à l'affaire : ce n'est plus d'aujourd'hui. Jean Duché ignore pas les interprétations récentes. Elles affleurent parfois, mais bien vite il retombe, Juliette aidant, dans une psychologie à ras de terre, à ras de nos problèmes. Décidément, dans cette mythologie « racontée », qui nous est précieuse par les souvenirs qu'elle ravive et enrichit, Juliette est de trop.

(Vendredi 12 août.)

* LA MYTHOLOGIE RACONTEE A JULIETTE, de Jean Duché. Robert Laffont, 288 pages, 45 F.

Des demeures pour le peuple

● Michel Ragon rêve d'une architecture populaire.

MICHEL RAGON présente la singularité d'être docteur en lettres et de n'avoir jamais passé le bachelot. Cette anomalie s'explique. Comme sa famille est très pauvre, il doit quitter l'école à l'âge de quatorze ans et aller travailler. Il se débrouille pourtant pour écrire des livres, et ces livres, bien plus tard, lui permettent de soutenir une thèse sur travaux. De sorte qu'il peut enfin retourner à l'école, mais en qualité, cette fois, de professeur d'université.

« Je suis un autodidacte défroncé, dit-il avec un peu d'humour, un peu de vanité. Quand l'école a été finie pour moi, j'ai fait un peu de tout. J'ai été garçon de courses, ouvrier agricole en Angleterre, débarrasseur à Nantes, ouvrier fondeur, puis, pendant dix ans à Paris jusqu'à l'âge de trente ans. Mais j'ai toujours bien étudié et m'instruisais. J'avais la même méthode que l'autodidacte de la Nausée : je lisais les petits livres classiques et, comme il fallait savoir un ordre, j'avais choisi celui de l'alphabet. »

Le long de cet alphabet, il fait plusieurs haltes. La première à la lettre P où il trouve les mots « peuple » et « prolétariat ». Ragon se sent fraternel pour ces ouvriers, ces paysans, qui racontent leurs vies, leurs détresses, leurs travaux — ce qui nous vaut une série d'études sur la littérature prolétarienne : « Oui, j'ai commencé par me passionner pour des hommes comme Henry Foulché. J'aurais pu devenir, si j'en eusse eu le temps, le fils spirituel de Foulché. Du reste, j'ai écrit un certain nombre de romans et je crois que j'en aurai encore. »

Mais d'autres intérêts le sollicitent. Dès vingt-trois ans, la peinture le fascine et il donne des critiques sur les peintures de l'abstraction lyrique, Hartung, Soulages, Atlan. Après quoi, de la peinture, Ragon glisse vers l'architecture. C'est l'époque où l'autodidacte Ragon, impatient de « défroncer », fréquente avec énergie les bibliothèques publiques. Il y grignote des tonnes de livres, et il observe qu'on ne possède aucune histoire de l'architecture en français. Qu'à cela ne tienne. Soucieux des autodidactes de l'avenir, Ragon va l'écrire, cette histoire — deux gros volumes qui font autorité.

Ce parcours à la va vite dans le destin de Michel Ragon n'est pas gratuit. Il voudrait éclairer le travail que Ragon vient de conclure : *L'Architecture, le Prince et la Démocratie*. Seul un homme qui a longtemps subi la condition ouvrière et partagé les demeures des pauvres pouvait tenter cette espèce de coup de force : renverser le système des rapports qui existent entre le prince, l'architecte et le peuple. Jusque-là, et dans la plupart des sociétés, l'architecte fut chargé de donner forme aux rêves, aux désirs ou aux besoins du prince. Ragon s'interroge si le temps n'est pas venu de passer net le lien qui asservit l'architecte au prince. Et

de mettre le bâtisseur à l'écoute de ceux qui habiteront les maisons.

« Dans les débuts, j'ai été très influencé par Le Corbusier. J'ai, mal, son côté rousselliste. Il me semblait qu'il plaçait la science au service du bonheur des hommes. Je voyais son œuvre comme un grand rêve progressiste. Et puis, au fil des années, je me suis rendu compte qu'un habitant de plus en plus grand se creusait entre les hommes qui concevaient les maisons et les usagers de ces maisons. Je voyais là un problème politique et même philosophique. Politique, puisque la maison est au cœur de la cité, elle est conditionnée par les goûts du prince et par les intérêts du peuple. Philosophique, car, à partir du moment où l'homme est traité comme machine, pourquoi les maisons seraient-elles autre chose que des machines à habiter ? C'est alors que je me suis questionné. Un retour aux sources s'imposait : une interrogation de la culture architecturale du peuple. Malheureusement, cette lecture du peuple, on ne trouve pas trace dans l'histoire. »

Bien sûr, il y a les maisons paysannes, et chacun rêve sur elles, mais ces belles maisons sont celles des maîtres, des seigneurs. Pour le reste, les paysans ont toujours vécu dans des baraques minables, malhabitées, noires et tristes. Et, le logement des ouvriers à la ville, dans les caves ou les greniers, est pire encore. « Le logement de l'homme ordinaire, dit Michel Ragon, est exclu de l'histoire de l'architecture. »

Et il n'est pas fortuit que la colère des pauvres vise si souvent les maisons dans lesquelles se paissent les princes (depuis l'incendie des beaux hôtels particuliers au quatorzième siècle jusqu'au sacage de l'Hôtel de Ville de Paris au dix-neuvième). Et le jour où le prince se décide enfin à loger les pauvres, il ne songe jamais à leurs désirs. Dans le meilleur des cas, la maison du pauvre sera une copie ratatinée, crépusculaire et flâpe de la maison bourgeoise. C'est l'utopie pavillonnaire.

« C'est dans la mesure où l'architecture est le creuset de tout qu'elle entre dans une crise gigantesque. Elle commence à douter d'elle-même. Hier encore, l'architecte était un homme sûr de son savoir. Il connaissait les désirs, les besoins les plus intimes de ceux qu'il logeait. Il construisait des maisons parfaites dans lesquelles il entassait les gens, des gens à qui l'architecte apprenait à habiter. Cela, c'est fini. Vous voyez apparaître des phénomènes étranges. Des architectes qui ont honte d'être des hommes de pouvoir. Des architectes qui consultent les gens. Des architectes qui ne construisent plus. Et aussi toute une série d'architectures marginales, sauvages, inspirées des principes de l'écologie, etc. »

De ces architectures sauvages, Ragon dresse un inventaire. Voyage fascinant — depuis ces vieux autarcas dans lesquels des Américains organisent des lieux de vie, jusqu'à ces usines désaffectées que certains groupes achètent et métamorphosent en

domiciles un peu fous et très libres. Michel Ragon cependant se garde des excès, des facilités du lyrisme : aux théoriciens de l'architecture sauvage qui vantent la beauté des « favelas » du Brésil, il répond avec justesse que c'est là plaisir d'esthète et que, habiter les « favelas », c'est habiter l'enfer, la mort. De même refuse-t-il la notion d'architecture sans architecte. Son propos est autre : couper le lien de l'architecte avec le prince.

Il s'agit pour l'architecte de perdre sa position de maître, de n'être plus le bras du prince, mais de devenir le conseiller de l'habitant. A Bruxelles, des comités de quartier se forment. A Bologne, quand on décide de rénover la ville, la municipalité confie les responsabilités aux habitants eux-mêmes ; aujourd'hui, le cœur historique de Bologne est sauvé.

Que la France ne soit pas en avance dans de telles pratiques ne surprendra guère — elle plonge sous la tradition jacobine. Elle ne sait que construire des cités pour les habitants bien nés et semblables d'un univers utopique. Il reste que le travail de Ragon (qui n'est pas solitaire, Dieu merci ! s'inscrit étrangement dans un ensemble de manifestations parallèles et toutes dirigées contre la maîtrise du pouvoir. Formé d'abord aux traditions libérales, Michel Ragon était désigné pour amorcer, dans le champ de l'urbanisme, cette critique radicale du pouvoir, du prince, qu'un Attali esquissait dans l'ordre des bruits, de la musique, que les nouveaux philosophes poussent à l'extrême dans le champ de la politique et de l'histoire.

GILLES LAPOUGE.

(Vendredi 12 août.)

* L'ARCHITECTURE, LE PRINCE ET LA DÉMOCRATIE, de Michel Ragon. Albin-Michel, 256 p., 39 F.

Pirandello dans la Pléiade

● Cette édition du « Théâtre » dans de nouvelles traductions n'a pas son équivalent en Italie.

AVEC Dante, Machiavel et Goldoni, Pirandello est l'un des trois auteurs italiens qui aient franchi le seuil de la Pléiade. Encore ne s'agit-il que de son théâtre, ou plus précisément du premier volume de ce théâtre, regroupant une vingtaine de pièces. Un autre volume suivra, complétant cet ensemble majeur auquel Pirandello doit généralement le plus clair de sa célébrité.

On méconnaît habituellement le fait que Pirandello est, aussi, l'auteur de sept romans, de quelques-uns cent nouvelles, sans parler d'un volume d'essais, critiques et de plusieurs recueils de poésies, et que l'importance de ces autres ouvrages est également considérable. Mais on ignore souvent aussi en France qu'il était vraiment Pirandello, pour ne retenir de lui que l'image de l'auteur à succès qu'il était devenu sur le tard, après la fin de la première guerre mondiale.

Ce petit homme à la barbe en pointe, au regard un peu inquiet, n'est pas seulement l'inventeur ingénieux de machineries théâtrales passablement cérébrales et de personnages lancés à la recherche de leur identité. Cette image, qui correspondait bien que mal à Pirandello des dernières années, couronné en 1934 par le prix Nobel, ne doit pas faire oublier tout ce qui, dans son histoire, celle de sa vie, celle de son œuvre, n'était joué

jusque-là. A commencer par son enracinement sicilien.

A cet égard, cette édition nouvelle devrait contribuer à mettre les choses à leur vraie place. La très longue et importante préface de Paul Renucci — mais c'est plutôt d'un véritable essai qu'il conviendrait de parler — rappelle en effet un certain nombre d'éléments marquants de l'enfance et de l'adolescence de Pirandello, éclairant son milieu familial, sa formation, ses prises de position politiques, aussi bien que l'expérience qu'il fit du monde de la maladie mentale, au contact de sa femme Antonietta.

D'autre part, la référence aux essais de Pirandello sur l'humorisme, dont l'importance est capitale pour comprendre la formation de sa poétique, permet de suivre l'arrière-histoire d'une œuvre commencée très tôt, inlassablement poursuivie, et dont la place fut telle que, devenu célèbre, Pirandello put déclarer à un journaliste : « Je n'ai pas vécu, je n'ai fait qu'écrire. »

C'est dans ces essais que l'on voit également apparaître, à travers l'image métaphorique du masque, l'idée d'un relativisme absolu dans la connaissance des êtres.

Celle-ci parcourt à la fois ses romans et son théâtre : masques des conventions sociales ou des usages, de l'habitude, de l'insouciance, qui se superposent et rendent toute communication problématique, sinon même totalement illusoire.

Une grande partie des thèmes du théâtre — dont le titre général est, rappelons-le, *Masques nus* — se trouve donc virtuellement esquissée dans ces pages trop peu connues (1). Elles sont plus convaincantes et plus riches, à coup sûr, que les distinctions suggérées après coup par le critique A. Tighier sur les traces de George Simmel, sur l'opposition entre la forme et la vie, entre la spontanéité et la contrainte, et ainsi de suite. Pirandello, qui avait utilisé lui-même des images analogues, peut-être sous une influence de Bergson, qu'il se garda bien de reconnaître, allait s'emparer de cette distinction de Tighier, qui devint par la suite, et pour des dizaines d'années, un topos inévitable et étouffant d'une bonne part de la critique pirandellienne.

Cela dit, les vingt-trois pièces réunies dans ce premier volume, dans l'ordre de leur rédaction (alors que les éditions italiennes ont jusqu'ici maintenu une incohérence chronologique qui était celle de Pirandello lui-même), tiennent de leur regroupement un éclairage et un relief accrus, et facilitent un jeu de confrontations tout à fait stimulant. Si, dans l'ensemble, les notes explicatives sont très peu nombreuses, les notices, en revanche, qui illustrent chacun de ces textes sont extrêmement développées (2) et y en a, au total, environ deux cents pages, composées, hélas, dans un corps microscopique — et elles apportent de précieux commentaires sur l'histoire de

(1) Certaines d'entre elles ont été traduites par G. Pruvot dans le titre d'Essais sur le théâtre et la littérature, Bibliothèque Méditerranée, Cailhier-Denoel, 1971.

GUY BROUTY.



(Dessin d'Orlé.)

leur rédaction, les sources éventuelles, et d'importants éléments d'appréciation esthétique. Vaste et utile documentation, qui fait de cette édition un très utile instrument de travail.

Restent les traductions nouvelles, qui ont été assurées par une équipe d'une dizaine d'italianistes, et qui, par rapport à celles du *Théâtre complet*, dues, pour la plupart, à Benjamin Crémieux et Marie-Anne Comnène et jadis publiées par le même éditeur, répondent à un souci louable de rigueur et de modernisation du langage, tout en respectant l'exigence de vivacité et de mouvement de textes écrits avant tout pour être dits et joués. L'expérience dira si, à la représentation, ces traductions sont mieux adaptées que les précédentes aux exigences de la scène.

On croyait tout savoir du théâtre de Pirandello, de ses inventions, de sa virtuosité, de ses ficelles parfois trop visibles, et de la tranquille désinvolture avec laquelle il a contribué à démolir un arsenal de recettes techniques qui faisaient, semble-t-il, partie intégrante de la tradition du théâtre occidental, imposant par le fait même une vision du monde profondément angustieuse. On a longtemps pensé aussi qu'il était possible de cerner le « pirandellisme » et d'en donner une définition à peu près stable et cohérente. La lecture de ce volume remet en question beaucoup de ces jugements ; elle montre à l'évidence que le théâtre de Pirandello n'a rien perdu de son pouvoir de choc et que, bien loin de n'être qu'un subtil mécanisme, avant tout intellectuel, il est au contraire constamment nourri, vivifié par l'apport sous-jacent d'une humanité passionnée et douloureuse, tragique même : c'est là que l'humoriste — que se voulait Pirandello — le plus souvent, laissé apercevoir, derrière le rictus figé du masque, le regard et le sourire nu de sa compréhension et de sa pitié.

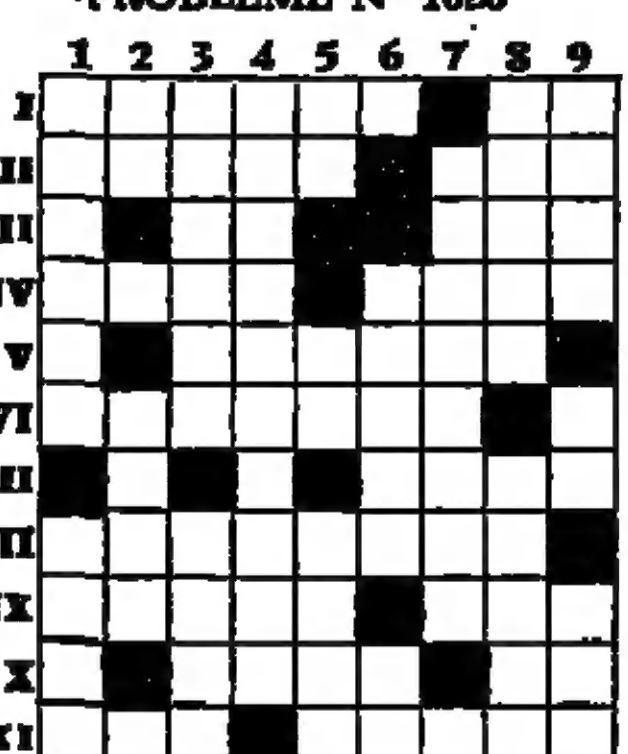
MARIO FUSCO.

(Vendredi 12 août.)

* Bibliothèque de la Pléiade. Gallimard, 1 336 pages, 120 F. Sous la direction de Paul Renucci.

LES MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1623



HORIZONTALEMENT

I. Ne vole pas de ses propres ailes : Démontre. — II. Est surtout garni après les repas : Pronom. — III. Quelque chose d'effrayant : Ont un lit sinistre. — IV. Éclat dans la note : A basses fréquences. — V. Vécurent il y a bien longtemps. — VI. L'habit n'y était pas de rigueur. — VII. Affaibli, quand il s'agit du sang. — VIII. Tolérances. — IX. Frontières imprécises : Abbréviation. — X. Loinaine victime d'une tringale : Figure de premier plan. — XI. Vieux feu : Opération de débit.

VERTICALEMENT

1. Certains l'ont dans la peau : On peut se reposer sur lui les yeux fermés. — 2. Abbréviation : Passé défini. — 3. Frappée : Ce dont il faut tenir compte. — 4. On y descend avant l'arrêt complet (pluriel). — 5. Abbréviation : Mis en mouvement (inversé). — 6. Cours étranger (inversé). — 7. Intimidées. — 8. Bantise de boursiers : Intention d'action. — 9. Dont on devrait facilement venir à bout : Sa fin donne du travail supplémentaire aux facteurs : D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 1622

Horizontalement

I. Platière (russe). — II. Oural : Ota. — III. PS : Curé. — IV. Trésorier. — V. Gère : Si. — VI. Vierge : An. — VII. RL : Le. — VIII. Tête : René. — IX. Entures. — X. Justesse.

Verticalement

1. Forte-vent. — 2. Lu : Isle. — 3. Arpège : Tê. — 4. Tassement. — 5. U : Orgie. — 6. Crêpe. — 7. Rus. — 8. Roui : Vers. — 9. Êtres : Année. — 10. Aériennes.

GUY BROUTY.